

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

L'ORGANISATION JUDICIAIRE

DES

COLONIES FRANÇAISES

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

Le mardi 27 mai 1913, à 3 heures

PAR

Fernand GEOFFROY

Président : M. PERREAU, professeur.

Suffragants : { MM. LESEUR, professeur.
ALLIX, agrégé

PARIS

ÉMILE LAROSE, LIBRAIRE-ÉDITEUR

11, Rue Victor-Cousin, 11

—
1913



THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

**La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les
thèses ; ces opinions doivent être considérées
comme propres à leurs auteurs.**

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

L'ORGANISATION JUDICIAIRE

DES

COLONIES FRANÇAISES

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

Le mardi 27 mai 1913, à 3 heures

PAR

Fernand GEOFFROY

Président : M. PERREAU, professeur.

*Suffragants : { MM. LESEUR, professeur.
ALLIX, agrégé.*



PARIS

ÉMILE LAROSE, LIBRAIRE-ÉDITEUR

11, Rue Victor-Cousin, 11

1913



Digitized by the Internet Archive
in 2026

AVANT-PROPOS

Aux colonies, comme dans tous les pays neufs, l'organisation du service de la justice est un des plus importants problèmes qui se posent pour le peuple colonisateur : il faut en effet approprier l'organisation judiciaire aux besoins du pays nouvellement conquis. Dans ces organismes nouveaux, que sont les colonies, la séparation des pouvoirs ne peut, dès le début de l'installation de la puissance colonisatrice, être envisagée comme dans la métropole, et il est nécessaire cependant de donner des garanties aux justiciables : aux colons comme aux indigènes, question complexe s'il en fut.

Le problème judiciaire se double en effet d'une question de politique indigène qu'il est impossible de négliger, si l'on ne veut pas encourir la responsabilité de déceptions futures inévitables.

Pour les uns comme pour les autres, la justice, qu'il s'agisse de différends entre particuliers ou d'action publique, doit être distribuée suivant un mode adapté aux régions nouvelles où elle doit s'exercer et qui satisfasse à la fois aux fins politiques, économiques

et sociales, poursuivies dans l'œuvre de la colonisation.

S'il est nécessaire de donner toutes garanties aux colons comme aux indigènes, il est non moins indispensable de ne pas mettre les seconds à la merci des premiers ou réciproquement. Il convient également d'aider à l'évolution sociale des populations autochtones, de leur faire répudier leurs coutumes judiciaires inhumaines ou par trop primitives, tout en laissant aux justiciables des juges de leur race.

Il suit de là qu'on a été amené à créer aux colonies deux ordres de juridictions bien distinctes : les tribunaux français et les tribunaux indigènes. Il suit de là également que l'organisation judiciaire coloniale ne saurait être une ; sa complexité ou sa simplification dépend uniquement du milieu : ici, complète et pour ainsi dire calquée sur celle de la métropole, là, réduite à sa plus simple expression.

A ce problème de l'organisation judiciaire se rattache très étroitement la question de la magistrature coloniale. Il n'est pas indifférent de savoir comment celle-ci est recrutée et hiérarchisée. Cette question, étant donnés les projets de réforme actuellement à l'ordre du jour, nous a même semblé devoir appeler plus particulièrement notre attention.

Ce sont tous les aspects de ces organisations que nous allons exposer, en laissant de côté l'Algérie et la Tunisie qui ne sont pas des colonies au sens exact du

mot. L'Algérie, dont les multiples services sont rattachés directement à différents ministères, doit être considérée en quelque sorte comme le prolongement de la France. La Tunisie, qui dépend du ministère des Affaires étrangères et non de celui des Colonies, est un pays de protectorat.

Après avoir passé en revue l'organisation judiciaire des colonies françaises dans son développement historique, nous l'étudierons plus longuement dans sa situation actuelle, divisant cette étude en deux parties.

Dans la première nous examinerons la magistrature coloniale et les projets de réforme actuellement à l'étude. Dans la seconde nous étudierons les juridictions, leur composition et leur compétence tour à tour dans chacune des colonies, les répartissant à cet effet en trois groupes : le premier comprendra les colonies offrant au point de vue de la justice de grandes similitudes avec la métropole, le second comprendra les colonies qui possèdent une Cour d'appel, le troisième les colonies dont l'organisation judiciaire est plus rudimentaire.

L'ORGANISATION JUDICIAIRE

DES

COLONIES FRANÇAISES

INTRODUCTION HISTORIQUE

L'organisation judiciaire depuis les origines jusqu'aux ordonnances organiques de la Restauration.

L'organisation judiciaire des colonies fut d'abord comme l'organisation administrative elle-même des plus rudimentaire.

La justice fut en premier lieu rendue par les chefs d'expéditions, qui allaient à la découverte de pays nouveaux et essayaient de faire des échanges avec les indigènes. Puis, des établissements ayant été fondés, elle le fut par les représentants des compagnies qui avaient reçu un privilège du roi (Antilles), ou bien par les seigneurs qui avaient obtenu des concessions (Guyane).

Ces établissements s'étant développés, la monarchie jugea nécessaire d'y envoyer des agents, estimant des particuliers insuffisamment qualifiés pour disposer dans ces régions, qui naissaient à la civilisation, des pouvoirs exercés en France par l'État.

La justice devait nécessairement rentrer dans les attributions des représentants du roi. La déclaration du 1^{er} août 1645 pour les Antilles charge le commandant de chaque île de la rendre et lui donne pour assesseurs, à défaut de magistrats, huit des principaux officiers ou habitants de la colonie.

En premier ressort, comme le territoire concédé est la propriété de la compagnie, ce sont des juges seigneuriaux, désignés par elle, qui siègent.

La justice n'est rendue au nom du roi qu'en appel, par le conseil souverain, ainsi nommé parce qu'il juge souverainement tous les procès civils et criminels. Le premier créé est celui de la Martinique, par décret du 11 octobre 1664.

Le conseil souverain se compose (règlement du 4 novembre 1671) du lieutenant général, du gouverneur particulier, du directeur de la compagnie et de quatre conseillers nommés par la compagnie.

En 1674 survient un changement profond dans la constitution politique des Antilles; la compagnie est rachetée et les Antilles deviennent de véritables colonies.

Les lettres patentes du 1^{er} avril 1679 créent une nouvelle fonction, celle de l'intendant de justice, po-

lice et finances. C'est le premier chef du service judiciaire.

La composition du conseil souverain est modifiée : le directeur de la compagnie n'en fait plus partie ; par contre le juge de la première juridiction est appelé à y siéger, mais seulement s'il n'a pas déjà connu de l'affaire. Les conseillers sont désormais nommés par le roi et de quatre leur nombre est porté à six.

Puis une ordonnance du 3 mai 1681 retire aux conseils souverains qui s'appelaient aussi conseils supérieurs, le droit de statuer souverainement ; il existe désormais contre leurs décisions un recours en cassation, qui est porté devant le conseil du roi à Paris.

Des circonstances semblables furent la cause de mesures analogues, à des époques différentes, dans les autres colonies.

Dans l'Inde un conseil supérieur fut créé d'abord à Surate (édit de janvier 1671), puis à Pondichéry (édit de février 1701).

A la Guyane un édit de juin 1701 crée de même un conseil supérieur.

A la côte des Somalis un édit du 7 mars 1711 crée un conseil provincial se composant du gouverneur, du directeur de la compagnie et d'un certain nombre d'habitants. L'appel est porté devant le conseil supérieur de Pondichéry.

A la Réunion, alors île Bourbon, un conseil supérieur est créé par un édit de novembre 1723.

Jusqu'à la Révolution, la justice fut ainsi rendue dans nos colonies. Il n'y eut guère que des modifications de détail. Ainsi l'édit de février 1776 changea la composition du conseil supérieur de l'Inde ; désormais ses membres furent le gouverneur, le commissaire général de la marine, le plus ancien officier d'administration, sept conseillers et le procureur général.

Dans certaines colonies des mesures durent être prises pour remédier à la pénurie de magistrats en présence de laquelle se trouvait le gouvernement. Ainsi les lettres patentes de 1776, arrêtant qu'à l'île Bourbon les sentences seraient rendues par trois juges, autorisèrent le remplacement de deux juges par cinq habitants.

Dans cette colonie nous trouvons un plus important remaniement en 1781 : il est alors institué en première instance une juridiction royale composée d'un juge, d'un lieutenant de juge et d'un procureur du roi et en appel un conseil supérieur composé du gouverneur, de l'intendant, de six conseillers titulaires, du procureur général et d'un substitut.

La Révolution devait avoir une grave répercussion sur nos colonies : les unes nous furent ravies, comme les Antilles qu'occupèrent les Anglais ; les autres virent bouleverser leur constitution politique. L'organisation judiciaire en ressentit le contre-coup : dans chacune des colonies en effet l'assemblée coloniale organisa la justice à son gré.

A la Réunion, l'assemblée décida en 1793 que les magistrats seraient élus par le peuple et institua un tribunal de première instance et une Cour d'appel. A partir de 1798 ils ne furent plus élus par le peuple mais par l'assemblée et en première instance le juge fut unique, tandis qu'en appel les conseillers voyaient porter leur nombre à sept.

A la Guyane l'assemblée décida en 1791 que les juges seraient élus et renouvelables tous les trois ans. Deux tribunaux furent institués ainsi que deux degrés de juridiction, chacun de ces tribunaux étant à son tour tribunal d'appel pour l'autre pendant deux mois. Il fut aussi institué dans cette colonie quelques années plus tard des arbitres publics.

Le Consulat rétablit les tribunaux antérieurs à la Révolution, mais en changeant les noms : nous trouvons le tribunal de première instance au lieu des sénéchaussée, amirauté et juridiction royale et le tribunal, conseil ou cour d'appel à la place du conseil souverain ou du conseil supérieur. (Antilles, arrêté consulaire du 29 prairial an X. Réunion, arrêté consulaire du 5 germinal an XI. Guyane, décret du 11 brumaire an XI.)

Après la chute de l'Empire, les gouvernements reconstituèrent les juridictions qui existaient sous la monarchie. Leur durée fut courte, la Restauration rétablit les cours royales et les tribunaux de première

instance. (Réunion, ordonnance du 13 novembre 1817. Antilles, ordonnance du 28 novembre 1819.)

Nous arrivons ainsi aux ordonnances de 1825, 1827, 1828, 1833 et 1840, qui subsistent encore dans leurs grandes lignes et que nous aurons à étudier dans les chapitres suivants.

Quant aux colonies plus récentes, les modifications apportées aux institutions judiciaires se succédèrent dans le même ordre.

Ainsi au Sénégal c'est seulement à partir de 1782 que la justice est rendue par les gouverneurs nommés par le roi, et il faut attendre l'ordonnance du 7 janvier 1822 pour trouver à Gorée un tribunal composé du commandant particulier, du principal employé de la marine et d'un notable, et à Saint-Louis un tribunal composé d'un juge et de quatre notables, dont deux européens et deux indigènes. Dans cette ville est également institué un conseil d'appel, présidé par le commandant assisté de quatre fonctionnaires et de deux habitants.

En 1837 sont créés des tribunaux de première instance à Saint-Louis et à Gorée, puis en 1840 est instituée à Saint-Louis une Cour d'appel composée de magistrats. (Ordonnance du 19 novembre 1840.)

De nos jours, lorsque nous colonisons de nouvelles régions, il est encore procédé de la même façon. A la conquête fait suite l'organisation confiée à des officiers qui ont à remplir des fonctions administra-

tives, judiciaires et financières. Puis l'ordre commençant à s'établir, l'élément civil fait son apparition : des attributions très diverses sont confiées à un fonctionnaire de l'ordre administratif. Enfin, lorsque le pays est complètement pacifié, le principe de la séparation des pouvoirs est appliqué et les tribunaux sont exclusivement composés de magistrats.

PREMIÈRE PARTIE

LA MAGISTRATURE COLONIALE

CHAPITRE PREMIER

Organisation actuelle de la magistrature coloniale

D'après le décret du 1^{er} décembre 1858, les magistrats coloniaux sont considérés comme détachés du ministère de la Justice et placés sous l'autorité du ministre des Colonies.

Alors que dans la métropole les magistrats du siège sont inamovibles, aux colonies tous les magistrats, qu'ils appartiennent au siège ou au parquet, sont amovibles. Ils sont nommés et révoqués par décret du Président de la République sur la proposition collective et sous le contreseing du ministre des Colonies et du ministre de la Justice.

Ces nominations et révocations par décrets, avec ce double contreseing, sont limitées aux magistrats

des Cours d'appel et des tribunaux de première instance.

Le ministre des Colonies contresigne seul les décrets de nomination des juges de paix à compétence étendue et à compétence ordinaire, des greffiers de justice de paix à compétence étendue, et nomme directement par arrêté les juges de paix suppléants aux Antilles et à la Réunion, les greffiers de justice de paix ordinaire, les attachés au parquet. (Décret du 17 juin 1889 pour la Cochinchine, art. 119. Décret du 24 mars 1903 pour Madagascar, art. 1^{er}.)

Les commis-greffiers, en Afrique Occidentale, à Madagascar et en Indo-Chine, sont nommés par le gouverneur général sur la présentation du procureur général. Dans les autres colonies ils sont, comme dans la métropole, choisis par les greffiers et agréés par les cours et tribunaux dont ils dépendent.

CONDITIONS D'ENTRÉE

Les conditions d'entrée dans la magistrature coloniale sont, en règle générale, la licence en droit, un stage au barreau, et un certain âge.

a) *La licence en droit.* — Cette condition ne souffre qu'une exception : dans l'Inde aux termes du décret du 4 février 1881, un certificat de troisième année d'études délivré par l'École de Droit de Pondichéry tient lieu du diplôme de licencié.

b) *Le stage au barreau.* — Sur ce point les exceptions sont plus nombreuses. Le stage de deux ans au barreau n'est pas exigé pour toutes les colonies. Cependant cette différence avec la métropole tend de plus en plus à disparaître. Successivement de récents textes réorganisant la justice dans chacune des colonies l'exigent. :

Nouvelle-Calédonie, décret du 28 novembre 1866 article 96.

Océanie, décret du 18 août 1868, article 42.

Indo-Chine, décret du 17 mai 1895, article 133.

Martinique, Guadeloupe, Réunion, loi du 15 avril 1890, article 8.

Madagascar, décret du 9 juin 1896, article 36.

Guyane, décret du 16 décembre 1896, article 36.

Afrique Occidentale Française, décret du 10 novembre 1903, article 87.

Côte des Somalis, décret du 4 février 1904, article 10.

Mayotte et les Comores, décret du 22 octobre 1906, article 26.

Afrique Équatoriale Française, décret du 12 mai 1910, article 32.

Cependant, d'après ces textes mêmes, un stage d'un an, comme attaché au parquet, remplace le stage de deux ans au barreau, en Indo-Chine, à Madagascar et en Afrique Équatoriale Française.

En outre sont encore dispensés du stage de deux ans

les candidats qui en Indo-Chine sont administrateurs des affaires indigènes depuis plus d'un an et ceux qui en Afrique Équatoriale Française ont exercé les fonctions de magistrat provisoire.

A ces cas prévus par les décrets, il faut ajouter ceux des colonies où, par suite du silence des textes, le stage n'est pas exigé. Il en est ainsi dans l'Inde et à Saint-Pierre et Miquelon.

En dehors de ces conditions les décrets du 1^{er} novembre 1901 et du 13 mai 1911 ont rendu nécessaire pour l'Indo-Chine la connaissance, plus ou moins approfondie, suivant l'élévation du grade, d'une des langues annamite, cambodgienne ou laotienne. Les magistrats actuellement en fonctions et antérieurement nommés ne peuvent plus obtenir d'avancement que s'ils satisfont aux examens maintenant exigés pour la nomination aux emplois qu'ils occupent.

Ces examens existaient déjà pour d'autres fonctionnaires que les magistrats ; les décrets de 1901 et 1911 ont donc simplement appliqué aux magistrats le droit commun.

Il convient d'ajouter que depuis le décret du 7 avril 1903 qu'a modifié celui du 27 juillet 1907, complété par l'arrêté du 30 juillet 1907, lequel fut lui-même modifié par l'arrêté du 25 janvier 1910, le choix du ministre, parmi les candidats présentant les conditions ci-dessus énoncées, est limité, du fait que les deux tiers des emplois vacants sont réservés aux élè-

ves brevetés de l'École Coloniale (section de la magistrature coloniale).

Ces décrets ont en effet institué à l'École Coloniale une section de la magistrature, à laquelle sont admis après un concours spécial les licenciés en droit âgés de 20 ans au moins, de 28 ans au plus, portés sur une liste arrêtée par les ministres de la Justice et des Colonies. Cette section est divisée en deux sous-sections : africaine et indo-chinoise.

La durée des cours est de deux ans, pendant lesquels les élèves doivent faire leur stage au barreau et sont attachés à un des parquets de la Seine.

L'entrée dans la magistrature coloniale est accordée aux élèves, qui à la fin de la deuxième année, satisfont aux examens de sortie et subissent en outre un examen sur les matières comprises dans le programme d'admission de la magistrature métropolitaine. Cet examen est passé devant un jury, présidé par un conseiller à la Cour de cassation, assisté de quatre magistrats, dont deux appartenant au cadre métropolitain.

Pour les juges de paix à compétence ordinaire il n'y a pas de conditions d'aptitude ; la loi du 12 juillet 1905, qui a réorganisé les justices de paix en France, n'ayant pas été étendue aux colonies.

Quant aux greffiers des cours et tribunaux de première instance :

Aux Antilles et à la Réunion ils doivent être li-

cenciés en droit, à moins qu'ils n'aient exercé les fonctions d'avoué ou celles de greffier ou de commis-greffier en France ou aux colonies, pendant trois ans au moins.

En Indo-Chine ils forment un corps spécial se recrutant parmi les commis-greffiers ; ceux-ci étant désignés, après un examen subi sur place, parmi les commis-greffiers provisoires.

Dans les autres colonies, en général, la licence en droit est exigée, mais elle peut être remplacée par deux ou trois années de pratique dans une étude d'avoué ou dans un greffe.

c) *L'âge*. — L'âge requis pour entrer dans la magistrature coloniale varie de 21 à 30 ans.

D'une façon générale les conditions d'âge sont fixées pour les colonies autres que les Antilles et la Réunion par le décret du 18 août 1868. Mais, depuis cette époque, chacun des textes relatifs à l'organisation judiciaire a précisé ces conditions pour chaque colonie, si bien qu'il est nécessaire de se reporter aux différents textes précédemment cités. De leur examen il résulte que l'on peut diviser les colonies en trois groupes pour chacun desquels les conditions d'âge sont les suivantes :

MARTINIQUE, GUADELOUPE ET RÉUNION

21 *ans.* — Commis-greffier.

22 *ans.* — Substitut près les tribunaux de première instance.

25 *ans.* — Juge titulaire ou suppléant, procureur de la République, substitut du procureur général, greffier de cour, de tribunal de première instance et de justice de paix.

27 *ans.* — Conseiller.

30 *ans.* — Président de cour ou de tribunal, procureur général, juge de paix, suppléant de juge de paix.

INDO-CHINE, AFRIQUE OCCIDENTALE FRANÇAISE
ET MADAGASCAR

21 *ans.* — Attaché de parquet, commis-greffier.

22 *ans.* — Juge suppléant, substitut près les tribunaux de première instance, juge de paix suppléant.

25 *ans.* — Procureur de la République, substitut du procureur général, conseiller auditeur, lieutenant de juge, juge de paix, greffier de justice de paix et de première instance, greffier de la cour de l'Afrique Occidentale Française.

27 *ans.* — Juge-président, conseiller, greffier de la

cour en Indo-Chine et à Madagascar, juge de paix à compétence étendue.

30 *ans.* — Procureur général, président et vice-président de cour.

LES AUTRES COLONIES

21 *ans.* — Attaché de parquet, commis-greffier.

22 *ans.* — Substitut près un tribunal de première instance, excepté en Afrique Équatoriale Française.

24 *ans.* — Juge de paix, juge de paix à compétence étendue dans l'Inde sauf Chandernagor, et leurs suppléants.

25 *ans.* — Procureur de la République, juge-président à Chandernagor, conseiller auditeur, juge auditeur en Afrique Équatoriale Française, lieutenant de juge, juge suppléant, substitut près un tribunal de première instance en Afrique Équatoriale Française, juge de paix et juge de paix à compétence étendue, suppléant de juge de paix, greffier de cour excepté dans les établissements de l'Inde, de tribunal supérieur, de tribunal de première instance, de justice de paix et de justice de paix à compétence étendue.

27 *ans.* — Juge au tribunal supérieur, conseiller, juge-président d'un tribunal de première instance excepté à Chandernagor, greffier de la cour dans les établissements de l'Inde.

30 ans. — Procureur général, président de cour, de conseil d'appel, et de tribunal supérieur.

Il est à remarquer que ces conditions d'âge ne sont exigées que des titulaires, sauf dans les vieilles colonies. Le décret du 9 février 1883, concernant les conditions requises des magistrats intérimaires aux colonies stipule en effet que « dans les colonies, autres que la Martinique, la Guadeloupe et la Réunion, les intérimaires appelés en cas d'empêchement à remplacer des magistrats, pourront être dispensés des conditions d'âge et de capacité exigées des titulaires ».

HIÉRARCHIE

La hiérarchie judiciaire n'est pas aux colonies exactement la même qu'en France. Certaines fonctions qui existent dans la métropole sont inconnues dans nos possessions coloniales, et réciproquement.

Ainsi on n'y trouve pas le grade de premier président. Les fonctions de chef du service judiciaire sont le plus souvent confiées au procureur général ; à défaut au procureur de la République, c'est le cas des établissements français d'Océanie (décret du 18 août 1868, article 15).

Exceptionnellement elles sont confiées à un magistrat du siège. Il en est ainsi dans certaines colonies à organisation judiciaire rudimentaire, où les fonctions du ministère public sont remplies par un fonc-

tionnaire désigné par le gouverneur : c'est le cas de Saint-Pierre et Miquelon (d. du 21 juin 1907) et de la côte des Somalis (d. du 4 février 1904).

D'autre part certaines fonctions inconnues en France existent aux Colonies : celles de conseiller auditeur et de juge auditeur auprès de certaines juridictions d'appel.

Mais la plus grosse différence entre les deux magistratures résulte de l'application du principe d'unicité de juge.

En première instance la justice est rendue par un juge unique, et cela par raison d'économie. Dans nombre de nos possessions en effet, où, par suite de la petite étendue ou du faible peuplement, les tribunaux rendent peu de jugements, la dépense, nécessitée par le fonctionnement de tout un tribunal semblable à ceux de la métropole, ne serait pas en proportion avec l'importance des causes jugées.

Cette règle de l'unicité ne souffre que deux exceptions : la première à la Guadeloupe, la Martinique et la Réunion (loi du 15 avril 1890, article 3), la seconde à la première Chambre du tribunal de Saïgon (D. du 16 octobre 1896). Partout ailleurs triomphe le principe de l'unicité de juge.

Le magistrat qui rend alors seul la justice prend le titre de juge-président. En cas d'absence il est remplacé par le lieutenant de juge qui, en temps ordinaire, fait fonction de juge d'instruction.

Enfin, si aux colonies on trouve des justices de paix semblables à celles de la métropole, on rencontre de plus une juridiction, intermédiaire entre la justice de paix et le tribunal de première instance, inconnue en France : la justice de paix à compétence étendue. C'est encore une raison d'économie qui fut cause de la création des justices de paix à compétence étendue. On copia ce qui avait été fait pour l'Algérie, où l'institution de cette nouvelle forme de juridiction date du décret du 19 août 1854 (1).

La création de la première justice de paix à compétence étendue aux colonies remonte au 25 novembre 1890. Un décret l'institua en remplacement du

1. Décret du 19 août 1854, article 2 : « Les juges de paix à compétence étendue connaissent de toutes actions personnelles et mobilières, en matière civile et commerciale, en dernier ressort jusqu'à la valeur de cinq cents francs et en premier ressort seulement jusqu'à celle de mille francs.

« Ils exercent en outre les fonctions des présidents des tribunaux de première instance, comme juges de référé, en toutes matières, et peuvent comme eux ordonner toutes mesures conservatoires.

« En matière correctionnelle, ils connaissent :

« 1^o De toutes les contraventions de la compétence des tribunaux correctionnels qui sont commises ou constatées dans leur ressort ;

« 2^o Des infractions aux lois sur la chasse ;

« 3^o De tous les délits n'emportant pas une peine supérieure à celle de six mois d'emprisonnement ou de cinq cents francs d'amende.

« Un officier de police désigné par le procureur général remplit auprès du juge de paix les fonctions du ministère public. »

tribunal de première instance de Marie-Galante (Guadeloupe).

La compétence de ces justices de paix est la même que celle des tribunaux de première instance et comme personnel il suffit d'un juge de paix et d'un greffier. Les fonctions du ministère public sont remplies par un fonctionnaire à la désignation du gouverneur.

TRAITEMENT

Les traitements des deux magistratures diffèrent également ; la loi du 30 août 1883 sur la réforme de l'organisation de la magistrature ne s'applique pas aux colonies. La cause de cette différence est que les grades, comme nous venons de le voir, ne sont pas identiques et que les conditions matérielles d'existence sont loin d'être uniformes dans toutes nos colonies.

En 1863 un décret du 17 janvier avait une première fois fixé les traitements. Il fut modifié par un décret du 1^{er} juin 1873, puis par un autre du 28 janvier 1890 (tarif n° 9). Actuellement ils sont fixés d'une façon générale par le décret du 23 décembre 1897 (tarif n° 25) (1), complété par celui du 29 octobre 1898. Toutefois ils ont été depuis modifiés pour plusieurs colo-

1. *Bulletin Officiel du ministère des Colonies*, année 1898, n° 2 bis p. 17.

nies par des textes spéciaux à chacune d'elles, par exemple le décret du 12 mai 1910 (article 38) portant réorganisation du service de la justice en Afrique Équatoriale Française.

Comme les traitements sont plus élevés aux colonies que dans la métropole, que d'autre part la hiérarchie n'est pas absolument la même, mais qu'il fallait cependant avoir une base de comparaison si l'on voulait permettre aux membres de la magistrature coloniale de passer dans le cadre métropolitain et réciproquement, une somme spécialement déterminée, la parité d'office, sert de base à la comparaison.

Les décrets, ci-dessus énoncés, fixent en effet non seulement le traitement colonial, mais aussi la parité d'office. Celle-ci est la partie du traitement qui sert à calculer la pension de retraite ; c'est sur le montant de cette somme que sont faites les retenues du 5°/o et du premier douzième d'augmentation prévues par la loi du 9 juin 1853.

Ainsi le traitement d'un conseiller à la Cour d'appel de l'Afrique Équatoriale Française est de 8.000 fr., et la parité d'office est de 5.000 francs, somme correspondant au traitement d'un président de tribunal de troisième classe dans la métropole.

RETRAITE

Les conditions pour obtenir la liquidation de la retraite sont les mêmes qu'en France, trente ans de services et 60 ans d'âge ; toutefois, après quinze ans de services rendus aux colonies, la retraite peut être accordée à 55 ans, excepté à ceux qui ont rendu ces services dans leur pays d'origine. (Loi du 9 juin 1853, article 10.)

NOMINATION ET AVANCEMENT

La nomination et l'avancement ont lieu au choix du ministre ; les décrets du 13 février 1908 et du 10 décembre 1908, portant règlement d'administration publique, sur le recrutement et l'avancement des magistrats, n'ayant pas été rendus applicables aux colonies.

Le décret du 11 décembre 1885 rendant applicable aux colonies le décret du 11 septembre 1870, relatif au serment professionnel, les magistrats prêtent le même serment aux colonies que dans la métropole ; toutefois les procureurs généraux et les présidents de Cour d'appel prêtent serment entre les mains des gouverneurs. (Décret du 22 mars 1852.)

En outre dans de nombreuses colonies, les magis-

trats, nommés à un poste éloigné de la Cour d'appel dont ils relèvent, sont, en vertu des textes organiques de ces colonies, autorisés à prêter serment par écrit.

Aux colonies comme dans la métropole, c'est la date de nomination, et, en cas de nomination à la même date, la date et l'ordre de prestation de serment, qui, à titre égal, servent à fixer le rang des magistrats (circulaire du 19 février 1856) ; mais comme tous les magistrats coloniaux sont amovibles, qu'ils sont indifféremment nommés au siège ou au parquet, et que pour des raisons de santé ils sont fréquemment déplacés, que, par suite, ils auraient pu perdre le bénéfice de leur ancienneté et les prérogatives y attachées, cette circulaire prévoit que : « lorsqu'un magistrat sera envoyé avec le même titre d'une colonie dans une autre, et dans une Cour ou un tribunal du même degré, son rang sera toujours fixé d'après l'ancienneté de ses services. »

DISCIPLINE

Les magistrats coloniaux, sauf ceux de l'Inde, ne sont pas soumis à l'autorité disciplinaire de la Cour de cassation.

Cette autorité disciplinaire, comme nous le constatons plus loin, appartient, pour les magistrats du siège

aux cours d'appel, dont les décisions doivent toutefois être approuvées par les gouverneurs, si la peine prononcée est grave ; pour les magistrats du parquet au procureur général et au gouverneur.

L'ordonnance du 7 février 1842, portant organisation de la justice dans les établissements français de l'Inde, confirme cette règle (art. 84 et 86), mais donne en outre à la Cour de cassation « sur les magistrats et sur la Cour de cette colonie les droits qui lui sont attribués sur les cours et les magistrats de la métropole » (art. 83).

Cependant dans l'Inde même, les magistrats n'ont pas, du fait de cette ordonnance, plus de garanties ; ils sont en effet amovibles, donc soumis à l'autorité du ministre, qui les rétrogradera ou les révoquera sans les déférer à la Cour de cassation.

Les principaux textes sur la discipline sont : l'ordonnance du 30 septembre 1827 (art. 127 à 144) pour la Réunion, l'ordonnance du 24 septembre 1828 (art. 138 à 155) pour la Martinique et la Guadeloupe ; l'ordonnance du 21 septembre 1828 (art. 127 à 144) pour la Guyane ; l'ordonnance du 7 février 1842 (art. 83 à 96) pour l'Inde ; le décret du 17 mai 1895 (art. 136 à 147) pour l'Indo-Chine ; le décret du 10 novembre 1903 (art. 90) pour l'Afrique Occidentale française ; le décret du 19 mai 1910 (art. 35) pour l'Afrique Équatoriale française.

Les peines prévues par tous ces textes, qui se re-

produisent à peu près, sont au nombre de quatre :

L'avertissement, la censure simple, la censure avec réprimande, la suspension provisoire.

Sur les conditions dans lesquelles elles sont infligées, il y a lieu de faire une distinction entre les magistrats du siège et ceux du parquet.

Prenons d'abord la procédure suivie à l'égard des magistrats du siège : l'avertissement, la peine la moins forte, est donné par le président de la Cour, d'office ou sur la réquisition du procureur général. Les trois autres peines, demandées par le président ou le procureur général, sont infligées par la cour en chambre du conseil, sur les conclusions écrites du procureur général, après que le magistrat inculpé a été entendu ou tout au moins appelé. Les deux dernières peines ne peuvent être appliquées qu'après l'approbation du gouverneur, toutefois en cas de suspension provisoire le juge est tenu de s'abstenir de ses fonctions jusqu'à ce que le gouverneur ait prononcé.

La Cour juge souverainement ; ses décisions ne peuvent être attaquées par voie de cassation. Le gouverneur doit ensuite rendre compte des décisions prises au ministre des Colonies.

Les peines sont les mêmes pour les magistrats du parquet, mais, au lieu d'être infligées par la Cour, elles le sont par le gouverneur sur la proposition du procureur général et après avis du conseil privé.

En outre les cours et tribunaux sont tenus d'informer le gouverneur toutes les fois que les officiers du ministère public, qui exercent leurs fonctions près d'eux, s'écartent du devoir de leur état ou qu'ils en compromettent l'honneur ou la dignité.

Le gouverneur de son côté peut toujours mander devant lui les membres de l'ordre judiciaire pour leur demander des explications et les déférer ensuite à la Cour.

Il est à remarquer que l'avertissement, la censure simple, la censure avec réprimande et la suspension provisoire ne peuvent être infligés selon cette procédure dans toutes les colonies ; aucun texte ne les prévoit en Nouvelle-Calédonie, en Océanie, à Saint-Pierre et Miquelon, à la côte des Somalis, ni à Madagascar.

Les greffiers des cours et des tribunaux sont avertis ou réprimandés par le président, ceux des tribunaux de paix par le juge de paix ; ils peuvent l'être également par le procureur général et ses substituts. S'il y a lieu le procureur général les dénonce au gouverneur.

Les commis-greffiers peuvent être révoqués par le greffier, avec l'agrément de la cour ou du tribunal auquel ils sont attachés. Cependant en Indo-Chine et en Afrique Occidentale Française, ils ne peuvent l'être que par le gouverneur général.

Après l'avertissement, la censure simple, la cen-

sure avec réprimande et la suspension provisoire viennent les peines plus graves du changement d'office, de la rétrogradation, et de la révocation, résultant de l'amovibilité des magistrats. Elles sont appliquées en vertu d'arrêtés du ministre des Colonies ou de décrets rendus sur la proposition collective du ministre des Colonies et du garde des sceaux.

Cette haute surveillance du ministre des Colonies existe seule pour les colonies où les peines disciplinaires examinées plus haut n'ont pas été prévues.

Les conditions, dans lesquelles sont infligées les peines du changement d'office, de la rétrogradation et de la révocation, sont déterminées par le décret du 7 novembre 1879 concernant les pouvoirs extraordinaires des gouverneurs de la Guadeloupe, de la Martinique et de la Réunion, étendu par le décret du 15 novembre 1879 à la Guyane, au Sénégal et aux établissements français de l'Inde, et par celui du 26 février 1880 à l'Océanie, Saint-Pierre et Miquelon et la Nouvelle-Calédonie.

Ces décrets donnent au gouverneur le droit de suspendre, en conseil privé, après l'avoir entendu, le fonctionnaire qui aurait tenu une conduite tellement répréhensible qu'il ne pût être maintenu dans l'exercice de ses fonctions ; le gouverneur peut le suspendre jusqu'à ce que le ministre lui ait fait connaître sa décision ou celle du Président de la République, selon qu'il a été nommé par un arrêté ou un décret.

Avant de prendre aucune mesure à leur égard, le gouverneur doit offrir aux membres de l'ordre judiciaire les moyens de passer en France pour rendre compte de leur conduite au ministre des Colonies. Il ne peut les suspendre qu'après qu'ils se sont refusés à profiter de cette faculté. En outre, même après leur suspension, ils peuvent demander au gouverneur un passage pour la France aux frais du gouvernement, passage qui ne peut leur être refusé. Le gouverneur rend immédiatement compte au ministre des mesures prises, et le magistrat frappé peut toujours se pourvoir auprès du ministre des Colonies.

Afin d'éclairer le ministre dans l'exercice de son pouvoir disciplinaire, la décision présidentielle du 19 avril 1898 a constitué une commission consultative permanente, chargée de donner son avis sur les mesures disciplinaires à prendre contre les magistrats coloniaux.

Cette commission se compose de deux conseillers à la Cour de cassation, dont le plus ancien président, de deux conseillers à la Cour d'appel de Paris, et d'un avocat général près la même Cour.

Ces magistrats sont désignés au commencement de chaque année judiciaire : les conseillers par les premiers présidents des juridictions auxquelles ils appartiennent, l'avocat général par le procureur général près la Cour d'appel de Paris.

De ces pouvoirs accordés aux gouverneurs il ne ré-

sulte pas pour eux le droit de s'immiscer dans les affaires judiciaires et en particulier de prescrire ou d'arrêter des poursuites. Une circulaire ministérielle du 15 octobre 1883, rappelant les ordonnances organiques qui interdisent aux gouverneurs de s'immiscer dans les affaires qui sont de la compétence des tribunaux, le fixe très exactement. C'est au procureur général seul qu'appartient le droit de statuer sur l'opportunité des poursuites ; il n'y a d'exception que pour les affaires qui intéressent le gouvernement.

CONGÉS

Remplacements provisoires. Intérim.

Les magistrats peuvent obtenir des congés pour raison de santé ou pour affaires personnelles, mais surtout ils ont droit à des congés d'une durée de six mois, dits congés administratifs, dont la fréquence varie selon la salubrité de la colonie où ils exercent leurs fonctions.

Ces congés sont accordés après un séjour ininterrompu de vingt mois dans les colonies du Congo, du Dahomey, de la Côte d'Ivoire, du Haut-Sénégal et Niger, de la Guinée ; de deux années dans celles du Sénégal et de la côte des Somalis ; de trois années dans celles de l'Indo-Chine, de Madagascar et de la

Guyane ; de cinq années aux Antilles, à la Réunion, à Saint-Pierre et Miquelon, en Nouvelle-Calédonie, dans l'Inde et en Océanie.

Ces congés sont la cause de l'importance que prend le remplacement provisoire des magistrats aux colonies.

Celui-ci est réglé dans les vieilles colonies par les ordonnances de 1825, 1827 et 1828 (1), ainsi que par la loi du 15 avril 1890.

Le gouverneur pourvoit provisoirement, en cas d'urgence, et en se conformant aux règles du service, aux vacances qui surviennent dans les emplois qui sont à la nomination du Président de la République ou du ministre, sans cependant pouvoir conférer aux intérimaires le grade ou le titre des fonctions qui leur sont confiées.

Le remplacement du procureur général est prévu d'une façon particulière : en cas d'absence, de mort ou de tout autre empêchement, il est remplacé provisoirement par un magistrat désigné par le ministre ou le gouverneur.

Si l'empêchement n'est que momentané, il est remplacé par le procureur de la République et en cas d'empêchement de celui-ci par un conseiller de la Cour au choix du gouverneur.

1. Réunion. Ordonnance du 21 août 1825, articles 59 et 125 ; Martinique et Guadeloupe. Ordonnance du 9 février 1827, articles 62 et 140 ; Guyane. Ordonnance du 27 août 1828, articles 61 et 129.

Les membres des cours d'appel ou des tribunaux supérieurs peuvent être remplacés par ceux des tribunaux de première instance.

Pour les autres colonies les règles sont à peu près les mêmes ; cependant elles présentent quelques variantes, si bien qu'il est de toute nécessité pour chacune d'elles de se reporter aux textes eux-mêmes.

Afrique Occidentale Française. — Décret du 10 novembre 1903 (art. 78 et 88).

Afrique Équatoriale Française. — Décret du 12 mai 1910 (art. 71). Ici le procureur général est remplacé par le président de la Cour d'appel, ou à défaut par un magistrat au choix du gouverneur.

Indo-Chine. — Décret du 17 mai 1895, (art. 148 et 150).

Madagascar. — Décret du 28 décembre 1895 (art. 9). Décret du 9 juin 1896 (art. 35). Décret du 24 février 1902 (art. 3).

Inde. — Ordonnance du 23 juillet 1840 (art. 81). Décret du 11 mai 1892. Décret du 29 avril 1895 (article 4).

Océanie. — Décret du 13 février 1873 (art. 2). Décret du 9 juillet 1890. Dans cette colonie, en cas d'absence ou d'empêchement, le procureur de la République, chef du service judiciaire, ne peut être remplacé par son substitut que dans les fonctions de procureur et pas dans celles de chef du service judiciaire.

Nouvelle-Calédonie. — Décret du 28 novembre 1866 (art. 95). Décret du 28 février 1882 (art. 5). Décret du 3 septembre 1882. — Ici le président du tribunal peut compléter le tribunal en appelant à siéger l'un des défenseurs pris par ordre d'ancienneté. Les défenseurs peuvent également être appelés à suppléer les magistrats du ministère public.

Côte Française des Somalis. — Décret du 4 février 1904 (art. 29).

Saint-Pierre et Miquelon. — Décret du 4 avril 1868 (art. 5). Décret du 21 mai 1896 (art. 5). Dans cette colonie le chef du service judiciaire est remplacé par le président du Conseil d'appel.

Enfin il convient de rappeler le décret du 9 février 1883, antérieurement cité au sujet du recrutement de la magistrature coloniale, qui, dans les colonies, autres que la Martinique, la Guadeloupe et la Réunion, autorise à dispenser les intérimaires des conditions d'âge et de capacité exigées des titulaires.

CHAPITRE II

Examen critique de l'organisation de la magistrature coloniale

I

De quel ministère doit dépendre la magistrature coloniale

La première question qui se pose au sujet de la magistrature coloniale est de savoir de quel ministère elle doit dépendre.

Deux systèmes diamétralement opposés se présentent de suite à l'esprit. Chacun a ses avantages, mais aussi ses inconvénients ; et les avantages de l'un constituent précisément les inconvénients de l'autre. Certains voudraient voir les magistrats coloniaux dépendre uniquement du ministère de la Justice, les autres uniquement du ministère des Colonies.

Avec les premiers il faut reconnaître qu'il n'y a pas deux justices : l'une spéciale à la métropole, l'autre spéciale aux colonies, mais une seule, qui doit

relever de la Chancellerie, gardienne des traditions judiciaires.

Au point de vue plus particulier du personnel, si l'on veut faciliter aux magistrats coloniaux leur retour, il est préférable qu'ils fassent partie de la grande famille judiciaire. Les troupes coloniales dépendent maintenant du ministère de la Guerre, pourquoi la magistrature coloniale ne dépendrait-elle pas du ministère de la Justice.

C'est en s'appuyant sur ces arguments que le Congrès des anciennes colonies, tenu du 11 au 16 octobre 1909, émit le vœu que la magistrature coloniale fût rattachée directement au ministère de la Justice.

En faveur du second système on fait valoir la nécessité de ne pas séparer la justice de l'administration. Nous sommes habitués en France à une séparation des pouvoirs complète ; les magistrats ne dépendent à aucun point de vue du ministère de l'Intérieur ; le contraire nous choquerait. Mais la situation aux colonies n'est pas la même que dans la métropole ; la population n'y atteint pas le même degré de civilisation. Une trop grande séparation entre la main qui commande et la main qui châtie, sera interprétée par un noir du Congo comme un signe de faiblesse. Les points de contact entre la justice et l'administration sont nombreux, et il importe que celles-ci soient d'accord. Aux colonies l'autorité doit être plus forte encore que dans la métropole, et c'est

l'affaiblir, de ne pas rattacher l'organisation judiciaire au ministère des Colonies. En outre le rattachement au ministère de la Justice, inciterait sans doute les autres administrations à réclamer leur autonomie, et l'unité de vues, que le Département des Colonies est chargé d'assurer dans nos possessions, ne tarderait pas à disparaître.

Enfin l'argument que font valoir les partisans de la première thèse au sujet du personnel, ne peut-il être retourné contre eux ? Les deux magistratures, dépendant uniquement du ministère de la Justice, ne formeraient-elles plus qu'une seule et grande famille judiciaire ? Le garde des sceaux, absorbé par les soins qu'il doit à la magistrature métropolitaine, ne serait-il pas porté naturellement à faire passer au second plan la magistrature coloniale ? Ce qui est loin s'estompe, les petites imperfections ne s'aperçoivent pas à distance et peut-être le ministre de la Justice, considérant les colonies comme un lieu de disgrâce, y enverrait-il les magistrats ne donnant pas complète satisfaction en France.

L'Algérie peut, à ce point de vue, servir d'exemple : il est plus d'un poste du sud algérien où ont été nommés des magistrats dont la conduite laissait à désirer dans la métropole et qui ont accepté cette disgrâce pour éviter d'être obligés de donner leur démission ou d'être déférés à la Cour de cassation.

Des inconvénients que présentent ces deux thèses

opposées, il résulte qu'il est préférable de conserver le système actuel, celui du décret de 1858, mais en s'efforçant d'en atténuer les imperfections.

Dans cet esprit furent conçus un rapport au Sénat de M. Alexandre Isaac, en date du 15 juillet 1890 et une proposition de loi sur le régime judiciaire des colonies, présentée le 30 novembre 1896 par le même sénateur. Estimant qu'avec le système du décret de 1858, le ministre de la Justice, n'étant pas chargé de surveiller les magistrats, ne peut se rendre compte de leurs mérites ou de leur insuffisance, qu'il n'en connaît que ce qui lui est communiqué par le ministre des Colonies, que par suite son rôle est réduit à signer les mouvements qui lui sont présentés, M. Isaac propose de renverser les rôles des deux ministres. Il charge le ministre de la Justice et non plus celui des Colonies de faire les propositions de nomination. Ce dernier donne seulement son consentement. La responsabilité du garde des sceaux est désormais directement engagée et son intervention cesse d'être platonique. Ainsi le détachement des magistrats du ministère de la Justice et leur mise à la disposition du ministère des Colonies ne sera plus une fiction mais un fait. On ne peut alléguer que ce nouveau mode, de nommer les magistrats, aura pour conséquence d'affaiblir l'autorité du ministre des Colonies, puisque, du jour de leur nomination, ils sont mis à sa disposition. Le recrutement sera excellent ; si en

effet les magistrats ainsi nommés sur le rapport du garde des sceaux ne conviennent pas au service colonial, ils lui seront rendus par le ministre des Colonies.

Ce procédé remédie assurément au défaut du système actuel, absence de responsabilité et manque d'initiative du ministre de la Justice, mais semble présenter un autre inconvénient : dans l'exercice de leurs fonctions, les magistrats dépendront du ministre des Colonies, et pour leur avancement, du ministre de la Justice, complication qui nuira peut-être à la bonne administration de la justice.

Si l'on est obligé de rattacher la magistrature coloniale à deux ministères, ne serait-il pas préférable de conserver l'économie générale du décret de 1858, en le modifiant de telle sorte que le garde des sceaux eût une certaine responsabilité.

C'est dans ce sens qu'avait été conçu le projet de loi sur le recrutement de la magistrature coloniale et les garanties conférées aux magistrats coloniaux, adopté par le Sénat dans sa séance du 9 novembre 1911. Le texte proposé par le rapporteur, M. le sénateur Flandin était ainsi libellé : l'administration de la justice coloniale « est soumise en ce qui concerne l'organisation judiciaire et la nomination des magistrats au contrôle du garde des sceaux » ; cette rédaction n'a malheureusement pas été maintenue dans le projet de loi et l'article premier n'innove rien.

Il ressort assurément des débats que dans l'esprit des législateurs se rencontre le désir de voir le ministre de la Justice prendre une part plus active à l'administration de la justice coloniale, mais ce n'est pas dans la loi ; le mot contrôle a été supprimé ; les magistrats continueront à être nommés de la même façon, sous le double contreseing des deux ministres, et dans la pratique le ministre de la Justice, approuvant la nomination de magistrats qu'il ne connaît pas, continuera à signer le projet de décret sans examen, sans renseignements

Toutes dispositions que rend d'autant plus regrettables l'innovation apportée par l'article 17, § 2, du même projet de loi : « Chaque année, un décret... déterminera le nombre et la nature des emplois de la magistrature métropolitaine qui devront être réservés aux magistrats des colonies. » Quelle garantie dès lors pour la métropole ? A la vérité les deux tiers des emplois dans la magistrature coloniale sont réservés à des élèves brevetés de l'École Coloniale, et ceux-ci doivent subir un examen devant des magistrats, analogue à celui imposé aux magistrats métropolitains, mais ce n'est peut-être pas suffisant.

Le contrôle du garde des sceaux était absolument nécessaire, et il eût même fallu préciser en quoi devait consister sa haute surveillance ; « haute surveillance se conciliant, dans une réserve discrète, avec l'autorité plus immédiate et plus effective du ministre

des Colonies », se contente de dire dans son rapport la Commission chargée d'examiner le projet de loi.

Il fallait, toute possibilité de conflit étant ainsi évitée, préciser le droit du garde des sceaux, décider qu'il doit non seulement s'assurer que le magistrat présenté réunit les conditions d'âge et de diplôme exigées par la loi, mais encore se faire communiquer le dossier et s'assurer que le candidat possède les qualités morales nécessaires à un magistrat. Faute de quoi le garde des sceaux continuera à signer tous les projets de décret que lui présentera le ministre des Colonies ; sa haute surveillance ne sera en réalité qu'une haute bienveillance et de là naîtront les difficultés qui feront obstacle à l'admission des coloniaux dans la magistrature métropolitaine.

II

Recrutement et conditions d'aptitude

Nous avons vu que les conditions d'entrée dans la magistrature coloniale sont la licence en droit à quelques exceptions près, un stage et un certain âge ; ce sont les mêmes que celles exigées pour la métropole jusqu'à ces dernières années. Mais depuis le décret du 13 février 1908 ces dernières se sont accrues d'un examen de capacité professionnelle, on peut donc se demander si ce qui a été jugé bon pour la métropole ne doit pas être étendu aux colonies et si ces conditions qui n'ont pas varié, offrent aux justiciables coloniaux des garanties suffisantes.

Avant 1908 déjà il était question de se montrer plus exigeant pour le recrutement colonial. Si, en effet, dans nos vieilles colonies où la loi française seule est appliquée, on pouvait trouver suffisantes les conditions exigées, il n'en était pas de même dans les autres où la connaissance des lois et coutumes indigènes est nécessaire. De là vint l'idée de diviser les colonies en deux groupes : celles à législation française et celles

à législation indigène. Ce projet n'était pas sans présenter de gros inconvénients : cette division aurait eu pour résultat de créer deux magistratures coloniales ; tandis que l'une aurait continué de dépendre du ministère des Colonies, l'autre aurait bientôt été rattachée au ministère de la Justice. Nous avons vu quels désavantages en résulteraient pour le personnel qui dépendrait uniquement du Département des Colonies ; il lui serait pratiquement impossible de rentrer dans la magistrature métropolitaine.

Il importe que tous les magistrats coloniaux aient les mêmes droits ; c'est seulement en les traitant sur un pied d'égalité qu'on peut leur donner les mêmes facilités pour rentrer en France. Cependant, comme nos colonies sont disséminées sur toute la surface du globe, que les mœurs et les lois les plus diverses s'y rencontrent, il serait bon de les répartir en un certain nombre de groupes : le candidat aux fonctions judiciaires pourrait alors se spécialiser dans ses études en vue de tel ou tel groupe. De cette façon il n'arriverait plus qu'un magistrat fut envoyé d'une colonie dans une autre de mœurs totalement différentes et la justice y gagnerait. Quelques groupes seulement seraient créés, afin de laisser à chacun assez d'importance pour permettre au personnel de compter sur l'avancement auquel il a droit : les Antilles, la Guyane, la Réunion, Saint-Pierre et Miquelon, les établissements d'Océanie formeraient par exemple

un groupe, les colonies d'Afrique un autre, celles d'Asie le troisième. Les magistrats ne pourraient pénétrer d'un groupe dans un autre, mais, ayant un ensemble de connaissances générales communes et ne différant que sur le point où ils se seraient spécialisés, ils seraient égaux et auraient les mêmes droits à rentrer en France. D'autre part, comme nous le verrons un peu plus loin, cette division par groupes offrirait encore un avantage pour le tableau d'avancement.

Le décret du 7 avril 1905, instituant à l'École Coloniale une section pour la préparation à la magistrature coloniale, avec deux sous-sections, l'une indochinoise, l'autre africaine, en même temps qu'il se proposait d'améliorer le recrutement des candidats aux fonctions judiciaires, répondait à cette idée de division par groupes.

Malheureusement le but poursuivi ne fut pas atteint. Pour être admis à suivre les cours de cette section, il fallait être licencié en droit et subir un concours portant sur les matières suivantes :

1° Droit civil (théorie des obligations ; théorie des sûretés réelles et personnelles). Droit commercial terrestre et maritime. Code pénal (partie générale). Code d'instruction criminelle. Économie politique générale.

2° Histoire de la colonisation française et étrangère jusqu'à nos jours ;

3° Géographie sommaire de colonies françaises ;

4° Hygiène et médecine pratique ;

5° Langue anglaise ou allemande (version, thème, conversation).

Les candidats à la magistrature coloniale, devaient alors suivre les cours de cette section de l'École Coloniale pendant deux ans, en même temps se faire admettre au stage des avocats, être attachés à un des parquets de la Seine, suivre à l'École de droit les cours de doctorat et passer avec succès les examens correspondants, enfin après la deuxième année d'études, satisfaire aux examens de sortie.

Ils pouvaient ensuite être nommés dans la magistrature coloniale et les deux tiers des emplois vacants leur étaient réservés.

On exigeait une telle science des candidats qu'il n'y en eut presque pas ; en 1905, cinq se firent inscrire pour subir le concours qui leur ouvrait l'entrée de l'école, mais quatre seulement se présentèrent qui d'ailleurs furent admis ; en 1906, trois se firent inscrire, un seul se présenta et fut refusé ; en 1907, trois encore se firent inscrire, un seul se présenta, il fut admis mais dut redoubler sa première année.

En présence d'un tel résultat, nécessairement les exigences baissèrent : le décret du 27 juillet 1907 vint modifier celui de 1905.

Les matières sur lesquelles portait le concours d'admission à l'École Coloniale sont réduites.

Le décret de 1907 supprime les matières suivant-

tes : code d'instruction criminelle ; hygiène et médecine pratique ; langue anglaise ou allemande.

D'autre part à leur sortie de l'École Coloniale les élèves n'ont plus à produire le diplôme de docteur en droit.

Enfin la quantité des matières enseignées à l'École Coloniale est elle-même diminuée. Des arrêtés du 30 juillet 1907, du 23 janvier 1910 et du 29 mars 1911, il résulte que les élèves suivent actuellement des cours relatifs à l'organisation administrative des colonies françaises, la colonisation française, la politique coloniale, le droit administratif colonial et, suivant leur spécialisation, la législation et l'administration de l'Indo-Chine, la langue annamite (sous-section indo-chinoise), ou la législation et l'administration de nos possessions africaines, le droit musulman, les dialectes et coutumes de l'Afrique occidentale française, la langue malgache et les coutumes de Madagascar (sous-section africaine).

Pendant ces deux années d'études, les candidats doivent toujours être inscrits au barreau et suivre les exercices de la conférence des avocats. En outre ils sont encore, comme sous le régime du décret de 1905, attachés au parquet du procureur général ou à celui du procureur de la République à Paris, où on exige d'eux un stage effectif dans tous les services. Enfin ils subissent, avant d'obtenir le brevet de l'École Coloniale, un examen portant sur les matières

exigées pour le concours d'admission dans la magistrature métropolitaine ; ceci a été ajouté afin de leur permettre de rentrer plus tard en France sans qu'on puisse leur faire d'objections.

N'est-ce pas vraiment trop exiger des candidats ? On peut même se demander où ils trouveront le temps de faire tout ce qu'on attend d'eux !

Les résultats obtenus, plus probants que tout raisonnement, se chargent de répondre à cette question :

En 1908 il y eut 10 inscrits, 3 se présentèrent 1 fut admis

1909	—	18	—	10	—	5	furent	—
1910	—	12	—	4	—	3	—	—
1911	—	6	—	4	—	2	—	—
1912	—	7	—	4	—	2	—	—

Il est regrettable que si peu d'élèves suivent les cours de l'École Coloniale où ils trouveraient cependant une excellente préparation aux fonctions qu'ils sollicitent.

Assurément cette pénurie de candidats résulte du droit qu'a le ministre de nommer un postulant n'ayant pour tout bagage scientifique que la licence en droit ; l'écart entre les inscrits et ceux qui se sont présentés le prouve, il est formé en grande partie de ceux qui ont pu obtenir leur nomination sans examen, le passage par l'École Coloniale n'ayant pour but que d'assurer aux élèves brevetés leur entrée dans la magistrature.

Mais alors, dira-t-on, pourquoi ne pas exiger de tous les candidats à la magistrature coloniale leur passage par l'École Coloniale ? La commission extraparlamentaire de la réforme de la magistrature coloniale dans son rapport du 17 octobre 1910 fait valoir contre cette proposition que les jeunes gens se destinant aux colonies sont en général sans fortune et que leur imposer ces deux années de travail non rétribué, après la licence, serait une trop grosse charge, surtout pour ceux dont la famille n'habite pas Paris : « là où il n'y pas de gratuité possible, il ne saurait y avoir d'obligation étroite ».

Il n'est même pas sûr que cette mesure ferait affluer les candidats à l'École Coloniale ; la pénurie de ceux-ci a peut-être des causes plus profondes. A ce point de vue il est bon de comparer avec le recrutement métropolitain.

Or de l'avis même du ministre de la Justice, le recrutement de la magistrature subit en ce moment une crise. Au cours de la discussion du budget de 1912, à la Chambre des députés (première séance du 10 novembre 1911), ce ministre a formulé ses craintes à ce sujet dans les termes suivants (1). « Cette crise est plus grave que vous ne pouvez le croire. Si vous ne faites pas demain une réforme de l'organisation judiciaire, c'en est fini véritablement de notre magistrature.

1. *Journal Officiel* du 11 novembre.

Je vais vous donner des chiffres : postes de juges suppléants 840. Rétribués 200, plus 50 aujourd'hui. Postes occupés 143. Postes non occupés, 57. Savez-vous ce que cela veut dire ? C'est que, en ce moment, au moment où vous augmentez le nombre de postes de juges suppléants rétribués, j'offre à des juges suppléants non rétribués 57 postes, dont ils ne veulent pas. »

Ainsi au 10 novembre 1911, d'après le garde des sceaux lui-même, il manquait 57 suppléants rétribués, 57 magistrats reconnus non seulement utiles, mais nécessaires, puisque rétribués. Qui donc pouvait les lui fournir, puisqu'il ne trouvait pas de candidats parmi les suppléants non rétribués ? Le concours qui devait avoir lieu en novembre, d'après l'article 3 du décret du 13 février 1908.

Ce concours n'a donné que 37 admissions ! Et il semble bien que ces 37 admis n'aient pas demandé avec beaucoup d'insistance à devenir juges suppléants rétribués, puisque en janvier 1912, d'après *l'Annuaire de la Magistrature* (1) il reste 40 postes de suppléants rétribués à pourvoir.

Le danger signalé par le ministre de la Justice n'est donc pas près de disparaître. Il apparaît encore davantage, si on examine la situation des suppléants non rétribués. D'après l'annuaire de 1911, en février 1911 il existait 111 tribunaux de première instance

1. *Annuaire de la Magistrature* (A. Pédone, éditeur).

complètement dépourvus de tout suppléant, or l'annuaire de 1912 indique que 121 tribunaux se trouvent dans ce cas. Le manque d'aspirants magistrats n'a donc fait qu'augmenter.

Pressentant que dans un avenir prochain, ils manqueront de candidats même pour les postes de juges titulaires dans les résidences peu agréables, certains chefs de Cour (1) ont fait le relevé des juges de paix licenciés en droit qui désireraient passer dans les tribunaux.

Les causes de cette crise sont multiples ; insuffisance de rétribution, disproportion entre les dépenses de préparation à la fonction d'une part et les avantages pécuniaires qu'elle offre d'autre part ; incertitude de la carrière ; insécurité de l'avancement par suite du défaut de considération des services rendus et des droits d'ancienneté ; mais l'une des principales consiste dans l'examen-concours institué par le décret du 13 février 1908. Cet examen, qui porte sur un programme immense, comprenant tout le droit civil, tout le droit criminel et toutes les questions d'administration judiciaire, décourage les jeunes gens. •

A l'âge de 25 ans, après avoir étudié, préparé et subi des examens, qui l'ont conduit jusqu'au grade de docteur en droit, au moment où il se croit définitivement armé pour entrer dans la pratique des affaires, le futur magistrat, pour avoir le droit d'aspirer à

1. Cour de Nancy.

une suppléance de tribunal civil, doit encore subir un stage d'un an et préparer un dernier examen, plus difficile, théoriquement du moins, que tous les précédents, parce que plus vaste en ses matières. Beaucoup rebutés se dérobent. Il arrive un âge où l'homme se fatigue de soumettre plus longtemps son savoir à de nouvelles épreuves d'examen et de faire juger ses capacités d'érudition par de perpétuels jurys, et où son esprit pratique veut en finir avec la théorie.

Il est si vrai que l'examen institué par le décret de 1908 éloigne les jeunes gens de la suppléance des tribunaux que des licenciés en droit et même des docteurs préfèrent passer par les justices de paix.

Le recrutement métropolitain étant insuffisant, n'est-ce pas un tort de rendre plus rigoureuses encore les conditions d'entrée dans la magistrature coloniale ?

Lorsqu'un candidat remplira les conditions du décret de 1908, il s'en tiendra là et préférera devenir de suite magistrat en France que travailler deux années encore pour aller aux colonies. Les traitements y sont assurément supérieurs, mais il faut s'expatrier, et la plupart de ceux qui partiront aux colonies ne le feront que parce qu'ils seront sans fortune.

Le passage par l'École Coloniale ne peut donc être rendu obligatoire. Le projet de loi est d'ailleurs ainsi conçu, il admet un recrutement autre que celui de l'École. Les candidats doivent justifier des conditions d'âge et de diplôme exigées pour la ma-

gistrature métropolitaine. L'unification des conditions d'âge est une très bonne mesure ; pourquoi en effet différaient-elles d'une colonie à une autre ? En outre du fait que les conditions de recrutement sont les mêmes, les coloniaux ont la possibilité de rentrer en France. Mais comme pour les colonies, certaines connaissances spéciales sont nécessaires, le projet de loi institue un certificat spécial d'aptitude aux fonctions judiciaires coloniales. Par contre et pour éviter de se montrer trop exigeant, le projet dispense les futurs magistrats coloniaux du stage de deux ans au barreau. Ce stage étant plus ou moins nominal, on peut en dispenser les candidats, dit le rapport. Mais ce stage, dira-t-on est exigé pour être magistrat dans la métropole ; il faut donc que les futurs magistrats coloniaux le fassent, s'ils veulent plus tard rentrer en France. On peut répondre qu'il sera avantageusement remplacé par le temps passé aux colonies.

Cette mesure est-elle suffisante ? Il semble qu'il aurait été bon d'aller plus loin dans cette voie : on aurait pu dispenser les candidats du concours d'admission à la magistrature métropolitaine, qui fait en quelque sorte double emploi avec le certificat qu'exige le projet ; on ne risquait pas ainsi de voir ceux qui l'ont subi renoncer aux colonies ; diminuant les difficultés sans diminuer les garanties, on assurait un plus important recrutement.

Il est regrettable que le projet de loi laisse à un

règlement d'administration publique le soin de déterminer les conditions de l'examen pour l'obtention du certificat spécial d'aptitude aux fonctions judiciaires coloniales. Il eût été préférable que le projet les déterminât lui-même ; l'expérience ne montre-t-elle pas journellement que ces règlements, préparés par des hommes de bureau qui n'ont pas la pratique des choses, ne font que compliquer l'application de la loi au lieu de la faciliter. Le rapport indique seulement d'une façon générale que le règlement d'administration publique devra s'inspirer des matières enseignées à la section de la magistrature de l'École Coloniale.

On ne peut qu'approuver que l'examen porte sur la législation et les langues indigènes du groupe auquel se destine le postulant, mais il est à souhaiter que les exigences ne soient pas trop multipliées, de crainte d'écarter les candidats.

Il vaut mieux ne leur demander une connaissance approfondie des langues indigènes qu'après qu'ils seront magistrats. Il suffit pour atteindre ce but de décider que seuls pourront obtenir de l'avancement ceux qui justifieront de la connaissance de l'une des langues indigènes en usage dans le pays. C'est la règle qu'édicte le projet de loi pour l'Indo-Chine ; elle sera étendue plus tard aux autres colonies. Cette mesure est déjà en partie appliquée ; d'après le décret du 13 mai 1911, en Indo-Chine, les juges suppléants

ne peuvent obtenir d'avancement que s'ils ont satisfait à l'examen du premier degré ; et aucun magistrat déjà en service en Indo-Chine ne peut devenir juge-président ni procureur de la République, s'il n'a satisfait à l'examen du deuxième degré d'une des langues annamite, cambodgienne, ou laotienne, de même que ceux qui le sont actuellement, ne peuvent avoir d'avancement, s'ils ne satisfont à cet examen.

Exiger des candidats une connaissance plus approfondie de la langue indigène seulement après leur entrée dans la magistrature, c'est leur rendre la chose plus aisée, une langue s'apprenant toujours plus facilement dans le pays où on la parle, et c'est assurer un recrutement plus large.

Le projet de loi fait du certificat spécial d'aptitude aux fonctions judiciaires coloniales la règle commune pour entrer dans la magistrature coloniale. Il dispense à juste titre de ce certificat et de l'examen professionnel du décret de 1908 les anciens magistrats coloniaux, ainsi que les magistrats et anciens magistrats du cadre métropolitain, mais seulement après cinq années d'exercice des fonctions judiciaires ; mesure qui a pour but d'empêcher les candidats de tourner la loi et d'obtenir leur nomination aux colonies, s'ils ne remplissent pas les conditions voulues. De même sont dispensés de ces deux examens les avocats, avocats-défenseurs et les avoués, après dix

ans d'exercice effectif de leur profession aux colonies. Il a semblé que ces dix années d'exercice étaient la meilleure des garanties.

Enfin et surtout sont dispensés de l'examen professionnel et du certificat spécial les élèves brevetés de l'École Coloniale (section de la magistrature). A la vérité ils sont dispensés de peu de chose ; ce qui leur est accordé d'un côté leur est en partie repris de l'autre, puisque, avant d'être brevetés, ils doivent subir un examen portant sur les matières exigées pour le concours d'admission à la magistrature.

Le projet de loi ne réserve plus aux élèves brevetés de l'École Coloniale que la moitié des emplois de début vacants, mais c'est là une proportion qui rend encore certaine leur nomination.

Si l'on songe à la supériorité du recrutement par l'École coloniale, en raison de la culture exigée, on peut se demander s'il n'y aurait pas eu lieu de faire aux magistrats ayant cette origine des conditions particulièrement favorables au point de vue des postes de début. Le projet de loi n'envisage pas cette possibilité.

Il avait été question de dispenser également de l'examen professionnel et du certificat spécial les attachés des parquets généraux des colonies. Le projet du gouvernement était rédigé dans ce sens, celui voté par le Sénat sur l'avis de sa Commission a été d'un avis différent. La question d'ailleurs ne semble

pas avoir une grande importance : pour les attachés ayant fourni un travail effectif au parquet, ce sera un jeu de passer ces deux examens.

Il est regrettable qu'il ne soit pas exigé de conditions d'aptitude des juges de paix. Le rapport cependant souhaitait qu'on exigeât d'eux le même certificat d'aptitude aux fonctions judiciaires coloniales, ce qui eût peut-être été excessif; on aurait risqué de n'en plus trouver. Mais il est évident que de ce côté des mesures sont à prendre; par ses sentences le juge de paix peut faire beaucoup de bien ou beaucoup de mal à notre action civilisatrice; vivant au milieu des indigènes il doit être très au courant des coutumes locales.

S'inspirant de la loi du 12 juillet 1905 qui a réorganisé les justices de paix en France et qui est moins exigeante pour les juges de paix que pour les magistrats des cours et tribunaux, on pourrait pour les juges de paix coloniaux créer un certificat d'aptitude plus simple.

S'appuyant sur l'exemple de l'Allemagne, où le futur magistrat doit accomplir un stage dans tous les services, la Commission qui a préparé le projet de loi a émis le vœu que le ministre instituât un noviciat pratique. Le futur magistrat passerait tour à tour par le service de l'audience et du parquet, de l'instruction et des enquêtes, des ordres, du greffe et même de l'interprétation. On pourrait lui demander

ce travail pendant qu'il serait attaché au parquet ; on n'aurait qu'à décider que tous les magistrats passeraient par ce poste ; ils le feraient d'autant plus volontiers que les appointements d'attaché varient de 4.000 à 5.000 francs. Malheureusement il faudrait en augmenter le nombre dans des proportions considérables puisqu'il n'en existe que cinq. Ce serait une trop lourde charge à imposer à nos colonies.

Nous avons constaté plus haut la nécessité d'une pénétration réciproque des deux magistratures, et nous venons de voir que le projet de loi facilite aux magistrats métropolitains leur entrée dans la magistrature coloniale, sans doute dans le but d'en assurer un plus large recrutement. Il est intéressant de rapprocher cette mesure de la tendance contraire dont fait preuve le Département des Colonies, tendance qui apparaît dans le décret du 10 octobre 1911 réservant les postes de l'Indo-Chine aux magistrats qui ont fait leur carrière dans cette colonie. Ce ministère n'en revendique pas moins pour ses magistrats le droit à la réintégration dans la métropole, revendication juste d'ailleurs et dont tient compte le projet de loi qui dans son article 17 décide que chaque année un décret déterminera le nombre et la nature des emplois de la magistrature métropolitaine qui devront être réservés aux magistrats des colonies.

S'il est vrai que les coloniaux soient actuellement sacrifiés, il faut y remédier, mais non pour cela sacri-

fier les magistrats métropolitains. On parle du découragement des magistrats coloniaux à voir débarquer leurs collègues de la métropole ; ce découragement ferait alors place à celui des magistrats métropolitains, dont l'avancement serait compromis par l'arrivée de leurs collègues coloniaux, si eux ne pouvaient être nommés aux colonies. Pour obtenir un juste équilibre, il faut une pénétration réciproque.

Au sujet du recrutement il reste encore à examiner le problème de la nomination des magistrats dans les colonies où ils sont nés. Les ordonnances de 1827 et 1828 interdisaient aux magistrats nés dans une colonie ou mariés à une femme née dans cette colonie d'y exercer leurs fonctions. Les passions politiques ayant en effet dans nos possessions une force inconnue en France, les liens de famille et de camaraderie y étant plus resserrés, il en peut résulter une certaine suspicion sur l'indépendance et l'impartialité du juge qui a des attaches dans le pays.

Ces dispositions ayant été dans la suite abrogées, le Congrès des anciennes Colonies émit le vœu : que les magistrats nés dans une colonie, ou mariés à une femme née dans une colonie, ne pussent pas être appelés à remplir leurs fonctions dans la colonie dont leur femme ou eux-mêmes seraient originaires.

Le projet de loi ne contient aucune restriction à cet égard. Il est, en effet, très grave de restreindre

les droits d'un citoyen au point de lui interdire d'être magistrat dans son pays d'origine, d'autant plus que cette interdiction n'existe pas pour la métropole.

Mais autant une interdiction absolue de la loi serait excessive, autant il est bon que sur ce point se porte l'attention des ministres des Colonies et de la Justice, qui, dans leurs mouvements, doivent veiller à ce que les magistrats de provenance locale restent l'infime minorité. Chaque nomination est un cas particulier que doivent peser les deux ministres. Ils peuvent le faire facilement en consultant le dossier de chaque magistrat. C'est à eux qu'incombe le soin de s'assurer si le postulant, étant donnés ses notes, son caractère, son tempérament, peut-être nommé à tel endroit, son pays d'origine, ou s'il est préférable de ne lui confier qu'un poste qui en soit plus ou moins éloigné.

Les derniers mouvements ont d'ailleurs été conçus avec le souci d'obvier à cet inconvénient. La situation a été améliorée en particulier à la Réunion et à la Guadeloupe, dans les cours d'appel de chacune desquelles, au début de 1911, quatre sur six conseillers étaient originaires de la colonie.

III

Avancement. — Retraite

Nous avons vu que l'avancement est actuellement déterminé par le choix du ministre des Colonies et nous avons constaté qu'il serait désirable que le ministre de la Justice jouât un rôle plus actif dans la nomination des magistrats.

Cependant, même s'il en était ainsi, très probablement le choix des deux ministres ne se fixerait pas toujours sur le plus méritant. La faveur se glissera souvent dans les mouvements et le magistrat qui disposera de puissantes recommandations aura plus de chances d'obtenir sa nomination ou son avancement qu'un concurrent ne possédant que son seul mérite. Or, si l'inamovibilité, comme nous le verrons plus loin, est la première des garanties de l'indépendance du magistrat, l'avancement donné au mérite en est une autre qui la suit de près. Le juge non seulement ne doit pas être tenté de plaire à tel personnage influent, il ne doit pas même être exposé à cette tentation : ainsi seulement sa sentence

aura toute la force nécessaire pour être respectée.

Le projet de loi a dans ce but institué un tableau d'avancement qui présente de grandes analogies avec celui de la métropole, fixé par les décrets du 13 février et du 10 décembre 1908.

Aucun magistrat n'obtiendra désormais d'avancement, s'il n'est inscrit au tableau, avancement qui ne pourra constituer à son profit une augmentation de parité d'office supérieure à 2.000 francs. Le rapport fixait primitivement la somme à 3.000 francs ; le Sénat l'a diminuée, sans doute parce qu'il n'est question que de la parité d'office et que si on considère la totalité du traitement, le plus souvent l'augmentation sera en réalité plus forte.

Cette règle de l'inscription au tableau n'admet d'exception que pour la nomination des procureurs généraux, chefs du service judiciaire. Leurs fonctions touchent en effet de très près à la politique ; ils sont administrateurs presque autant que magistrats, ils font partie du conseil privé, et il est nécessaire que le gouvernement ait en eux des hommes en qui il aura placé toute sa confiance.

La Commission que le projet de loi charge de l'élaboration du tableau d'avancement colonial ne diffère pas sensiblement dans sa composition de celle chargée d'élaborer le tableau métropolitain. Cependant le procureur général à la Cour de cassation n'en fait pas partie et le premier président près cette Cour est

remplacé par un président de chambre. Comme pour la métropole nous y trouvons quatre conseillers à la Cour de cassation. En outre y figurent deux hauts fonctionnaires ou magistrats en activité ou en retraite, choisis par le ministre des Colonies, et les directeurs du personnel des ministères des Colonies et de la Justice, au total neuf membres. L'élément judiciaire domine donc et ainsi les magistrats coloniaux ont toutes garanties.

En ne désignant pas le premier président ni le procureur général à la Cour de cassation, le législateur a sans doute voulu leur épargner un surcroît de travail qu'il jugeait exagéré, puisqu'ils font déjà partie de la Commission métropolitaine. Mais il eût peut-être été bon de remplacer le procureur général par un de ses avocats généraux : de la sorte les magistrats des parquets auraient trouvé un défenseur tout naturel dans un collègue qui, très vraisemblablement, avait, comme eux, fait sa carrière dans les parquets.

Néanmoins la Commission coloniale offre par sa composition, comme la Commission métropolitaine, toutes les garanties d'indépendance désirables et les magistrats sont assurés de trouver dans ses membres, des hommes particulièrement qualifiés pour les juger au point de vue professionnel.

Le président de cette Commission est le président de chambre, qui, s'il était empêché par suite d'un

cas de force majeure, serait remplacé par le conseiller le plus ancien. Pour la métropole ce remplacement n'a pas été prévu ; si un jour le président de la Commission était empêché, on peut se demander comment elle pourrait fonctionner. Le Garde des Sceaux devrait alors désigner un des membres pour le remplacer.

Ne profitant pas de l'expérience que fournissait le fonctionnement du tableau métropolitain, le projet de loi n'a pas remédié à ses imperfections. L'article 3 prescrit que la liste des magistrats inscrits au tableau d'avancement sera publiée au *Journal Officiel de la République Française*, au *Bulletin Officiel du ministère des Colonies* ainsi qu'au *Journal Officiel* de chaque colonie. La publication du tableau, bien que nullement prescrite par les décrets de 1908, a lieu en effet pour les magistrats de la métropole. Or cette publicité donnée au tableau semble regrettable. A Paris les inconvénients en sont à la vérité minimes : l'activité de la vie y est si intense que personne ne prête attention au tableau ; c'est à peine si les magistrats eux-mêmes connaissent ceux de leurs collègues y figurant ; mais en province, où chacun se préoccupe de ce que fait le voisin, le magistrat, qui ne figure pas au tableau, est presque regardé comme indigne. En tous cas la considération, dont il jouit auprès de ses justiciables, en est fortement diminuée. L'effet sera au moins le même aux colonies qu'en pro-

vince, les questions de caste et de personnes y ayant une acuité inconnue dans la métropole.

Le public n'a pas à connaître le tableau ; c'est une mesure d'ordre intérieur qui ne regarde que les chefs et les magistrats. Il suffit qu'une copie en soit adressée aux chefs du service judiciaire qui la tiendront à la disposition des intéressés.

Continuant à reproduire les dispositions du décret de 1908, le projet de loi permet au ministre des Colonies, sur la réclamation des magistrats et après nouvelle délibération de la commission, d'ordonner, d'accord avec le garde des sceaux, l'inscription d'office au tableau d'avancement. Cette façon de procéder oblige la commission à se réunir à nouveau, à recommencer son travail et retarde la formation du tableau définitif. Ne serait-il pas préférable d'inviter les chefs du service judiciaire à faire connaître aux magistrats de leur ressort quels sont ceux qu'ils croient devoir présenter. Les intéressés pourraient ainsi adresser en temps utile leurs réclamations à la commission, qui les examinerait en même temps que les propositions.

On peut encore reprocher au tableau institué par le projet de loi de manquer de souplesse en fixant trop strictement les conditions d'avancement. Nul ne peut y être inscrit qu'après deux années de service effectif dans le poste qu'il occupe au moment où le tableau est dressé, ou dans un poste antérieur égal

en parité d'office. Ce délai est certes excellent ; il faut que le magistrat ait fait ses preuves dans les fonctions qu'il occupe pour pouvoir aspirer à un avancement. Le législateur, connaissant la longue durée des congés coloniaux, a même pris la sage précaution d'exiger que ces services fussent effectifs, c'est-à-dire que les congés ne soient pas comptés. Si la mesure est bonne en général, si pour les magistrats du siège en particulier, dont les mérites ne peuvent se manifester aussi rapidement, une certaine pondération que donne l'âge, est nécessaire, il se présentera cependant des cas concernant les magistrats du parquet qui feront regretter la rigidité de cette règle. Lorsque par exemple un procureur de la République se sera fait remarquer dans une affaire retentissante par un talent oratoire exceptionnel, il devra quand même attendre deux ans pour obtenir non pas un avancement, mais la simple satisfaction d'être inscrit.

A l'inverse des décrets de 1908 le projet de loi ne se prononce pas sur le nombre de magistrats qui pourront être portés au tableau. Ce point sera sans doute élucidé par le règlement d'administration publique qui assurera l'exécution de la loi et qui est prévu à l'article 18.

Il est à craindre que ce règlement ne reproduise les prescriptions du décret de 1908 et ne donne aux chefs du service judiciaire le droit de ne présenter que la moitié des magistrats de chaque catégorie, pour

qu'en définitive un quart seulement puissent être retenus par la commission. Alors le tableau colonial présentera le même inconvénient que le tableau métropolitain : tous les magistrats méritant d'y figurer ne pourront y être portés. On doit bien admettre que les magistrats de mérite sont le plus grand nombre ; la proportion du quart est trop faible.

Les inscriptions d'office en sont la preuve ; comme elles ne sont pas limitées au tableau définitif, le quart est de beaucoup dépassé. Il en résulte que l'année suivante les nominations de l'année en cours n'ayant pas suffi à donner de l'avancement à tous ceux qui étaient inscrits, il est des catégories où le quart des magistrats est encore presque au complet. Le tableau n'est assurément valable que pour l'année en cours, mais la commission n'en retire pas un magistrat qu'elle y a inscrit l'année précédente ; elle ne peut véritablement le faire à moins qu'il n'eût démérité. On pourra de nouveau, il est vrai, recourir aux inscriptions d'office, mais alors pourquoi fixer une limite si elle n'est jamais observée et si l'exception devient la règle ?

L'objection possible est, s'il n'y a plus de limite, que les ministres des Colonies et de la Justice disposeront pour les nominations d'un trop grand choix et que le tableau d'avancement sera en réalité supprimé.

Mais pourquoi ne pas le supprimer si on peut d'une autre façon empêcher le retour d'abus comme il en

a été commis, empêcher que des magistrats, n'ayant aucun passé judiciaire, n'arrivent aux plus hautes situations avec une rapidité excessive ? Il suffit pour cela de décider que les ministres des Colonies et de la Justice ne pourront nommer qu'un des trois candidats présentés par les chefs du service judiciaire. Ainsi les nominations n'étant faites que d'après les propositions de ces derniers, les avantages du tableau subsistent et ses inconvénients disparaissent.

D'autre part les propositions, faites en vue d'un poste, au lieu de l'être en vue du tableau, seraient meilleures. Il est à remarquer en effet que, depuis l'application du décret de 1908 dans la métropole, les chefs de cour proposent les magistrats en les prenant le plus souvent par rang d'ancienneté. Autrefois ils étaient plus enclins à choisir, en vue d'un poste déterminé, le plus apte ; maintenant, considérant l'inscription au tableau comme une récompense, ils ne veulent pas priver de cette satisfaction morale de vieux magistrats, ayant toujours rempli avec dignité leurs fonctions, qui considéreraient comme une mauvaise note de n'y pas être inscrits et qui tiennent à y figurer, alors même que parfois ils ne désirent pas d'avancement. Les chefs les présentent donc avec la pensée qu'ils seront inscrits, mais pas nommés. Il n'en est pas moins vrai que ces magistrats prennent la place de ceux qui, plus actifs, méritent d'avancer.

Les chefs de cour ont encore tendance à com-

prendre dans leurs propositions des magistrats qui ne le méritent point, uniquement pour en débarrasser leur ressort, ce qui n'arriverait pas, si leurs présentations ne s'appliquaient qu'à des vacances de ce ressort.

Les mêmes faits se reproduiront aux colonies. Ce système ne stimulera pas le zèle, au contraire; pour-quoi en effet se donner de la peine, s'il faut attendre son tour d'ancienneté pour être nommé.

On peut se demander comment, si l'on procédait ainsi, les magistrats seraient nommés d'un ressort dans un autre. Les ressorts de nos colonies sont en effet si inégaux qu'on ne peut obliger un magistrat à faire toute sa carrière dans le même, l'insalubrité de certains lui interdisant d'y rester trop longtemps, l'exiguïté d'autres l'obligeant à attendre de l'avancement toute sa vie.

Pour éviter cet inconvénient il suffirait de demander aux chefs du service judiciaire, tous les six mois par exemple, des présentations en vue de postes éventuels de leur ressort. Les ministres des Colonies et de la Justice nommeraient les magistrats présentés soit à un de ces postes éventuels devenu vacant, soit à un poste égal d'un autre ressort.

On ne saurait que louer les autres mesures concernant l'avancement, édictées par le projet de loi.

Ainsi les anciens magistrats coloniaux ne pourront être nommés à un emploi supérieur à celui qu'ils oc-

cupaient si la durée totale de leurs fonctions judiciaires est inférieure à trois années. Ils ne peuvent de cette façon éluder par de savantes combinaisons, les règles que prescrit la loi au sujet du recrutement (1).

Autre excellente mesure : aucun magistrat ne peut être appelé à continuer ses services des colonies dans la métropole ou de la métropole aux colonies, dans un emploi supérieur à celui qu'il occupe s'il n'est inscrit au tableau d'avancement des colonies dans le premier cas, de la métropole dans le second. Ainsi le département de la Justice et celui des Colonies ne pourront, au préjudice l'un de l'autre, se débarrasser de leurs magistrats médiocres.

On peut seulement regretter que l'article 17 laisse à un règlement d'administration publique le soin de

1. Une mesure semblable avait été antérieurement prise par la loi de finances de 1911 à l'égard de tous les fonctionnaires.

Loi du 14 juillet 1911, art. 143. — Dans tout corps de fonctionnaires dont les statuts autorisent des nominations au titre de l'extérieur, aucune nomination ou promotion ne peut être faite à ce titre au profit, soit de fonctionnaires appartenant au corps où l'emploi est vacant qui ne remplissent pas les conditions réglementaires pour être appelés par voie d'avancement hiérarchique au poste auquel ils sont nommés, soit d'anciens fonctionnaires de ce corps qui ne remplissaient pas les dites conditions au moment où ils l'ont quitté.

Les dispositions du présent article ne sont pas applicables aux anciens fonctionnaires, lorsqu'ils ont quitté le corps depuis plus de deux années, ou lorsque l'emploi auquel ils sont appelés est identique ou équivalent à celui qu'ils ont quitté.

fixer les conditions de nomination des magistrats coloniaux dans la magistrature métropolitaine.

Le nombre de ceux qui voudront aller aux colonies devant être d'autant plus important que sera plus grande leur certitude de pouvoir plus tard continuer leur carrière en France, la loi aurait dû indiquer elle-même au moins la proportion, le dixième des emplois vacants par exemple, dans laquelle pourront être réintégrés dans la métropole les magistrats coloniaux et le nombre d'années de services, dix ans par exemple, qu'ils auront au préalable dû fournir, ce que la loi du 21 mars 1903 sur le recrutement de l'armée fait pour les sous-officiers.

Enfin une des principales conditions d'avancement, qu'exige le projet de loi, est la connaissance d'une des langues indigènes en usage dans le pays, dont nous avons constaté l'importance au sujet du recrutement. Le projet de loi en fait une des conditions *sine qua non* de l'avancement en Indo-Chine, se réservant de l'étendre plus tard aux autres colonies. Mais contrairement à la tendance regrettable du département des Colonies, qui s'est manifestée par le décret du 10 octobre 1911, il n'exige cette connaissance d'une langue que des magistrats en contact immédiat avec les populations indigènes; il en dispense les conseillers à la cour d'appel de l'Indo-Chine.

Assurément il ne pourrait qu'être satisfait de les

voir parler la langue en usage dans le pays, mais, considérant la cour d'appel de l'Indo-Chine comme la plus importante de nos juridictions coloniales, il désire en permettre l'accès aux éléments étrangers au ressort, ne voulant pas priver notre colonie asiatique de compétences dont l'éclat ne peut que rejailir sur elle.

De la nécessité, précédemment examinée au sujet du recrutement, de répartir les colonies en groupes, résulte l'obligation de faire autant de tableaux qu'il y a de groupes, les magistrats ne concourant entre eux que dans un même groupe. La pénétration de l'un dans l'autre étant admise pour les emplois supérieurs, le rapporteur s'est demandé comment avec ces tableaux fractionnés les ministres des Colonies et de la Justice pourraient nommer à ces emplois ; il s'est demandé si au-dessus de ces différents tableaux il ne conviendrait pas d'en créer un autre. Sa nécessité n'en semble pas démontrée ; les deux ministres compareront eux-mêmes les mérites de magistrats inscrits sur des tableaux différents et la pénétration d'un groupe dans un autre se fera sous leur seule responsabilité.

RETRAITE

Nous avons vu que les magistrats coloniaux pouvaient obtenir leur retraite à 55 ans d'âge.

L'âge de la retraite de plein droit n'étant pas fixé,

il arrive souvent dans la pratique que cette prescription prise dans leur intérêt se retourne contre eux et qu'à 55 ans ils sont mis d'office à la retraite.

Le projet de loi a sur ce point voulu dans la plus large mesure possible rétablir l'égalité entre les magistrats des colonies et ceux de la métropole.

Considérant que ces derniers peuvent se retirer, après trente ans de services, à 60 ans d'âge, et rester en activité jusqu'à 70 ans ; tenant compte d'autre part des fatigues qu'impose le service aux colonies, le projet de loi a décidé que les magistrats coloniaux peuvent être admis à faire valoir leurs droits à la retraite après vingt-quatre ans de service et 50 ans d'âge et sont mis d'office à la retraite après 65 ans d'âge.

IV

Quel doit être le chef du service judiciaire

Aux colonies, on le sait, il n'y a pas de premiers présidents à la tête des cours d'appel. On y trouve des présidents de cour au lieu de premiers présidents et des vice-présidents au lieu de présidents de chambre. Cette différence avec l'organisation judiciaire métropolitaine a pour cause l'autorité que le procureur général, en sa qualité de chef du service judiciaire, a sur tous les magistrats y compris le président de la cour. Il était impossible de donner à ce dernier un titre et les prérogatives qui y sont attachées, et en même temps d'en faire le subordonné du procureur général.

Mais n'est-il pas précisément étrange que le procureur général, c'est-à-dire le magistrat qui dispose de l'action publique, qui peut être partie principale dans une foule de procès, soit le chef hiérarchique des magistrats qui jugent ; leur donne des notes ; les propose pour l'avancement, les distinctions honorifiques, les mises à la retraite ; les

tienne en un mot sous son entière dépendance.

Le procureur général fait, on peut le dire, partie de l'administration active de la colonie ; ses attributions sont nombreuses : il est membre du conseil privé ; il prépare les projets de décrets et d'arrêtés qui intéressent le service judiciaire ; il est consulté sur tous autres projets (douanes, contributions indirectes, service forestier, etc...) (D. de 1895 pour l'Indo-Chine, art. 113).

On ne peut, dit-on, donner de telles attributions aux présidents de cour ; il y a trop d'inconvénients à associer les fonctions du siège à des attributions d'ordre administratif. Comment le président pourrait-il en effet connaître d'affaires portées devant la cour si, comme chef du service judiciaire, il en a déjà administrativement connu ?

Mais d'autre part toutes ces fonctions ne devraient-elles pas avoir pour conséquence de rendre les magistrats du siège absolument indépendants du procureur général. Souvent les tribunaux ont à appliquer des arrêtés qui sont l'œuvre de ce dernier ; ils peuvent même avoir à en reconnaître l'illégalité. D'autres fois ils ont à prononcer des acquittements sur des poursuites ordonnées par le procureur général. Que de magistrats indépendants ont souffert dans leur avancement ou ont été déplacés pour n'avoir pas été de l'avis du procureur général.

A l'appui de cette opinion on peut citer le passage

suivant emprunté à M. Isambert, rapporteur de la sous-commission chargée en 1849 de la réforme du régime judiciaire colonial (1) :

«... Si l'on passe à la justice criminelle, l'inconvénient est bien autrement grave. On est effrayé quand on songe que l'honneur et la vie des citoyens peuvent dépendre d'hommes qui se sentent exposés à être disgraciés à cause de certains tempéraments que leur conscience peut leur commander d'apporter dans l'appréciation de telle ou telle affaire se rattachant plus ou moins directement à la politique. Car qui donc est appelé à émettre sur la position du magistrat aux colonies, l'avis le plus souvent prépondérant ? C'est le chef du parquet, c'est-à-dire celui-là même qui devient partie et prend fait et cause dans les affaires criminelles. Or, quelles que soient les bonnes intentions de chacun, on le constate chaque jour, il y a dans le rôle du ministère public une certaine chaleur qui parfois l'entraîne à des réquisitions exagérées. Cependant s'il est un principe qui domine notre droit criminel, c'est l'égalité de la situation faite à l'accusé et à l'accusation devant la justice, la loi a voulu que le débat fut contradictoire, elle a même exigé que l'accusé eût le dernier la parole. Or cette égalité de l'accusation et de la défense devant le juge est-elle bien réelle, est-elle bien sincère, lorsque

1. Rapport cité plus loin, page 97.

ce dernier peut se dire en lui-même qu'il relève de l'accusateur ? On le sait, il arrive dans les procès criminels un moment suprême où le sort de l'accusé ne dépend que d'une voix : eh bien, sait-on de combien de considérations, de combien d'éléments divers peut se former la conviction de l'homme dont le vote doit être ainsi décisif ; et n'a-t-on jamais craint de faire entrer le danger de compromettre sa position dans ce compte qu'il débat avec lui-même, dans cet instant solennel ? »

Le projet de loi, bien que donnant aux magistrats du siège des garanties, qui sont la sauvegarde du justiciable, n'a rien innové sur ce point ; et cependant l'une des plus essentielles de ces garanties consiste à assurer l'indépendance du magistrat qui juge vis-à-vis du magistrat, qui légifère, qui poursuit, qui est partie dans un grand nombre de procès.

Cette dépendance du juge à l'égard du chef du parquet, qui est en même temps un actif administrateur, constitue une véritable confusion de pouvoirs.

Pourquoi ce qui est reconnu bon en France cesserait-il de l'être dans nos colonies où s'appliquent en grande partie les mêmes lois, où les justiciables même soumis à des lois d'exception ont besoin des mêmes garanties de justice et d'impartialité chez les magistrats, qui ont en main leur fortune, leur honneur, leur liberté.

V

Unicité de juge

En général aux colonies, contrairement à ce qui se passe en France, la justice est rendue en première instance par un juge unique.

Il y a lieu de se demander si c'est une bonne chose ?

Le système de la pluralité de juges semble offrir plus de garanties aux justiciables. Les délibérations étant secrètes l'avis de chacun des juges ne peut être connu d'une façon certaine ; les magistrats se trouvent ainsi à l'abri des vengeances et peuvent, avec plus de sécurité, se prononcer en toute indépendance et en toute impartialité. Si certains, d'autre part, ne réunissent pas toutes les qualités désirables, il est permis d'espérer que dans les tribunaux où ils siégeront, ils seront isolés.

On peut répondre que le cas se présentera plus d'une fois où ce sera justement le juge le moins scrupuleux, le plus ignorant, qui départagera les deux autres au petit bonheur. Peut-être encore les deux assesseurs se désintéresseront des jugements et s'en rapporteront au président. Quant à la crainte des vengeances, elle est plutôt problématique ; la com-

pétence des juges de paix métropolitains a été augmentée par la loi de 1905 et cependant le nombre de ceux qui ont été victimes de la rancune des justiciables n'a pas grandi. La trinité de juges n'arrête d'ailleurs pas les vengeances ; celles qui se produisent visent simplement le président.

On peut encore soutenir qu'étant donnée la prépondérance du procureur général aux colonies, la pluralité des juges assure une plus grande garantie aux justiciables. Nous répondrons que c'est seulement une raison de plus pour ne pas laisser au procureur général les fonctions de chef du service judiciaire.

Le juge unique offre l'avantage de n'être pas un être impersonnel et sans responsabilité ; seul en face de la sentence qu'il doit rendre, il a pleine conscience de l'importance de son rôle ; il s'applique à mieux faire.

D'autre part si l'on désire que l'avancement soit accordé d'après la valeur, l'unité de juge permet à un chef de service, soucieux de l'intérêt des justiciables, de discerner les bons magistrats et de récompenser chacun suivant son mérite et ses aptitudes (1).

1. Dans la métropole même il est question d'instituer l'unicité de juge.

Une proposition de loi de MM. Emmanuel Brousse et Pradet-Balade, députés, a été déposée dans ce sens le 19 janvier 1912.

L'article 18 est ainsi conçu : « Les Tribunaux de première instance

Le principe de l'unicité a d'ailleurs donné de bons résultats partout où il est appliqué dans nos colonies. On ne peut citer de critiques contre les décisions de tribunaux à juge unique sauf les recours en appel, dont la proportion même ne dépasse pas ceux des tribunaux à trois juges.

Mais, alors dira-t-on, si ce principe offre tant d'avantages, pourquoi le restreindre aux tribunaux de première instance et ne pas l'étendre aux cours d'appel ?

L'unicité de juge en appel ne semble pas désirable ; l'infirmité d'un jugement est toujours une chose grave ; permettre à un seul de défaire l'œuvre d'un

sont supprimés. La justice civile et correctionnelle est rendue par un juge unique, âgé de vingt-cinq ans au moins, lequel statuera aussi comme juge d'appel des décisions des juges de paix. »

« Un seul magistrat, est-il dit dans l'exposé des motifs, chargé de connaître d'une affaire, de l'instruire, de la juger y apporte plus de soins, plus de réflexion que des magistrats assesseurs qui ne peuvent lire le dossier sans nuire à la célérité, condition essentielle de toute justice. Il faut, devant l'opinion publique, devant les chefs, une responsabilité effective.

« L'œuvre du juge unique permet d'apprécier, de discerner l'esprit : profond ou superficiel, confus ou net et méthodique, savant ou ignorant. Elle donne la juste mesure de la valeur intellectuelle du magistrat, de sa raison, de son autorité. L'activité du juge unique est une excitation salutaire. Plus d'effacement, de dissimulation. La direction des débats, l'étude de l'affaire, la décision à prendre, la rédaction des motifs, le prononcé de la sentence, tout cela se tient, et doit être l'œuvre d'un seul. »

seul, n'est-ce pas amoindrir l'autorité du premier. Assurément le juge d'appel sera plus âgé, aura plus d'expérience et plus de science, cependant le justiciable ne comprendra pas facilement qu'une sentence soit réformée par un seul magistrat ; si dans le passé le nombre des juges du premier et du second degré a varié, toujours celui des juges d'appel a été supérieur.

La pluralité en appel est même d'autant plus nécessaire qu'il y a unicité en première instance, ne serait-ce que pour rassurer les adversaires de celle-ci. Il n'est pas utile que les membres de la cour soient cinq, mais il faut qu'ils soient trois : la trinité en appel est en quelque sorte le corollaire de l'unité en première instance.

A ces raisons d'ordre théorique en faveur de l'unicité s'en joint une d'ordre pratique, un tribunal à juge unique entraîne une dépense beaucoup moins élevée.

On peut donc se demander pourquoi le principe de l'unicité n'est pas appliqué dans nos vieilles colonies et à la première chambre de tribunal de Saïgon.

Pour la Guadeloupe, la Martinique et la Réunion, la raison en est que jouissant de la même organisation judiciaire que la France, ces colonies sont très jalouses de leurs prérogatives. A plusieurs reprises il a été question d'y instituer le juge unique, mais toujours leurs représentants au parlement s'y sont opposés de toutes leurs forces.

Cette innovation ne serait cependant qu'un retour au passé ; le juge unique y a jadis existé : c'est celui des ordonnances de 1827 et 1828. Il a subsisté jusqu'au décret du 16 août 1854, qui instaura le tribunal à trois juges. Le désir de revenir à l'unicité reparut en 1888 dans le rapport de la Commission du budget colonial ; cependant la loi du 13 avril 1890 maintint la trinité et poussa au contraire plus loin l'assimilation de nos vieilles colonies avec la métropole : il y eut désormais dans chacune d'elles une cour d'appel composée d'un président, de sept conseillers, d'un procureur général, d'un substitut, d'un greffier assisté de commis-greffiers, et deux tribunaux de première instance, composés chacun d'un président, de deux juges au moins, d'un procureur de la République, d'un substitut, d'un ou deux juges suppléants et d'un greffier assisté de commis-greffiers.

L'organisation judiciaire était complétée par neuf justices de paix pour la Réunion, autant pour la Martinique et onze pour la Guadeloupe.

Aussi le service judiciaire devint-il très onéreux. En 1898 les dépenses qu'il nécessitait s'élevaient à 392.000 francs pour la Martinique, 466.000 francs pour la Guadeloupe et 408.000 francs pour la Réunion.

A cette époque d'ailleurs on ne semble pas porté à l'économie : la Cour d'appel de la Guyane, qui

avait été supprimée en 1883, est rétablie par décret du 16 décembre 1896. En 1883 s'était manifestée une tendance à diminuer l'effectif du personnel en raison du petit nombre d'affaires; en 1896 on l'augmente pour donner les mêmes garanties qu'en France.

C'est alors que la loi de finances de 1900 mit à la charge des budgets locaux des colonies l'entretien de leur organisation judiciaire : les colonies accablées par ces charges réclamèrent. Le législateur ne voulant pas porter atteinte au principe de la trinité de juges préféra réduire de deux par cour le nombre des conseillers (article 79 de la loi de finances du 31 mars 1903). Il en résulte qu'actuellement les arrêts sont rendus par trois magistrats, comme les jugements. En audience solennelle seulement les conseillers siègent à cinq.

Toujours dans un but d'économie, suivant en cela la voie indiquée par le décret du 9 mars 1906, qui a diminué le nombre des justices de paix aux Antilles et à la Réunion, on s'est demandé s'il ne conviendrait pas de supprimer des cours et des tribunaux. On aurait pu remplacer les trois cours de la Martinique, de la Guadeloupe, et de la Guyane par une seule et rattacher la Réunion à Madagascar. Les moyens de communication entre ces colonies, peu fréquents et parfois difficiles, y font obstacle ; les frais de justices s'en trouveraient même considérablement augmentés et dans de nombreux cas cette

mesure aurait pour conséquence de retirer aux justiciables le droit d'appel. A la vérité, pour les tribunaux, l'inconvénient serait moindre d'en supprimer un sur deux.

Mais n'est-il pas préférable d'instituer en première instance l'unité de juge, qui cadrerait parfaitement avec la trinité en appel actuellement existante.

Si l'exception à la règle de l'unicité peut s'expliquer pour nos vieilles colonies, il n'en est pas de même pour l'autre exception, celle de la première Chambre du tribunal de Saïgon où la trinité a été instituée par le décret du 17 mai 1895.

Le tribunal de Saïgon comprend deux chambres ; à la première qui statue en matière française siègent trois juges, à la seconde qui statue en matière indigène n'en siège qu'un. Cette différence est facilement admissible, puisque en matière indigène l'unité de juge a été instituée dans toute l'Indo-Chine ; mais ce qui est moins aisément acceptable, c'est la différence entre la constitution de la première Chambre du tribunal de Saïgon et celle des autres tribunaux de notre possession asiatique statuant en matière française. Pourquoi à Hanoï, à Haïphong, où la population européenne est dense et les litiges nombreux, n'y a-t-il qu'un juge en première instance ? Si la trinité de juges paraît une garantie essentielle, pourquoi cette garantie n'est-elle accordée qu'aux

justiciables de Saïgon et pas à tous ceux de l'Indo-Chine.

En 1905 le procureur général de cette colonie demanda de modifier la composition du tribunal de Saïgon et de constituer la première chambre avec un juge unique, mais il ne fut pas écouté.

Ainsi il aurait été bon d'étendre le principe de l'unicité de juge à toutes nos colonies. C'est ce que proposait l'article 2 du projet de loi déposé au nom du Gouvernement le 3 novembre 1910.

Mais la commission, chargée d'examiner ce projet de loi et la proposition de loi de M. le sénateur Flaudin, fusionna les deux textes et les condensa en 20 articles, où il n'était plus question d'unicité (1).

Par suite il n'y eut pas de débats au Sénat sur ce point et le projet de loi n'adopta pas cette réforme.

1. Le rapport seul y fait allusion :

« A la demande du Gouvernement lui-même la commission a disjoint du projet de loi déposé par le précédent cabinet les dispositions relatives à l'organisation de la justice aux colonies, dispositions qui consacraient, d'une façon absolue, le principe de l'unicité du juge en première instance et la règle que : en toute matière les juridictions d'appel rendraient arrêt au nombre de trois juges ... »

... « Devant l'énergique protestation des représentants des colonies intéressées il a été reconnu par votre Commission, comme par le Gouvernement, qu'il pourrait n'être pas sans inconvénient d'inscrire actuellement dans la loi le principe obligatoire de l'unicité du juge. »

VI

Inamovibilité

Les magistrats coloniaux, comme nous l'avons vu, ne sont pas inamovibles. Ne conviendrait-il pas de les assimiler sur ce point également à leurs collègues de la métropole ?

Il n'y a pas de justice si l'indépendance et l'impartialité des magistrats font défaut, or l'inamovibilité est une des premières garanties de cette indépendance et de cette impartialité ; comment les juges pourraient-ils en effet se prononcer en leur âme et conscience, s'ils sont perpétuellement menacés de la révocation. Si d'ailleurs l'inamovibilité existe en France, c'est sans doute qu'on la considère comme une garantie pour les justiciables de la métropole ; cesserait-elle donc d'en être une pour les justiciables des colonies ? Elle y est au contraire encore plus nécessaire : lorsque les juges de nos possessions d'outre-mer ont à apprécier la légalité d'arrêtés locaux, quelle garantie ont les justiciables, si les magistrats dépendent du gouverneur qui a pris ces ar-

rêtés ? Le gouverneur, en vertu du Sénatus-consulte de 1854, est en effet législateur en matière d'administration et de police.

Il est vraiment curieux, à une époque où on multiplie les statuts pour tous les fonctionnaires, des colonies comme de la métropole, statuts qui leur donnent l'assurance de l'avenir, de voir rester privés de l'inamovibilité les magistrats coloniaux, ceux pour qui précisément l'indépendance vis-à-vis du pouvoir est le plus nécessaire.

On peut objecter que l'unicité est un obstacle à l'inamovibilité : rendre inamovible le juge unique, c'est permettre à un seul de tenir en échec la puissance du gouverneur, c'est-à-dire de la France. La séparation des pouvoirs est certes nécessaire, mais aux colonies elle entraîne des inconvénients si elle est aussi absolue que dans la métropole ; il faut qu'elle y soit tempérée de telle sorte que l'action du gouverneur, qui poursuit un but déterminé, ne puisse être entravée par aucun fonctionnaire.

Ce côté de la question est à considérer, mais en résulte-t-il la nécessité de donner au ministre le droit de révoquer les magistrats à sa fantaisie ?

Si dans les colonies l'inamovibilité aussi absolue qu'en France n'est pas désirable, par suite de la répercussion qu'elle pourrait avoir sur l'autorité du gouverneur, ce n'est pas une raison pour n'accorder

aux membres de l'ordre judiciaire aucune garantie sérieuse.

Pour les peines disciplinaires les plus faibles, comme la censure simple, toute une procédure contradictoire est prévue ; il est donc anormal de laisser au ministre le droit d'infliger à son gré la peine la plus grave, la révocation ; bien que l'existence de ce droit ait été contestée, aucun doute n'est en effet permis ; une révocation prononcée même sans explication ni avis préalable n'a rien d'illégal (1).

Enfin il est d'autant plus nécessaire d'accorder l'inamovibilité aux magistrats de nos colonies, qu'elles sont maintenant dotées de représentants, auxquels ils peuvent craindre de déplaire.

Ce ne serait d'ailleurs pas une innovation ; elle y a jadis existé. Elle fut instituée à la Réunion par une ordonnance royale du 13 novembre 1816. Il fut même décidé que cette mesure serait étendue aux autres colonies ; l'ordonnance royale du 22 novembre 1819 était ainsi conçue :

1. Arrêt du Conseil d'État du 7 août 1896. — Les dispositions dont se prévaut le requérant (mise en demeure de fournir des explications au gouverneur, offre par le gouverneur du moyen de passer en France) sont exclusivement relatives aux pouvoirs disciplinaires de la Cour d'appel sur tous les magistrats de la colonie et au droit de suspension, qui, dans certains cas, peut appartenir au gouverneur en Conseil privé ; ils ne concernent nullement le droit de révocation réservé au gouvernement.

« Une organisation judiciaire, aussi rapprochée que le permettra la différence des localités, de l'organisation judiciaire existant dans la métropole, sera établie, le plus tôt que faire se pourra dans celles de nos colonies où cette partie des nouvelles institutions de la France n'aurait pas encore été introduite et serait susceptible de l'être avec avantage. »

En 1826 une Commission, appelée à se prononcer sur la réforme judiciaire de la Réunion, ne crut pas « devoir mettre à l'écart le grand principe de l'immovibilité qui est la base de l'organisation judiciaire, et sans le maintien de laquelle les tribunaux ordinaires dégénéraient en véritables commissions ».

Toutefois elle ne préconisait que l'immovibilité du grade et pas celle de la résidence; après cinq ans de séjour dans un même lieu les magistrats pouvaient être déplacés. Le rapport, en date du 25 juillet 1826, fait au ministre de la Marine et des Colonies au nom de cette commission, donne de cette mesure les raisons suivantes : « Il pourrait arriver que des magistrats européens, d'ailleurs intègres et éclairés, blessassent vivement certaines convenances coloniales et que des faits particuliers qui ne seraient pas assez graves pour attirer sur eux la déchéance, fussent de nature à présenter quelques dangers pour la colonie, si ces magistrats continuaient à y exercer leurs fonctions ; ils pourraient, après un long séjour, avoir contracté des liaisons qui leur fissent perdre cette

impartialité à laquelle le gouvernement attache tant de prix ; il serait à craindre aussi que les magistrats colons placés au sein de leur famille et se faisant une égide de l'inamovibilité n'employassent leur influence à entretenir contre les actes de l'autorité une opposition sourde, d'autant plus dangereuse qu'elle s'appuierait sur un des premiers pouvoirs de la colonie ; enfin les besoins du service pourraient exiger que l'on fit passer des juges instruits d'une colonie dans une autre. »

Pendant le temps que dura l'inamovibilité des magistrats de la Réunion « aucun inconvénient grave ne fut signalé », ainsi que le constate plus tard une dépêche du gouverneur de cette île au ministre, en date du 15 mars 1850. Elle n'en fut pas moins supprimée en 1827 ; à partir de cette époque les magistrats exercent leurs fonctions « tant que le roi le jugera convenable au bien de son service. » (Art. 107 de l'ordonnance du 30 septembre 1827 et 115 de l'ordonnance du 24 septembre 1828.)

Le gouvernement prit cette mesure, contraire à ce qu'avait proposé la commission de 1826, sans en faire connaître les motifs. L'ordonnance du 30 septembre 1827 ne fut pas précédée du rapport au Roi, conformément à l'usage établi.

Depuis lors, à plusieurs reprises, il fut question de rétablir l'inamovibilité.

Le 20 avril 1833, au cours de la discussion devant

la Chambre des Députés d'un projet de loi sur les colonies, M. Réalier-Dumas demande le retour au système de 1816 : « Les magistrats, dit-il, ont pour mission de rétablir la concorde entre les partis, en punissant également les excès auxquels ils se livrent ! Eh bien ! les magistrats ne sauraient la remplir, parce qu'ils ne sont pas indépendants. L'inamovibilité n'y est pas moins nécessaire qu'en France. Je me trompe, elle est beaucoup plus nécessaire dans les colonies que partout ailleurs, à cause des haines et des divisions qui règnent parmi les habitants. »

Le même député dit encore : « Les magistrats ne se considèrent pas comme des juges, mais comme des commis de la justice, dont le gouverneur militaire peut disposer à son gré. Heureux encore si pour être restés impassibles et fermes au milieu des passions qui agitent ces malheureuses contrées, ils ne sont pas enlevés à leurs fonctions et embarqués comme de vils malfaiteurs...

« ... On n'aura aucun respect pour la magistrature des colonies tant qu'elle sera, ou qu'on pourra la croire, soumise au régime du sabre du gouverneur. Otons à nos tribunaux d'outre-mer tout ce qui pourrait leur donner quelque ressemblance avec ces tribunaux d'exception, ces commissions, à la justice desquelles on a tant de peine à croire, parce qu'elles sont toujours plus ou moins sous la dépendance du pouvoir. »

Cependant l'inamovibilité ne fut pas accordée aux magistrats. C'est tout au plus si en 1840 on tenta de leur donner quelques garanties. Il fut institué une Commission, composée de membres de la Cour de Cassation, de la Cour d'appel de Paris et du Conseil d'État, à laquelle devaient être soumis les cas pouvant entraîner pour les magistrats coloniaux une peine disciplinaire, mais elle ne subsista pas.

La constitution de 1848, qui maintenait l'inamovibilité de la magistrature métropolitaine, décida (art. 109) qu'une loi spéciale placerait les colonies sous le même régime.

Pour préparer cette loi, en 1849 fut instituée une commission, présidée par le duc de Broglie ; celle-ci chargea de la réforme du régime judiciaire une sous-commission, qui se prononça par l'inamovibilité du grade et du siège : « Il faut se demander d'abord ce que c'est que la justice, dit M. Isambert, le rapporteur de la sous-commission. La justice est l'expression de la loi ; c'est une décision supérieure qui doit offrir comme première garantie à celui qui la subit, l'indépendance complète de celui qui la rend. Or peut-il y avoir indépendance pour le juge, quand il est placé sous l'autorité immédiate, on peut dire sous le bon plaisir de l'administration. »

La commission, qui avait pour rapporteur M. Barboux, ancien procureur général à la Réunion, se prononça aussi pour l'inamovibilité, mais mitigée ;

elle revint au système de la commission de 1826, inamovibilité du grade seulement, mais pas du siège. Il n'en fut encore tenu aucun compte.

Le décret du 16 août 1854 maintint sur ce point le régime antérieur. Dans le rapport à l'Empereur qui le précède, « les propositions qui tendraient à faire participer la magistrature coloniale au principe de l'inamovibilité » sont rangées parmi les questions ne pouvant « aboutir qu'à des solutions négatives ou à un ajournement indéfini ».

Le décret du 1^{er} décembre 1858 ne fit que confirmer celui de 1854.

La nécessité d'accorder l'inamovibilité aux magistrats coloniaux devait être plus tard soutenue à nouveau par M. Isaac, sénateur, une première fois dans un rapport du 15 juillet 1890, une seconde fois dans une proposition de loi sur le régime judiciaire des colonies, déposée le 30 novembre 1896.

M. Isaac dans l'exposé des motifs, qui précède cette proposition de loi, estimant que « l'indépendance des magistrats est le premier besoin de toute société » en trouve la garantie dans l'inamovibilité. D'après lui il convient, « quand un magistrat des cours et tribunaux a été sérieusement accusé d'un acte coupable, de lui donner des juges. La sanction en sera plus éclatante, et, sans doute, cette perspective d'une constatation solennelle de la faute commise ou de l'inanité de l'accusation contribuera puissam-

ment à relever la situation morale de la magistrature coloniale ».

Cette proposition de loi conférait donc aux magistrats l'inamovibilité, mais par crainte d'affaiblir l'autorité du gouverneur, l'inamovibilité de la fonction seulement et non de la résidence. Cette réforme resta encore une fois à l'état de proposition.

La seule mesure, prise jusqu'à présent, consiste dans la décision présidentielle du 19 avril 1898 approuvant la constitution d'une commission consultative permanente, chargée de donner son avis sur les mesures disciplinaires à prendre contre les magistrats coloniaux et que nous avons précédemment examinée. C'est, il faut l'avouer, une bien faible garantie, puisque cette commission n'est que consultative.

Nous arrivons ainsi au projet de loi actuellement voté par le Sénat, projet qui, pour toutes les raisons ci-dessus exprimées et après toutes les tentatives de réformes qui virent le jour au cours du xix^e siècle, ne pouvait manquer d'instituer l'inamovibilité. Il l'accorde aux magistrats coloniaux, moins absolue qu'à ceux de la métropole, mais largement suffisante. Suivant la voie tracée par les différentes commissions instituées au cours du dernier siècle, il leur confère l'inamovibilité de la fonction, mais pas celle de la résidence.

C'est là une concession nécessaire faite aux adversaires de l'inamovibilité ; ainsi est évité le danger de

voir un fonctionnaire tenir en échec les autorités locales. Si un magistrat, par sa conduite, rend son maintien dans la colonie impossible, tout en ne commettant pas dans le service une de ces fautes graves qui exigerait sa révocation, il sera nommé dans une autre colonie à un poste égal. Le cas peut se présenter par exemple en matière politique ; on peut voir un magistrat, ne restant pas suffisamment étranger aux dissensions qui existent dans un pays, être en lutte sourde avec le pouvoir politique.

Par crainte de tomber dans un excès contraire, il était nécessaire de rendre tout abus impossible ; aussi le projet de loi exige-t-il que ce changement d'office, ordonné par le ministre, ne puisse être décidé qu'après avis de la commission chargée de la composition du tableau d'avancement. Dans un but de simplification la commission instituée en 1898 est en effet supprimée et remplacée par cette dernière, qui a d'ailleurs sur ce point un champ d'action moins vaste, puisqu'elle ne donne son avis que sur le changement d'office.

En ce qui concerne les peines plus graves, le projet de loi donne les mêmes garanties aux magistrats coloniaux qu'aux métropolitains. Ces peines ne peuvent être prononcées que sur l'avis conforme de la Cour de cassation, siégeant comme Conseil supérieur de la magistrature, dans les conditions prévues par les articles 13 et suivants de la loi du 30 août 1883.

Parmi ces peines ils convient d'envisager plus particulièrement la rétrogradation, qui n'existe pas pour les magistrats de la métropole ; ceux-ci ne peuvent en effet qu'être destitués ou mis d'office à la retraite. En instituant cette peine, le projet de loi a reproduit une mesure qu'innovait la proposition de loi déposée par M. Isaac en 1896.

La rétrogradation d'un magistrat peut paraître étrange. Le changement d'office à poste égal s'admet facilement pour les raisons que nous avons envisagées plus haut ; mais la rétrogradation, n'est-elle pas une atteinte portée à sa dignité ? S'il n'est pas jugé assez digne pour conserver son grade, le sera-t-il donc suffisamment pour occuper un grade inférieur. La dignité ne semble pas pouvoir être ainsi dosée. En tous cas il y a de grandes probabilités que ce magistrat ne sera pas très estimé de ses nouveaux justiciables, et qu'il se trouvera dans une situation assez difficile vis-à-vis de ses nouveaux collègues.

Quant aux peines disciplinaires inférieures, peut-être s'étonnera-t-on de ne pas constater une plus grande assimilation entre les deux magistratures. Le principe du changement d'office à poste égal après avis de la commission chargée de composer le tableau d'avancement étant admis, pourquoi pour toutes les autres peines disciplinaires ne pas donner aux magistrats coloniaux les mêmes garanties qu'à leurs collègues de la métropole, celles de la loi du 30 août

1883 ? Pourquoi donner aux cours d'appel des colonies et non à la Cour de cassation le droit d'infliger ces peines ? L'éloignement de nos colonies constitue à cet égard un gros empêchement. Ne serait-il pas exagéré de faire venir un magistrat des antipodes pour lui donner un simple avertissement ? En tous cas le déplacement ne serait pas en proportion de la faute commise. Les cours d'appel et les tribunaux supérieurs n'offrent-ils pas d'ailleurs toutes les garanties nécessaires, pour infliger les peines disciplinaires ? Il suffisait sur ce point, comme l'a fait le projet de loi, de modifier quelque peu la procédure actuelle, c'est-à-dire de retirer au pouvoir politique toute ingérence dans la répression.

Il est étrange en effet que l'approbation du gouverneur après avis du Conseil privé soit nécessaire pour rendre exécutoire la censure avec réprimande et la suspension provisoire. Le Conseil privé se composant de hauts fonctionnaires et d'habitants notables de la colonie, c'est là un singulier tribunal pour juger les fautes professionnelles des magistrats. L'intervention de ce tribunal étonne d'autant plus qu'elle a lieu après que le magistrat a été jugé par ses pairs ou par des collègues d'un rang supérieur.

Le projet de loi a donc supprimé cette immixtion du pouvoir politique dans la discipline judiciaire : « Les décisions prononçant la censure simple et la censure avec réprimande sont définitives et exécu-

toires à la seule requête du chef du service judiciaire. »

Pour la suspension provisoire « le renvoi du magistrat à la disposition du ministre des Colonies est ordonné ». Le ministre peut alors renvoyer le magistrat devant la commission chargée de la composition du tableau d'avancement, qui décidera s'il doit être changé d'office, ou le déférer à la Cour de cassation.

Jusqu'ici il n'a été question que des magistrats du siège. Pour ceux du parquet, il ne saurait être question d'inamovibilité ; représentant le gouvernement, ils doivent lui obéir.

Le gouverneur général ou le gouverneur, suivant les cas, continue à prononcer les peines de la censure simple et de la censure avec réprimande, mais « agissant par délégation du ministre des Colonies », et non plus après avis du Conseil privé. Aussi le recours au ministre est-il toujours possible.

Les peines supérieures sont infligées par le ministre.

VII

Remplacement provisoire des magistrats.

Règlements de juges. Renvoi d'un tribunal à un autre.

La question du remplacement provisoire des magistrats est une des plus délicates de la réorganisation de la magistrature coloniale. Les magistrats sont actuellement nommés par le gouverneur ; convient-il de lui laisser cette attribution, tel est le problème.

Pensant que le remplacement provisoire doit être exceptionnel, on peut s'étonner qu'il ait une telle importance. En réalité il est loin d'être rare et c'est très fréquemment que la justice est rendue par des intérimaires. L'insalubrité de nos possessions exige des congés réguliers pour tous les fonctionnaires, congés dont la durée, proportionnée au temps passé par les fonctionnaires dans la colonie, varie de colonie à colonie avec le climat. Comme il n'y a pas plus de magistrats que de postes, un certain nombre de ces derniers doivent être occupés par des intérimaires, si bien que très souvent le magistrat colonial remplit les fonctions du grade supérieur au sien ; il en est d'ail-

leurs capable et jusqu'ici l'inconvénient n'est pas très grand ; mais le nombre des postes ainsi occupés étant considérable (le ministre des Colonies l'a évalué à la tribune du Sénat au tiers ou au quart. Séance du 9 novembre 1911), il en résulte qu'il faut recourir à des personnes étrangères à l'administration judiciaire pour rendre la justice, et ici l'inconvénient est beaucoup plus grave. D'autre part le remplacement par des magistrats d'un grade inférieur offre lui-même prise à la critique, par suite de la façon dont il fonctionne. Les magistrats intérimaires ne sont pas en effet désignés à l'avance par la loi ou les décrets (les justiciables auraient alors leurs juges naturels) mais par le gouverneur, qui pour chaque poste vacant fait une désignation spéciale. Il n'est pas tenu de prendre le magistrat de grade immédiatement inférieur et peut même pour les colonies autres que la Martinique, la Guadeloupe et la Réunion nommer des intérimaires ne remplissant pas les conditions d'âge ni de capacité exigées des titulaires.

En présence de ces faits, on peut se demander comme le fait M. Assaud dans son rapport (1) « si l'immixtion du gouverneur dans l'administration de

1. Commission extraparlamentaire de réforme de la magistrature coloniale. Rapport présenté par M. Assaud, Conseiller à la Cour d'appel de Paris, au nom de la sous-commission, nommée en séance plénière le 7 juillet 1909, en vue d'établir le programme des questions à traiter.

la justice sous cette forme inquiétante de l'exercice du droit d'investiture provisoire des magistrats se justifie encore aujourd'hui comme en 1825, ou si, en l'an 1909, les raisons déterminantes du Roi ne comportent pas plutôt, pour la République, des déterminations contraires ».

En sens inverse, M. le sénateur Chautemps, envisageant le nombre et la durée des intérimis, conclut que le pouvoir de choisir des intérimaires équivaut à nommer à des fonctions, ce qui est une prérogative du pouvoir souverain et qu'il est naturel de conférer cette attribution au gouverneur qui est aux colonies le délégué du pouvoir souverain (Sénat : Séance du 9 novembre 1911).

Le projet de loi, tenant compte de cette observation, a décidé que la désignation des intérimaires serait faite par le ministre des Colonies mais seulement pour les durées supérieures à trois mois. Il ne faut pas oublier en effet que, si les nominations sont faites par le pouvoir souverain, elles ne le sont pas pour des affaires déterminées, ce qui arriverait si les intérimaires étaient désignés par lui pour des périodes inférieures à trois mois ; ce serait substituer à la justice régulière, la justice par commission.

L'avantage de donner au ministre le droit de faire de telles désignations consiste en ce que son choix ne sera pas limité comme celui du gouverneur ; il pourra choisir dans une autre colonie un intérimaire

présentant toutes garanties d'impartialité et réunissant les conditions d'aptitude exigées des titulaires. A quoi servirait en effet d'exiger toutes les garanties nouvelles que nous avons envisagées au sujet du recrutement de la magistrature coloniale, si la justice doit être rendue en maintes circonstances par des juges d'occasion, désireux certes de bien faire, mais n'ayant que de rudimentaires connaissances du droit.

La meilleure solution serait certainement de constituer une relève, permettant de remplacer automatiquement les magistrats, ainsi que l'a proposé M. Assaud dans son rapport. Ce serait la copie de ce qui se fait pour l'armée coloniale. Il y aurait toujours en France une certaine quantité de magistrats prêts à partir remplacer aux colonies leurs collègues venant en congé. La relève serait, comme le recrutement, organisée par groupements de colonies, de telle sorte que le magistrat allant prendre son service ne pût être envoyé que dans un pays dont il connaîtrait parfaitement les mœurs et les coutumes.

Malheureusement la répercussion financière qu'entraînerait cette mesure s'y oppose. Même en généralisant le principe de l'unicité en première instance, de la trinité en appel, cette réforme augmenterait dans de grandes proportions la dépense nécessaire à l'entretien de la magistrature coloniale.

Aussi le projet de loi n'organise-t-il pas cette relève ; dans le rapport seulement il y est fait allusion :

« Il appartiendra au Département des Colonies de réaliser, avec la vigilance et l'énergie nécessaires, soit une augmentation du personnel en rapport avec les nécessités du service dans chaque colonie, soit un système ingénieusement conçu de relève fractionnée par groupement de colonies. »

La constitution de cette relève offrant des difficultés pratiques de réalisation, et la nomination des intérimaires par le gouverneur présentant les inconvénients que nous avons examinés plus haut, pourquoi les désignations ne seraient-elles pas faites par le chef du service judiciaire, qui semble tout indiqué pour remplir cette fonction ? Quant à lui, son propre remplaçant serait désigné soit par la loi, soit par le gouverneur ou le gouverneur général dans les colonies constituées en groupe.

Ce moyen serait simple, mais le chef du service judiciaire, magistrat du parquet, est l'homme du Gouvernement ; il n'offre pas de suffisantes garanties d'indépendance pour que la loi lui donne le droit de composer à son gré le tribunal devant lequel comparaitra l'accusé qu'il poursuit. C'est lui qui engage en effet la poursuite ; il pourrait donc dans une affaire déterminée, dans une affaire où il est partie, choisir son juge. Aussi le droit de désigner les intérimaires ne peut-il être accordé au chef du service judiciaire.

Comment donc les choses se passent-elles en France en cas d'insuffisance de magistrats ? Pour les

fonctions du ministère public, c'est le procureur général qui délègue un substitut ou un juge suppléant. Pour les fonctions du siège c'est le premier président qui désigne un juge suppléant (article 6 de la loi du 30 août 1883, modifié par la loi du 19 avril 1898).

C'est encore le premier président qui choisit le conseiller qui présidera les assises et les deux assesseurs, sur les réquisitions du procureur général.

On ne peut étendre ce procédé, il est vrai, aux colonies, puisque les fonctions de premier président n'y existent pas ; d'autre part, donner les mêmes droits au président de la cour, ce serait, en cas de désaccord entre le président et le procureur général, permettre à l'inférieur de tenir en échec son supérieur.

Quel inconvénient y aurait-il alors à donner à la cour elle-même le droit de désigner les intérimaires. On ne peut plus objecter qu'on met en échec l'autorité du chef du service judiciaire. Ce dernier est bien le supérieur de chacun des membres de la cour, mais non de la cour elle-même. Par suite il est très admissible que ce soit lui qui propose et elle qui dispose. Dans toutes les affaires, les choses ne se passent-elles pas d'ailleurs de cette façon ? La cour ne se prononce pas toujours dans le sens des réquisitions du procureur général et cependant l'autorité de celui-ci n'en est en rien diminuée.

C'est à ces solutions que s'est arrêté le projet de

loi. Il est pourvu au remplacement du chef du service judiciaire par le ministre des Colonies et provisoirement, en cas d'extrême urgence, par le gouverneur ou le gouverneur général dans les colonies constituées en groupe. Pour le remplacement des autres magistrats du parquet les intérimaires sont désignés par le chef du service judiciaire.

En ce qui concerne le siège, les intérimaires sont désignés par arrêté du ministre si l'absence du magistrat doit durer plus de trois mois. Mais pour les intérimaires de moins de trois mois ou en attendant la désignation du ministre lorsqu'une vacance vient à se produire, il est pourvu à leur remplacement, sur les propositions du chef du service judiciaire, par la cour ou le tribunal supérieur. Afin de simplifier, d'éviter la mise en marche de ce rouage un peu compliqué, la désignation est faite par le président de la cour seul, s'il est d'accord avec le procureur général.

On pourrait craindre de mettre ainsi le président de la cour dans un singulier embarras vis-à-vis de son chef hiérarchique : « Proposer, pour un procureur général, c'est ordonner », a dit M. le sénateur Knight (Sénat, séance du 9 novembre 1911) ; il faut espérer que l'inamovibilité donnera au président l'indépendance nécessaire pour ne pas se croire obligé de toujours approuver les propositions du chef du service judiciaire, et que cette mesure constituera une nouvelle garantie pour les justiciables.

Enfin il fallait bien envisager la nécessité de faire appel, par pénurie de magistrats, au concours de fonctionnaires pris en dehors du service judiciaire. Il est évident qu'on ne peut distraire ces derniers de leur service qu'avec l'assentiment du gouverneur ou du gouverneur général, dans les colonies constituées en groupe, puisqu'il est leur chef. D'après le projet de loi il semble que la procédure employée sera la même ; elle ne nécessitera en plus que l'assentiment du gouvernement. De grosses difficultés d'application pourront en résulter : le gouverneur refusera peut-être son assentiment aussi longtemps que le fonctionnaire qu'il désire voir remplir l'intérim ne sera pas désigné et épuisera ainsi le choix de la cour.

Une plus grande précision sur ce point aurait été nécessaire : soit que la cour désignât par exemple trois fonctionnaires, le gouverneur choisissant l'un d'eux, ou que le gouverneur donnât à choisir à la cour parmi trois fonctionnaires.

A la question du remplacement provisoire des magistrats est étroitement liée celle des règlements et des renvois d'un tribunal à un autre pour cause de sûreté publique ou de suspicion légitime.

En Francesi deux tribunaux de simple police sont saisis de la connaissance de la même contravention ou de contraventions connexes, c'est le tribunal de première instance lorsqu'ils ressortissent au même,

qui règle de juges, et la cour d'appel s'ils ressortissent à des tribunaux différents.

Si deux juges d'instruction ou deux tribunaux de première instance, établis dans le ressort de la même cour d'appel, sont saisis de la connaissance du même délit ou de délits connexes, c'est la cour qui règle de juges.

Enfin lorsque des cours, tribunaux ou juges d'instruction ne ressortissant point les uns aux autres, sont saisis de la connaissance du même délit ou des délits connexes, ou de la même contravention, c'est la Cour de cassation qui règle de juges (Articles 526 et 540 du Code d'Instruction criminelle).

En matière civile on retrouve les mêmes dispositions (Article 363 du Code de procédure civile).

Les règlements de juges sont donc confiés uniquement aux tribunaux de l'ordre judiciaire. Il en est même encore ainsi lorsqu'un tribunal militaire ou maritime, ou un officier de police militaire ou tout autre tribunal d'exception est saisi de la connaissance du même délit ou de délits connexes, ou de la même contravention, qu'une Cour d'appel ou d'assises, un tribunal de première instance de police ou un juge d'instruction. En pareil cas c'est la Cour de cassation qui est appelée à se prononcer (Article 527 du Code d'Instruction criminelle).

Aux colonies c'est le Conseil privé qui, comme Conseil du contentieux administratif, règle de juges (Ar-

ticle 179 de l'ordonnance du 9 février 1827 ; article 168 de l'ordonnance du 27 août 1828 ; décret du 5 août 1881).

N'est-il pas étrange qu'à notre époque un conseil administratif puisse infirmer l'opinion d'un tribunal ou d'une cour. Il est vrai que deux magistrats nommés au commencement de chaque année et pour sa durée par arrêté du gouverneur, sont adjoints au Conseil privé lorsqu'il siège comme Conseil du contentieux administratif. Mais ce Conseil ne doit pas pour cela être assimilé à un tribunal judiciaire puisque les membres non magistrats y restent en majorité et que le président, qui a voix prépondérante en cas de partage, en est soit le gouverneur, soit le fonctionnaire qui vient immédiatement après lui dans l'ordre hiérarchique (Article 1^{er} du décret du 5 août 1881). Un tel conseil ne semble guère qualifié pour prononcer souverainement et sans appel sur des difficultés de compétence et de juridiction surgissant entre des tribunaux ou des cours.

Examinons maintenant les renvois d'un tribunal à un autre pour cause de sûreté publique ou de suspension légitime.

Dans la métropole, c'est la Cour de cassation qui renvoie la connaissance d'une affaire d'une cour d'appel ou d'assises à une autre, d'un tribunal correctionnel ou de police à un autre tribunal correctionnel ou de police, d'un juge d'instruction à un autre juge d'ins-

truction, pour cause de sûreté publique ou de suspicion légitime (Article 542 du Code d'Instruction criminelle). C'est même là une de ses attributions les plus délicates. Les cas de suspicion légitime n'étant pas limitativement énoncés par la loi, mais laissés à son appréciation, elle doit se demander pour rendre son arrêt, si les parties ont des raisons de douter de l'impartialité de leurs juges. On voit combien un tribunal qui statue sur des tels faits doit être impartial.

La Cour de cassation est des mieux qualifiée pour remplir ce rôle : elle est composée d'hommes ayant un passé judiciaire qui répond d'eux ; par l'étendue même de son ressort elle est appelée à statuer sur des demandes de renvoi que le plus souvent chacun de ses membres ignorait avant l'audience ; enfin et surtout elle n'a aucun lien avec le pouvoir politique.

Aux colonies c'est le Conseil privé qui sur ce point remplit le rôle de la Cour de cassation (Ordonnance du 24 février 1828, article 71).

Le pouvoir politique a donc dans nos possessions d'outre-mer le droit de retirer à un accusé ses juges naturels et de le faire comparaître devant les juges de son choix. Il poursuit, il est partie au procès, et il choisit ses juges. C'est la plus flagrante confusion des pouvoirs qu'on puisse imaginer.

Il est vraiment temps que ces pouvoirs des gouverneurs et des conseils privés soient abrogés. Le projet de loi les supprime, ne faisant en cela qu'éten-

dre à toutes les colonies ce qui existait déjà pour certaines : les dispositions du Code d'Instruction criminelle ont en effet été rendues applicables dans l'Inde par décret du 12 juin 1883 et en Cochinchine par arrêté du gouverneur du 21 décembre 1864, sauf les modifications du décret du 25 juillet 1864.

Au sujet de cette séparation si nécessaire des pouvoirs, une mesure était encore à prendre. Les chefs du service judiciaire ne peuvent correspondre directement avec le ministre des Colonies, mais seulement par l'intermédiaire du gouverneur ; or le droit de correspondance directe est nécessaire à l'indépendance de la justice.

Cette obligation de passer par l'intermédiaire du gouverneur remonte à un temps où les communications étaient lentes et difficiles ; ce temps n'étant plus, il convient que les gouverneurs cessent d'être des potentats aussi absolus. Cependant on ne doit pas non plus oublier qu'ils sont « les dépositaires des pouvoirs de la République française ».

Le projet de loi approuvant cette réforme et tenant compte de cette objection, a donné aux chefs du service judiciaire le droit de correspondre directement avec le ministre, mais stipule qu'ils ne pourront adresser leurs rapports au ministre qu'après les avoir communiqués aux gouverneurs.

DEUXIÈME PARTIE

LES JURIDICTIONS. LEUR COMPOSITION LEUR COMPÉTENCE

CHAPITRE PREMIER

Organisation judiciaire des Antilles et de la Réunion.

L'organisation judiciaire des Antilles et de la Réunion se rapproche beaucoup de celle de la métropole : elle est réglée par la loi ; les tribunaux de première instance siègent à trois juges et les cours d'assises fonctionnent avec l'assistance du jury.

Cour d'appel. — Il existe une cour d'appel dans chacune des trois colonies, à Fort-de-France (Martinique), Basse-Terre (Guadeloupe), Saint-Denis (Réunion). Ces cours d'appel ont la même compétence que celles de la métropole. Leurs arrêts sont cependant rendus par trois membres seulement, en audience ordinaire et cinq en audience solennelle.

En audience solennelle elles connaissent des recours en annulation formés contre les jugements rendus en dernier ressort par les juges de paix.

Les arrêts, à l'exception de ceux rendus sur les recours en annulation, sont susceptibles de pourvoi en cassation.

Chacune des cours d'appel comprend un président et cinq conseillers, ainsi qu'un greffier et des commis-greffiers.

Les fonctions du ministère public sont remplies par un procureur général assisté d'un substitut (Loi du 13 avril 1890 et loi de finances du 31 mars 1903, article 79).

Cours d'assises. — Les cours d'assises, au nombre de cinq, ont leur siège à Fort-de-France (Martinique); Basse-Terre et Pointe-à-Pitre (Guadeloupe); Saint-Denis et Saint-Pierre (Réunion).

Elles ont la même organisation et la même compétence que celles de la métropole (Lois du 27 juillet 1880, 12 avril 1892 et du 14 mars 1903).

Tribunaux de première instance. — Les tribunaux de première instance, également au nombre de cinq, ont leur siège dans les mêmes villes que les cours d'assises.

En matière correctionnelle et commerciale ils ont la compétence des tribunaux de première instance de la métropole, en matière civile ils jugent en dernier ressort les affaires mobilières jusqu'à 2.000 francs et

les affaires immobilières jusqu'à 200 francs de revenu.

Chacun se compose d'un président, de deux juges au moins, d'un juge suppléant, d'un procureur de la République et de son substitut, enfin d'un greffier et d'un commis-greffier.

A Fort-de-France il existe deux juges suppléants (D. du 30 juillet 1903).

Justices de paix à compétence ordinaire. — La Martinique possède actuellement sept justices de paix à compétence ordinaire, qui ont leur siège à Fort-de-France, Lamentin, Saint-Esprit, Diamant, Marin, Basse-Pointe et Trinité; il en existait deux autres à Fort-Saint-Pierre et à Saint-Pierre-Mouillage que le décret du 2 septembre 1902 a supprimées provisoirement.

A la Guadeloupe nous trouvons huit justices de paix à compétence ordinaire, à Basse-Terre, Capesterre, Pointe-Noire, Pointe-à-Pitre, Lamentin, Port-Louis, Moule et Saint-François.

La Réunion n'en possède plus que cinq depuis le décret du 5 mai 1906; elles ont leur siège à Saint-Denis, Saint-André, Saint-Paul, Saint-Pierre et Saint-Louis. La loi du 15 avril 1890 exigeait une loi pour modifier l'organisation judiciaire des Antilles et de la Réunion, mais la loi du 27 mars 1905 a autorisé la réduction du nombre des justices de paix par décret.

Les juges de paix connaissent des affaires civiles en dernier ressort jusqu'à 250 francs et à charge

d'appel jusqu'à 500 francs (Décret du 16 août 1854).

En matière répressive ils peuvent infliger des peines allant jusqu'à quinze jours de prison et 100 francs d'amende (Loi du 8 janvier 1877).

Chacun de ces tribunaux de paix se compose d'un juge de paix, d'un ou deux juges suppléants et d'un greffier.

Justices de paix à compétence étendue. — Il existe trois justices de paix à compétence étendue dans nos vieilles colonies, toutes trois dans les dépendances de la Guadeloupe. Elles ont été instituées par les décrets du 17 avril 1884 et du 25 novembre 1890 à Marie-Galante, Saint-Martin et Saint-Barthélemy en remplacement des tribunaux de première instance y existant.

Leur compétence est celle des tribunaux de première instance.

Chacune se compose d'un juge de paix et d'un greffier. Un fonctionnaire désigné par le Gouvernement remplit les fonctions du ministère public.

CHAPITRE II

Colonies possédant une Cour d'appel

I

Indo-Chine

§ 1. — LA COUR D'APPEL

Nous trouvons d'abord une Cour d'appel comprenant quatre Chambres.

La première Chambre, siégeant à Saïgon, habituellement présidée par le président de la Cour connaît de l'appel des décisions rendues par les tribunaux de première instance de la Cochinchine, du Cambodge et d'une partie du Laos, statuant en matière française civile, commerciale ou correctionnelle.

La deuxième Chambre siégeant à Saïgon, présidée par un vice-président, est plus spécialement chargée des affaires civiles et commerciales entre indigènes et aussi des affaires correctionnelles indigènes de la Cochinchine, du Cambodge et d'une partie du Laos (Décret du 17 mai 1895, art. 24, 25 et 26. Décret du

1^{er} décembre 1902, art. 9. Arrêté du Gouverneur général de l'Indo-Chine du 18 février 1903).

La troisième Chambre siégeant à Hanoï connaît de l'appel des décisions des tribunaux français du Tonkin, de l'Annam, d'une partie du Laos et de Quang-Tchéou-Wan (Décret du 8 août 1898. Décret du 1^{er} décembre 1902, art. 9. Arrêté précité en ce qui concerne le Laos. Arrêté du 27 janvier 1900, art. 18, pour Quang-Tchéou-Wan).

La quatrième Chambre siégeant à Hanoï, instituée par le décret du 31 août 1905, connaît exclusivement de l'appel des affaires indigènes précédemment soumises à la Commission d'appel, qu'avait organisée le décret du 1^{er} novembre 1901. Elle se compose d'un vice-président et de deux conseillers, et juge avec l'assistance obligatoire de deux mandarins ayant voix délibérative et nommés par arrêté du gouverneur général.

Il y a deux Chambres d'accusation, l'une siégeant à Saïgon, l'autre siégeant à Hanoï. Leurs attributions respectives sont déterminées par les décrets des 17 mai 1895 (article 64 et suivants) et 31 août 1905 (article 16 et suivants).

Il existe à la Cour d'appel de l'Indo-Chine une Chambre d'annulation devant laquelle peuvent être attaqués les jugements rendus en dernier ressort par les tribunaux de simple police et les tribunaux de première instance jugeant en matière indigène (Dé-

cret du 17 mai 1895, articles 28 et 30. Décret du 8 août 1898 article 3. Décret du 1^{er} décembre 1902, article 10).

Cette Chambre est formée de la Cour réunie en audience solennelle. Ses arrêts devaient être autrefois rendus par sept membres au moins (article 30 du décret du 17 mai 1895) ; il suffit maintenant de cinq membres (article 9 du décret du 16 octobre 1896).

Les autres Chambres ne rendent leurs arrêts qu'à trois membres ; cette règle ne souffre d'exception que pour les appels formés contre les jugements de la première Chambre du tribunal de Saïgon : la Cour doit alors être composée de cinq membres au moins.

A la tête de la Cour d'appel de l'Indo-Chine est un procureur général, chef du service judiciaire.

Des décrets de 1895 de 1896 et du 31 août 1905 il résulte que le parquet de la Cour se compose en outre de quatre avocats généraux, de trois substituts et de deux attachés. Le siège est formé d'un président, de trois vice-présidents et de quatorze conseillers. Un greffier en chef et des commis-greffiers complètent le personnel de la Cour.

§ 2. — COURS CRIMINELLES

Il existe des cours criminelles à Saïgon, Mytho, Vinh-Long, Long-Xuyen, Pnom-Penh, Hanoï.

La Cour de Saïgon est différemment composée,

selon que les crimes sont commis par des indigènes, ou bien par des Européens ou assimilés.

Si les accusés sont des annamites ou asiatiques et assimilés, la Cour se compose de trois conseillers dont l'un préside et de deux assesseurs indigènes choisis par la voie du sort sur une liste de vingt notables (Décret du 17 mai 1895, chapitre II). La compétence de la Cour criminelle de Saïgon ne s'étend alors que sur une partie de la Cochinchine ; les Cours de Mytho, Vinh-Long, et Long-Xuyen, ayant une compétence semblable dans les autres parties de la colonie.

Pour les crimes commis par des Français ou d'autres Européens et assimilés (toutes les personnes autres que celles désignées par l'arrêté du Gouverneur de la Cochinchine du 23 août 1871) la Cour de Saïgon a une constitution différente et une compétence territoriale plus étendue (Décret du 25 décembre 1896). Aux trois magistrats ci-dessus indiqués sont adjoints quatre assesseurs désignés par la voie du sort sur une liste de soixante notables français ; et cette Cour est seule compétente pour les crimes commis par les Européens ou assimilés dans toute l'étendue de la Cochinchine, au Cambodge (art. 37 du décret du 17 mai 1895), et dans une partie du Laos (article 13 du décret du 1^{er} décembre 1902).

A Mytho, à Vinh-Long (D. du 17 mai 1895, art. 45) et à Long-Xuyen (D. du 16 octobre 1896 art. 10) la

composition, le fonctionnement, et la compétence des Cours criminelles sont sensiblement les mêmes que ceux de la Cour criminelle de Saïgon, siégeant en matière indigène. La seule différence consiste en ce que, au lieu de trois conseillers, il n'y a qu'un conseiller qui préside, assisté du juge-président du lieu et d'un magistrat désigné par le président de la Cour d'appel, pris parmi les juges-présidents, les juges, les lieutenants de juge ou juges suppléants.

A Pnom-Penh (nous sommes au Cambodge, pays de protectorat), la Cour criminelle se compose de trois magistrats du même grade que ceux de Mytho, Vinh-Long, et Long-Xuyen, et de deux assesseurs choisis par la voie du sort sur une liste de vingt notables cambodgiens (D. du 6 mai 1898). Elle connaît des crimes commis au Cambodge par les Cambodgiens au préjudice d'un étranger à quelque nationalité qu'il appartienne et par des étrangers quelconques autres que les Français et assimilés au préjudice de Cambodgiens ou d'Annamites ou Asiatiques assimilés.

A Hanoï, la Cour criminelle connaît de tous les crimes commis sur les territoires urbains de Hanoï, Haiphong et Tourane, quelle que soit la nationalité ou l'origine des accusés (D. du 1^{er} décembre 1902). Elle connaît aussi de tous les crimes commis par les Européens, les étrangers ou assimilés, par les indigènes de Cochinchine ou par les sujets annamites de

complicité avec ceux-ci ou à leur préjudice, au Tonkin, en Annam, dans la partie du Laos pour laquelle n'est pas compétente la Cour criminelle de Saïgon (articles 13 et 15 du décret précité) et sur le territoire de Quang-Tchéou-Wan (arrêté du gouverneur général du 27 janvier 1900).

Jusqu'en 1905 la Cour criminelle d'Hanoï était pour toutes les affaires uniformément composée de trois conseillers, ceux de la troisième Chambre de la Cour d'appel, auxquels étaient adjoints quatre assesseurs français désignés par la voie du sort sur une liste de cinquante notables.

Ainsi, alors que la Cour criminelle spéciale de Saïgon, composée de trois magistrats et de quatre assesseurs français ne juge que les accusés français et assimilés de la Cochinchine et du Cambodge, la Cour criminelle d'Hanoï, composée d'assesseurs français, jugeait tous les accusés quelle que soit leur nationalité ou leur origine, pourvu bien entendu qu'ils fussent justiciables des tribunaux français. Alors qu'en Cochinchine on avait appelé les indigènes à juger les crimes commis par d'autres indigènes, au Tonkin, en Annam, au Laos, pays de protectorat, et même à Quang-Théou-Wan, où les indigènes ne sont justiciables des tribunaux français que lorsqu'ils habitent une concession française, considérée comme pays français ou lorsqu'ils commettent des crimes au préjudice de Français et assimilés, on n'avait pas créé

pour eux de Cour criminelle composée d'assesseurs indigènes (Annamites). Peut-être avait-on craint de faire juger par des Annamites les assimilés aux indigènes, c'est-à-dire les Asiatiques étrangers, par exemple les Chinois, les Siamois.

Le traité de 1884 passé avec le roi d'Annam nous ayant conféré le pouvoir de juger les étrangers en même temps que nos nationaux, nous avons pensé qu'il valait mieux faire juger ces étrangers par des juges français.

Nous avons sans doute aussi préféré, pour juger les Laotiens, les habitants chinois de Quang-Tchéou-Wan, même les Annamites de l'Annam, des assesseurs français à des Annamites du Tonkin.

Le décret du 17 décembre 1905 a modifié les conditions du fonctionnement de la Cour criminelle de Hanoï. Désormais, lorsqu'elle juge des accusés annamites, asiatiques ou assimilés, elle se compose encore de trois conseillers de la Cour d'appel, mais à ceux-ci sont adjoints deux assesseurs annamites, désignés par la voie du sort sur une liste de trente notables.

§ 3. — JURIDICTIONS DU PREMIER DEGRÉ

Ce sont d'abord des tribunaux de première instance ; il en existe à Saïgon, Hanoï, Haïphong, Mytho, Vinh-Long, Bentré, Travinh, Chaudoc, Long-

Xuyen (D. du 16 octobre 1896), Cantho, Soctrang, Pnom-Penh.

A Saïgon le tribunal comprend deux Chambres, la première statuant en matière française, composée de trois juges, la seconde statuant en matière indigène, à juge unique. Comme membres du tribunal, nous trouvons un président, un vice-président, trois juges, deux juges suppléants, un procureur de la République et un substitut (D. du 17 mai 1895).

Les autres tribunaux n'ont qu'un juge-président, un lieutenant de juge faisant fonctions de juge d'instruction, un juge suppléant et un procureur de la République. A Pnom-Penh il n'y a même pas de lieutenant de juge (D. du 8 novembre 1889, article 5, et D. du 17 mai 1895, article 155).

Les tribunaux de première instance connaissent de toutes les affaires où un Européen est en cause. Ils ont la même compétence que les tribunaux d'arrondissement de la métropole.

Après ces tribunaux viennent les justices de paix à compétence étendue, composées d'un juge de paix et d'un juge suppléant. Leur compétence est la même que celle des tribunaux de première instance.

En Cochinchine il en existe à Tay-Ninh (D. du 17 mai 1895, art. 6), Bien Hoa, Bac-Lieu, Roch-Gia (D. du 16 octobre 1896) et Baria (D. du 10 novembre 1903).

Contrairement à ce que l'on pourrait supposer, ce

n'est pas toujours dans les ressorts les plus occupés que se trouvent les tribunaux, et dans les moins importants que sont les justices de paix.

On comprend que Mytho, Vinh-Long, Long-Xuyen, Pnom-Penh, sièges de Cours criminelles, soient érigés en tribunaux avec adjonction d'un magistrat du ministère public, mais le fait étonne de voir un tribunal à Soctrang, alors que Bac-Lieu n'a qu'une justice de paix. D'autre part certaines provinces de la Cochinchine comme Go-Cang, Tanau, Saede, Thu-Dau-Mot, très riches et très étendues, n'ont pas de tribunaux. Elles sont bien rattachées à des tribunaux, mais ceux-ci se trouvent à une telle distance que les justiciables n'y ont pas recours.

Dans l'île de Poulo-Condore les fonctions de juge de paix à compétence étendue sont remplies par le directeur du pénitencier (D. du 17 mai 1895, art. 17).

En Annam il existe une justice de paix à compétence étendue à Tourane (D. du 25 mars 1899).

Au Tonkin il y en a une à Nam-Dinh (D. du 14 octobre 1904).

Partout ailleurs ce sont les administrateurs du Tonkin, de l'Annam, du Laos et du Cambodge, qui remplissent les fonctions de juge de paix à compétence étendue (D. du 1^{er} décembre 1902, article 2).

A Quang-Tchéou-Wan ces fonctions sont dévolues à l'administrateur-adjoint (Arrêté du 27 janvier 1900, articles 16 à 18).

Ces tribunaux sont compétents dans l'étendue de leur ressort en matière civile ou commerciale, toutes les fois qu'un Européen, un sujet français ou un étranger quelconque, est partie ou en cause.

Ils le sont également pour les affaires civiles ou commerciales entre indigènes lorsque ceux-ci réclament cette juridiction (D. du 1^{er} décembre 1902, art. 1).

En matière répressive ils connaissent de tous les délits ou contraventions commis par les Européens ou assimilés.

Auprès de chacun de ces tribunaux il n'existe pas de procureur de la République ; quel est donc le fonctionnaire chargé de le remplacer ?

Le décret du 17 mai 1895 (art. 9) avait confié les fonctions du ministère public près la justice de paix à compétence étendue de Tay-Ninh à un agent de l'administration désigné annuellement par le gouverneur général sur la présentation du procureur général. Le droit de se porter partie principale en matière civile avait été réservé (article 10) au procureur de la République de Saïgon. Le même décret avait omis (article 17) de faire connaître qui remplirait les fonctions du ministère public à la justice de paix à compétence étendue de Poulo-Condore. Celui du 16 octobre 1896 décida (art. 5) que la présence d'un officier du ministère public n'était pas obligatoire devant cette juridiction, et indiqua (art. 6) quels étaient

les magistrats qui avaient le droit de se porter partie principale devant les tribunaux de paix qui furent alors créés (Bien-Hoa, Rach-Gia, Bac-Lieu).

L'année suivante l'article 5 de ce décret fut déclaré applicable à toutes les justices de paix existant alors. Par suite, les fonctions du ministère public furent partout supprimées, sans préjudice du droit qui appartient au procureur général de déléguer un magistrat du ressort de la Cour d'appel pour remplir ces fonctions auprès de ces juridictions (D. du 12 juillet 1897, article 1^{er}).

Quand le décret du 25 mars 1899 institua la justice de paix à compétence étendue de Tourane, il décida (article 8) que le droit de se porter partie principale devant cette juridiction était réservé au résident de la province.

Puis les décrets du 10 novembre 1903 et du 14 octobre 1904 créèrent les justices de paix à compétence étendue, le premier de Baria, le second de Nam-Dinh. On omit d'y indiquer qui aurait le droit de se porter partie principale. La même omission se constate pour la justice de paix à compétence étendue de Quang-Tchéou-Wan.

Le décret du 6 mai 1898 organisant les tribunaux résidentiels du Cambodge resta de même muet sur ce point.

Le décret du premier décembre 1902, organisant la justice au Tonkin, en Annam et au Laos, dispose

(art. 3) que le droit de se porter partie principale dans les tribunaux de province est réservé à un agent de l'administration désigné par le gouverneur général sur la présentation du procureur général. Cette disposition peut évidemment s'appliquer aux justices de paix de Tourane et de Nam-Dinh, aux tribunaux résidentiels du Tonkin, de l'Annam et du Laos, mais pas à la justice de paix de Baria (Cochinchine), ni aux tribunaux résidentiels du Cambodge.

Dans la pratique, pour obvier à ces lacunes, le procureur général, interprétant largement le décret du 12 juillet 1897, saisit ces juridictions par voie de réquisitions écrites ou d'assignations données en son nom.

§. 4. — JUSTICES DE PAIX A COMPÉTENCE ORDINAIRE

Il n'y a dans toute l'Indo-Chine qu'une justice de paix à compétence ordinaire, celle de Saïgon.

Partout ailleurs les juges-présidents et les juges de paix à compétence étendue, ainsi que les résidents en faisant fonctions, remplissent les fonctions des juges de paix de la métropole et statuent en dernier ressort sur toutes les matières civiles et de simple police, qui sont en France de la compétence des juges de paix.

Créée par le décret du 15 mars 1875, la justice de paix de Saïgon a la même compétence qu'une justice de paix de la métropole.

§ 5. — JURIDICTIONS INDIGÈNES

En Cochinchine il n'existe pas de juridictions indigènes. Les indigènes et assimilés sont justiciables des tribunaux français, qui leur appliquent la législation annamite (D. du 25 mai 1881).

En Annam, au Tonkin et au Laos, les juridictions indigènes ont au contraire subsisté (D. du 1^{er} novembre 1901). Les notables des communes y remplissent le rôle de nos juges de paix. Au-dessus on trouve le tri-phu ou tri-huyen qui juge en premier ressort et l'an-sat qui juge en appel. Ces tribunaux appliquent la législation annamite sauf en ce qui concerne les supplices précédant la peine de mort et les châtiments corporels. Les premiers sont supprimés et les seconds remplacés par l'emprisonnement (Décret du 1^{er} novembre 1901 et du 31 août 1905).

Il est à remarquer que dans la coutume annamite le droit civil et le droit pénal se confondent. Toute affaire civile devient pénale, si la partie qui a succombé ne se soumet pas à la sentence.

Voyons maintenant la compétence des tribunaux indigènes.

En matière civile et commerciale, des articles 1 et 2 du décret du 1^{er} décembre 1902, il résulte que les tribunaux indigènes ne sont compétents que dans les procès où des indigènes seulement se trouvent en

présence. En outre (article 8 du même décret) dans les territoires urbains de Hanoï, Haïphong et Tourane, les tribunaux français sont seuls compétents, quelle que soit la nationalité ou l'origine des parties en cause. Il en est de même pour le territoire urbain de Nam-Dinh (D. du 14 octobre 1904). Enfin les indigènes peuvent toujours réclamer la juridiction française.

En matière criminelle les tribunaux indigènes ne sont compétents également que si des indigènes seuls sont mêlés à l'affaire (auteurs, complices et victimes) et encore en dehors des territoires urbains de Hanoï, Haïphong et Nam-Dinh.

A côté de ces tribunaux nous trouvons encore les tribunaux mixtes, qui se composent du résident, du chef indigène de la province et de l'an-sat et qui connaissent de tous les faits de rébellion ou complicité de rébellion des indigènes.

L'appel des jugements rendus par les tribunaux indigènes est porté devant la quatrième Chambre de la Cour d'appel. Celle-ci, composée d'un vice-président et de deux conseillers, juge avec l'assistance obligatoire de deux mandarins ayant voix délibérative (D. du 31 août 1905).

Il existe en outre en Annam et au Tonkin une juridiction spéciale, chargée de réprimer les crimes et les délits intéressant la sécurité du protectorat et commis par des sujets annamites ou assimilés. Cette juridiction d'exception, la Commission criminelle,

composée du résident, d'un magistrat et d'un capitaine (D. du 15 septembre 1896 et du 14 avril 1906) doit pour fonctionner être saisie par un arrêté spécial du gouverneur général.

A Quang-Tchéou-Wan, les juridictions indigènes ont été organisées par l'arrêté du gouverneur général du 27 janvier 1900, titre V. Le Conseil des notables remplit à l'égard des indigènes l'office de juge de paix. En matière de police il connaît de toutes les contraventions ou délits entraînant la peine de l'amende et autres peines admises par les coutumes locales, mais il ne peut condamner à la prison.

Au-dessus nous trouvons dans chaque circonscription administrative un tribunal mixte composé de l'administrateur-adjoint, président, et de deux assesseurs indigènes, choisis parmi les notables par l'administrateur du territoire.

Ce tribunal mixte connaît de toutes les contraventions de police passibles d'emprisonnement et des infractions correctionnelles et criminelles commises par les indigènes. Il est tribunal d'appel du Conseil des notables. Comme lui, il juge suivant le droit indigène et se conforme aux coutumes, usages et règlements locaux.

Au Cambodge les juridictions indigènes diffèrent sensiblement de celles de l'Annam, du Tonkin et du Laos.

Ce sont d'abord les chefs de village et les gouver-

neurs de province qui rendent la justice. Au-dessus vient le tribunal royal de première instance dont le siège est à Pnom-Penh, puis le Conseil des ministres qui en est le tribunal d'appel, enfin le roi qui est le juge suprême.

Du décret du 6 mai 1898 il résulte que ces juridictions ne sont compétentes que si des Cambodgiens seuls sont en cause.

§ 6. — INDIGÉNAT

L'Indigénat est un régime en vertu duquel certaines infractions spéciales aux indigènes peuvent être punies disciplinairement.

En Annam et au Tonkin le gouverneur général peut, d'après les décrets du 5 février 1897 et 11 octobre 1904, par arrêtés pris en Commission du Conseil supérieur sur la proposition du résident supérieur compétent et l'avis conforme du procureur général, prononcer l'internement des indigènes non justiciables des tribunaux français et le séquestre de leurs biens pour certaines infractions : insurrections, troubles politiques graves, manœuvres susceptibles de compromettre la sécurité publique. Sur le territoire des villes de Hanoï et de Haïphong, depuis l'arrêté du gouverneur général du 28 août 1909, ce sont les tribunaux ordinaires qui sont compétents pour ces infractions.

En Cochinchine, le régime de l'indigénat a été supprimé par le décret du 6 janvier 1903.

Ce décret a cependant maintenu les infractions spéciales aux indigènes dont la détermination est faite par arrêté du gouverneur général. Elles sont punies des peines de simple police, mais celles-ci sont appliquées par les tribunaux ordinaires.

Il n'y a d'exception que pour le cas de retard non justifié dans le payement de l'impôt.

Les administrateurs chefs des provinces, en dehors de la circonscription territoriale de la ville de Saïgon, peuvent alors appliquer par voie disciplinaire aux Annamites non citoyens français et aux Asiatiques qui leur sont assimilés, la peine de l'emprisonnement (cinq jours au maximum) et celle de l'amende 15 francs au maximum).

§ 7. — JURIDICTIONS COMMERCIALES

Des tribunaux mixtes de commerce ont été organisés à Saïgon, à Hanoï et à Haïphong par les décrets du 9 août et du 21 décembre 1898.

Chacun de ces tribunaux se compose de trois membres : le président à Saïgon, le juge-président à Hanoï et à Haïphong, du tribunal de première instance, comme président, et deux juges, élus pour deux ans par l'assemblée des électeurs français de la Chambre de commerce de chacune de ces villes.

Au Tonkin, ces juridictions ont toujours régulièrement fonctionné : il n'en est pas de même à Saïgon, où pendant un certain temps, à défaut de candidats aux fonctions de juges consulaires, le tribunal civil a dû connaître des affaires commerciales.

Actuellement le tribunal mixte de commerce fonctionne régulièrement.

II

Madagascar et dépendances.

Immédiatement après la conquête, un décret du 28 décembre 1895 dota Madagascar d'une organisation judiciaire semblable à celle de la métropole, comprenant Cour d'appel, Cour d'assises, tribunaux de première instance et justices de paix. C'était une organisation trop perfectionnée pour un pays d'une civilisation insuffisamment avancée. Aussi dut-elle être remaniée par le décret du 9 juin 1896 qui lui-même fut depuis modifié par de nombreux décrets et en particulier par ceux du 24 février 1902 et du 9 mai 1909.

Nous trouvons actuellement : une Cour d'appel, une Chambre des mises en accusation, des Cours criminelles, des tribunaux de première instance, des justices de paix à compétence étendue et à compétence ordinaire, et enfin des tribunaux indigènes.

Cour d'appel. — La Cour d'appel, dont le siège est à Tananarive connaît d'une part des appels des jugements rendus en premier ressort par les tribu-

naux de première instance et les justices de paix à compétence étendue et des appels des jugements rendus par les administrateurs ; d'autre part des demandes en annulation des jugements de simple police pour incompétence, excès de pouvoir ou violation de la loi.

Les arrêts sont rendus par trois magistrats. En matière criminelle et correctionnelle ils sont susceptibles, ainsi que les jugements en dernier ressort, de recours en cassation lorsqu'ils intéressent les européens ou assimilés. (D. du 24 mars 1905, article 1^{er}).

Le personnel se compose, pour le parquet, d'un procureur général, chef du service judiciaire, d'un avocat général (D. du 20 décembre 1904) et de trois attachés, le premier institué par le décret du 24 mars 1903, les deux autres par celui du 17 mars 1911 ; pour le siège d'un président, de trois conseillers et d'un conseiller auditeur. Il est complété par un greffier et un commis-greffier assermenté.

Chambre des mises en accusation. — Le décret du 9 mai 1909 a institué à Tananarive une Chambre des mises en accusation. Elle se compose d'un conseiller, président quelle que soit son ancienneté, désigné tous les six mois par le président de la Cour, d'un second conseiller ou du conseiller auditeur et du juge-président du tribunal de première instance de Tananarive.

Elle connaît : 1° des instructions relatives aux affai-

res qui sont de la compétence des Cours criminelles et qui lui sont renvoyées par les juges d'instruction ; 2° des oppositions formées aux ordonnances des juges d'instruction et des procureurs de la République ou officiers du ministère public, lorsqu'ils procèdent aux actes de l'instruction en matière correctionnelle ; 3° des demandes de réhabilitation.

Cours criminelles. — Il existe des Cours criminelles à Tananarive, Tamatave, Majunga, Diégo-Suarez, Nossi-Bé, Fianarantsoa, Mananjary et Tuléar (D. du 20 décembre 1904).

Le président de la Cour d'appel, assisté de deux conseillers à la Cour et de deux assesseurs, préside la première, le procureur général ou son avocat général remplissant les fonctions du ministère public.

Le juge-président du tribunal ou le juge de paix à compétence étendue, assisté de deux fonctionnaires désignés par arrêté local et de deux assesseurs, préside les autres ; le procureur de la République ou, s'il n'y a pas de tribunal, un fonctionnaire désigné par le gouverneur général remplissant les fonctions du ministère public.

Les assesseurs sont désignés par le sort sur une liste de dix notables français domiciliés dans le ressort de la Cour criminelle. Ils ont voix délibérative sur toutes les questions.

Les Cours criminelles connaissent des crimes commis par des Européens ou assimilés dans tout le

territoire de Madagascar et dépendances, et des crimes commis par des indigènes ou assimilés dans leur ressort.

Le gouverneur général peut instituer, dans d'autres localités, si cela est nécessaire, des cours criminelles spéciales, composées sous la présidence de l'administrateur, juge de paix, de deux fonctionnaires qu'il désigne. Mais ces cours connaissent seulement des crimes commis par des indigènes ou assimilés au préjudice d'Européens ou assimilés.

Juridiction du premier degré. — Ce sont d'abord les quatre tribunaux de première instance de Tananarive, Tamatave, Majunga, et Diégo-Suarez. Les deux premiers datent de 1896. Celui de Majunga avait aussi été institué à cette époque ; après que le décret du 30 octobre 1898 l'eût remplacé par une justice de paix, il fut rétabli en 1902, en même temps qu'était créé celui de Diégo-Suarez.

En matière civile et commerciale ils connaissent en dernier ressort des actions personnelles ou mobilières jusqu'à 3.000 francs en principal, et des actions immobilières jusqu'à 150 francs de revenu, au-delà en premier ressort seulement.

En matière répressive ils connaissent en dernier ressort de toutes les contraventions de police, et en premier ressort seulement des autres contraventions et des délits correctionnels.

Ils sont composés d'un juge président, d'un procu-

reur de la République et d'un greffier. A Tamatave on trouve de plus un lieutenant de juge, un juge suppléant et un commis-greffier assermenté ; à Tananarive un juge suppléant et un commis-greffier assermenté.

Lorsque ces tribunaux jugent en matière commerciale, il est adjoint au juge-président deux assesseurs élus par les commerçants français du ressort (D. du 9 septembre 1910).

Outre ces tribunaux, il existe des justices de paix à compétence étendue, également au nombre de quatre : à Nossi-Bé (D. du 9 juin 1896), à Fianarantsoa (D. du 30 octobre 1898), à Mananjary (D. du 24 février 1902), et à Tuléar (D. du 20 octobre 1904).

Elles ont la même compétence que les tribunaux de première instance.

Elles se composent d'un juge de paix à compétence étendue et d'un greffier. Un fonctionnaire désigné par le gouverneur général y remplit les fonctions du ministère public.

Justices de paix à compétence ordinaire. — Dans les localités, où il n'y a pas de tribunal de première instance ni de justice de paix à compétence étendue, les administrateurs peuvent être investis par le gouverneur général des fonctions de juge de paix. Leur compétence est la même que celle des juges de paix de la métropole. Cependant ils connaissent en outre de toutes les actions personnelles ou mobilières, dont

la valeur n'excède pas 1.500 francs et des demandes immobilières jusqu'à concurrence de 100 francs de revenu, à charge d'appel devant la Cour de Tananarive.

Ils connaissent également en premier ressort des délits déferés aux tribunaux correctionnels à condition que des européens y soient en cause comme auteurs, complices, ou victimes. (D. du 9 juin 1896).

Le décret du 2 mars 1904 les autorise à tenir des audiences foraines.

Juridictions indigènes. — A côté de ces tribunaux, compétents toutes les fois qu'un européen ou assimilé est en cause, et qui appliquent la loi française, il existe des juridictions indigènes, appliquant les lois et coutumes locales, qui ne sont compétentes que si des indigènes seuls sont en cause, qu'il s'agisse d'affaires civiles, commerciales ou répressives. Sont indigènes les individus originaires de Madagascar et dépendances ou autres possessions françaises ne possédant pas la qualité de citoyens français ou une nationalité étrangère reconnue.

Organisée une première fois par le décret du 24 novembre 1898, la justice indigène fut réorganisée par celui du 9 mai 1909.

Elle est rendue par des tribunaux indigènes du premier et du second degré, la Cour d'appel et une Chambre d'homologation.

Il existe un tribunal du premier degré au chef-lieu

de chaque district ou secteur. Ce tribunal se compose du chef du district ou secteur président, et de deux assesseurs indigènes désignés par le gouverneur général.

Il existe un tribunal du deuxième degré au chef-lieu de chaque province ou cercle. Ce tribunal se compose du chef de la province ou du commandant du cercle, président, et de deux assesseurs indigènes, désignés par le gouverneur général.

Le gouverneur général peut supprimer des tribunaux ou en créer d'autres, par arrêtés pris en Conseil d'administration.

La Cour d'appel de Tananarive, lorsqu'elle statue en matière indigène, comprend un conseiller faisant fonctions de président, un second conseiller ou le conseiller auditeur, un administrateur et deux assesseurs indigènes ; ces trois derniers désignés par le gouverneur général.

La présence du ministère public n'est pas obligatoire.

Les assesseurs près les tribunaux et la Cour d'appel n'ont que voix consultative.

En matière civile les tribunaux du premier degré sont compétents en premier et dernier ressort jusqu'à 300 francs, au delà et jusqu'à 1.500 francs ainsi que pour les affaires dont la valeur ne peut être fixée en argent, en premier ressort seulement.

Les tribunaux du second degré connaissent en pre-

mier et dernier ressort des actions dont la valeur supérieure à 1.500 francs n'excède pas 3.000 francs, en premier ressort seulement des actions dont la valeur est supérieure à 3.000 francs. Ils connaissent en outre de l'appel des jugements rendus en premier ressort par les tribunaux du premier degré.

La Cour d'appel connaît de l'appel des jugements rendus en premier ressort par les tribunaux du second degré et de l'annulation des jugements rendus en dernier ressort par les tribunaux des premier et second degré.

Le recours en annulation n'est ouvert que pour incompétence, composition irrégulière du tribunal, défaut de publicité des audiences et des jugements, défaut de consultation des assesseurs, absence de requête introductive d'instance, nullité de l'appel, défaut de versement de l'amende ou des droits sauf exonération, violation des lois et coutumes locales.

En matière répressive les tribunaux du premier degré connaissent en premier et dernier ressort des contraventions et en premier ressort seulement des délits. Ceux du deuxième degré connaissent de l'appel des jugements rendus dans ce dernier cas et des crimes.

Lorsque les tribunaux du second degré siègent en matière criminelle, il leur est adjoint deux fonctionnaires désignés par le gouverneur général et ayant voix délibérative.

Au-dessus de ces tribunaux existe au chef-lieu de la Cour d'appel une Chambre d'homologation, composée de trois magistrats de la Cour, désignés au commencement de l'année par le président, après avis du procureur général, de deux fonctionnaires désignés à la même époque par le gouverneur général et de deux assesseurs indigènes désignés par le gouverneur général et n'ayant que voix consultative. Comme en matière civile, la présence du ministère public n'est pas obligatoire.

Cette Chambre statue sur l'homologation des jugements rendus en matière criminelle par les tribunaux du second degré, et sur l'annulation, dans l'intérêt de la loi seulement, des jugements définitifs rendus en matière correctionnelle et de simple police par les tribunaux indigènes, qui lui sont dénoncés par le procureur général.

Indigénat. — Comme en Indo-Chine, certaines infractions commises par les indigènes peuvent être réprimées par voie disciplinaire. Les décisions punissant ces infractions sont prises par les administrateurs chef de district ou de province. L'appel peut en être porté devant le gouverneur en Conseil d'administration. Ce régime est actuellement organisé par le décret du 22 février 1909.

Mayotte et les Comores. — Mayotte et les Comores ont été placées dans le ressort de la Cour d'appel de Madagascar par le décret du 5 novembre 1904. Leur

organisation judiciaire actuelle date du décret du 22 octobre 1906.

On y trouve une Cour criminelle et un tribunal de première instance, qui ont leur siège à Mayotte.

La Cour criminelle composée du juge-président du tribunal de première instance, de deux fonctionnaires désignés par arrêté du gouverneur au commencement de chaque année et de deux assesseurs, désignés par le sort sur une liste de dix notables français, connaît de tous les crimes commis par les Européens ou assimilés et les indigènes ou assimilés.

Le tribunal de première instance, composé d'un juge-président, d'un juge suppléant, d'un procureur de la République et d'un greffier, a la compétence d'un tribunal correspondant de la métropole.

Le procureur de la République et le greffier remplissent les mêmes fonctions auprès de la Cour criminelle.

Chaque fois que les besoins l'exigent, le gouverneur de Mayotte peut envoyer le juge-président du tribunal à la Grande-Comore, à Anjouan et à Mohéli pour y tenir des audiences foraines (Décret du 12 janvier 1905, article 4).

A Mayotte, à la Grande Comore, à Anjouan et à Mohéli sont établies des justices de paix ayant la même compétence que les tribunaux de paix de la métropole. A Mayotte les fonctions de juge de paix sont remplies par un fonctionnaire désigné par le

gouverneur, dans les autres îles par l'administrateur.

Les fonctions du ministère public sont remplies par le commissaire de police dans chaque île ; celles de greffier par un fonctionnaire désigné par le gouverneur.

En ce qui concerne la justice indigène, le décret du 22 octobre 1906 a maintenu les tribunaux existants et institué en outre, au chef-lieu de chaque île, un tribunal répressif, spécial aux indigènes ou assimilés, pour le jugement des contraventions et délits non réprimés par la voie administrative. Ce tribunal, présidé à Mayotte par un fonctionnaire désigné par le gouverneur et dans les autres îles par l'administrateur, comprend de plus deux assesseurs indigènes n'ayant que voix consultative.

L'appel des jugements rendus par les tribunaux indigènes est porté devant le tribunal de première instance de Mayotte.

III

Afrique Occidentale Française

L'organisation judiciaire de l'Afrique Occidentale Française résulte actuellement du décret du 10 novembre 1903, auquel de nombreux décrets postérieurs et en particulier ceux du 22 mai et du 14 juin 1905, du 5 juin 1906, du 20 décembre 1907 et du 16 août 1912 sont venus apporter des modifications. Elle comprend une Cour d'appel, une Chambre des mises en accusation, des Cours d'assises, des tribunaux de première instance, des justices de paix à compétence étendue et des tribunaux indigènes.

Cour d'appel. — La Cour d'appel dont le siège est à Dakar, a une compétence s'étendant sur toute l'Afrique Occidentale Française.

Devant elle sont portés les appels des jugements en premier ressort des tribunaux de première instance et des justices de paix à compétence étendue que ces jugements soient rendus en matière civile commerciale, correctionnelle ou de simple police.

Les arrêts sont rendus par trois magistrats.

La Cour d'appel connaît en outre des recours en annulation pour excès de pouvoir ou violation de la loi formés contre les décisions des tribunaux ou juges de paix, en premier ou dernier ressort. Elle siège alors en audience solennelle et se compose de cinq membres.

Les arrêts de la Cour ne sont susceptibles de pourvoi en cassation que si elle ne statue pas comme Cour d'annulation ou Chambre d'homologation (D. du 10 novembre 1903, article 37); et ceux rendus en matière musulmane ne sont susceptibles de cassation que pour incompetence ou excès de pouvoir (D. du 22 mai 1905, article 2).

Le personnel se compose pour le parquet d'un procureur général, chef du service judiciaire, d'un avocat général et d'un substitut; pour le siège d'un président et de six conseillers. La Cour est complétée par un greffier et des commis-greffiers.

Chambre des mises en accusation. — Cette Chambre composée de trois membres de la Cour d'appel, connaît des instructions relatives aux affaires qui sont de la compétence des Cours d'assises et qui lui sont renvoyées par les juges d'instruction, ainsi que des oppositions formées contre les ordonnances du juge d'instruction (D. du 11 août 1899).

Cours d'assises. — Il existe quatre Cours d'assises; elles ont leur siège à Dakar, Konakry, Bingerville et Cotonou.

Celle de Dakar se compose de trois conseillers à la Cour d'appel et de quatre assesseurs.

Chacune des autres se compose d'un conseiller à la Cour d'appel qui en est le président, du juge-président du lieu, d'un fonctionnaire désigné par le gouverneur général et de deux assesseurs.

Pour chacune de ces quatre Cours d'assises, les assesseurs sont tirés au sort sur une liste de vingt à soixante notables, dressée dans chaque colonie par le gouverneur.

Dans le ressort des tribunaux de première instance et de la justice de paix à compétence étendue de Kayes, les Cours d'assises sont compétentes pour tous les crimes, quels qu'en soient les auteurs ; ailleurs elles ne sont compétentes que pour les crimes commis par des Français, ou des Européens ou assimilés, ou bien par des indigènes de complicité avec des Français ou des Européens ou assimilés.

Tribunaux de première instance. — Les tribunaux de première instance, au nombre de cinq, ont leur siège à Dakar, Saint-Louis, Konakry, Bingerville et Cotonou.

Ils connaissent de toutes les affaires civiles et commerciales et de tous les délits et contraventions. Ils statuent en dernier ressort, dans les affaires civiles et commerciales, quand la demande n'excède pas 1.500 francs de capital ou 100 francs de revenu, dans les affaires correctionnelles et de simple police, quand

la condamnation ne dépasse pas cinq jours de prison ou 100 francs d'amende, de dommages ou de réparations.

Bien qu'en matière civile et commerciale, leur compétence ainsi que celle du juge de paix à compétence étendue de Kayes, sur lequel nous reviendrons plus loin, s'étende à toutes les personnes demeurant dans le ressort ; dans les affaires concernant les individus non musulmans, qui ont conservé le statut indigène, et relatives aux questions qui intéressent l'état civil, le mariage, les successions, les donations et les testaments, ils s'adjoignent, et non seulement eux, mais aussi la Cour, un assesseur indigène avec voix consultative et jugent suivant les coutumes locales.

Pour les affaires relatives aux mêmes questions, mais concernant des indigènes musulmans, il existe un tribunal spécial que nous examinerons avec les juridictions indigènes.

Chacun des tribunaux de première instance se compose d'un juge-président, d'un lieutenant de juge faisant fonctions de juge d'instruction, d'un juge-suppléant, d'un procureur de la République, et d'un greffier assisté d'un commis-greffier.

A Dakar, depuis le décret du 4 avril 1911, il existe trois juges suppléants. D'autre part, alors qu'antérieurement le greffier de la Cour d'appel était aussi greffier du tribunal, le décret du 26 avril 1907 en a institué un second pour le tribunal.

Justices de paix à compétence étendue. — Nous trouvons d'abord celle de Kayes, qui jusqu'en 1903 fut la seule. Elle comprend un juge de paix, un juge suppléant et un greffier. Les fonctions du ministère public sont remplies par un fonctionnaire désigné par le gouverneur général sur la proposition du procureur général.

Sa compétence est la même que celle des tribunaux de première instance.

Le décret du 10 novembre 1903 a donné au gouverneur général le pouvoir d'en créer d'autres par arrêté. C'est alors l'administrateur du cercle qui remplit les fonctions de juge de paix. Ainsi ont été instituées les justices de paix à compétence étendue de Grand-Popo, Niamey, Sikano, Mopti, Kankan, Boké, Tombouctou, Ziguinchor.

En outre, d'autres ont encore été créées par décret : ainsi celle de Bamako (D. du 22 décembre 1909) et celle de Kaobek (D. du 27 septembre 1911). A la différence de celles résultant d'arrêtés du gouverneur général, celles-ci sont confiées à un magistrat de carrière. A Bamako, pour les affaires relatives au statut personnel des indigènes, le juge de paix s'adjoint un assesseur musulman ou non musulman, suivant le statut des plaideurs, et s'ils n'ont pas le même statut il peut s'en adjoindre autant qu'il y a de plaideurs de statuts différents. Ces assesseurs n'ont que voix consultative.

Juridictions indigènes. — La justice indigène, instituée par le décret du 10 novembre 1903, fut, après diverses modifications, réorganisée par le décret du 16 août 1912.

Dans les territoires non compris dans le ressort des tribunaux de première instance et de la justice de paix à compétence étendue de Kayes, la justice est rendue aux individus non justiciables des tribunaux français par des tribunaux de village, de subdivision administrative, de cercle, et une Chambre spéciale de la Cour d'appel.

Ces différentes juridictions sont compétentes à l'égard des individus originaires des possessions françaises de l'Afrique Occidentale et de l'Afrique Equatoriale et des possessions étrangères comprises entre ces territoires, qui n'ont pas dans leur pays d'origine le statut des nationaux européens. Parmi les juridictions indigènes il convient encore de ranger les tribunaux musulmans.

Le tribunal de village est confié au chef du village. Celui-ci est chargé de concilier les parties dans les procès civils et juge les contraventions de simple police.

Le tribunal de subdivision (résidence, secteur ou district), antérieurement appelé tribunal de province, est composé d'un président et de deux assesseurs indigènes, choisis sur une liste de cinq notables indigènes au moins par le chef de la colonie. Les asses-

seurs ont comme le président voix délibérative.

Dans le territoire militaire du Niger et dans la région de Tombouctou le président est l'adjoint au commandant de cercle pour la subdivision du chef-lieu du cercle, et pour les autres subdivisions le chef de cette subdivision. Les deux assesseurs, choisis sur une liste de huit notables n'ont que voix consultative.

Dans le territoire civil de la Mauritanie et le territoire militaire du Niger, les lieutenants-gouverneurs et les commissaires du gouvernement général peuvent au besoin constituer, pour un groupement ethnique et une région déterminée, des tribunaux de subdivision spéciaux, dans la composition desquels sera représenté le statut musulman ou non musulman, ou la catégorie des parties ou des prévenus, suivant les distinctions établies entre les tribus sédentaires et les tribus nomades.

En matière civile et commerciale, le tribunal de subdivision connaît, en premier ressort et à charge d'appel devant le tribunal de cercle, de tous les litiges dont les parties le saisissent.

En matière répressive le tribunal de subdivision connaît, à charge d'appel devant le tribunal de cercle, de tous les faits punissables, à l'exclusion des infractions réservées au tribunal de cercle.

Au chef-lieu de chaque cercle, il existe un tribunal de cercle. Ce tribunal se compose du commandant de cercle président et de deux assesseurs indigènes

choisis par le chef de la colonie sur une liste de quatre notables au moins. Les assesseurs n'ont que voix consultative.

En matière civile et commerciale le tribunal de cercle connaît de l'appel de tous les jugements des tribunaux de subdivision.

En matière répressive il connaît de l'appel des jugements des tribunaux de subdivision et de tous les crimes. Il connaît en outre d'un certain nombre d'infractions énoncées par l'article 19 du décret du 16 août 1912.

Les jugements des tribunaux indigènes ne sont pas susceptibles de pourvoi en cassation, mais ils sont examinés par une chambre spéciale, de la Cour d'appel, la Chambre d'homologation, qui les homologue ou les annule.

Cette Chambre se compose :

1° D'un conseiller à la Cour d'appel, de deux conseillers titulaires et de deux suppléants désignés, à la fin de chaque année pour l'année suivante, par le président de la Cour, après avis du procureur général ;

2° De deux fonctionnaires et de deux suppléants nommés à la même époque par le gouverneur général, après avis du procureur général ;

3° De deux assesseurs indigènes parlant français, choisis par le président de la Chambre sur une liste de douze notables, dressée à la même époque par le

gouverneur général. Ces deux assesseurs n'ont que voix consultative.

Les fonctions du ministère public sont remplies par le procureur général ou l'un des membres de son parquet, celles de greffier le sont par le greffier de la Cour ou l'un des commis-greffiers.

Les parties ne comparaissent pas ; l'arrêt est rendu sur pièces écrites et après plaidoiries.

La Chambre d'homologation connaît des jugements des tribunaux de cercle prononçant une peine supérieure à cinq années d'emprisonnement ou une condamnation pour les infractions au décret du 12 décembre 1905 relatif à la répression de la traite.

Elle connaît en outre des jugements portant condamnation des fonctionnaires ou agents indigènes de l'administration à une peine supérieure à six mois de prison ou à 500 francs d'amende.

D'autre part le procureur général peut se pourvoir d'office en annulation contre tous les jugements rendus en matière répressive tant par les tribunaux de subdivision que par les tribunaux de cercle.

Lorsque la Chambre annule, elle renvoie l'affaire devant le tribunal qui en a connu, en indiquant par arrêt motivé les points insuffisamment établis ou reconnus erronés sur lesquels devra porter le nouvel examen des juges.

Si l'affaire est reconnue en état au fond et si l'annulation est prononcée pour vice de forme ou pour

application erronée de la peine, la Chambre peut évoquer et statuer au fond sans renvoi.

En cas de renvoi, lorsque le tribunal, après de nouveaux débats, a rendu son jugement, le dossier est de nouveau soumis à la chambre qui homologue ou annule, et, dans ce dernier cas, évoque l'affaire et statue au fond.

En toute matière lorsqu'un tribunal indigène a manifestement excédé sa compétence ou violé une des prescriptions du décret du 16 août 1912, le procureur général peut se pourvoir d'office devant la chambre d'homologation qui, dès le premier examen des pièces peut annuler, et, soit prononcer le renvoi de l'affaire devant la juridiction compétente, s'il s'agit d'une affaire répressive, soit renvoyer les parties à se pourvoir comme elles l'entendent, s'il s'agit d'une affaire civile ou commerciale.

Il existe encore en Afrique Occidentale Française une autre catégorie de tribunaux indigènes, à laquelle il a été fait allusion plus haut : les tribunaux musulmans.

Ces tribunaux spéciaux jugent suivant la loi musulmane ; ils connaissent des affaires concernant les musulmans et relatives aux questions qui intéressent l'état civil, le mariage, les successions, les donations et les testaments.

Le tribunal musulman se compose d'un cadi, d'un assesseur qui le supplée en cas d'empêchement et

d'un greffier, tous trois nommés par arrêté du gouverneur général.

L'appel des jugements rendus par ces tribunaux est porté devant la Cour d'appel qui statue d'après la loi musulmane en vigueur dans le ressort du tribunal. Il existe quatre de ces tribunaux musulmans : à Saint-Louis, Dakar, Kayes et Rufisque. Les trois premiers ont été institués par le décret du 22 mai 1905, le quatrième par le décret du 29 janvier 1907.

IV

Afrique Équatoriale Française

Jusqu'à ces dernières années l'Afrique Équatoriale Française ne possédait qu'un tribunal supérieur. Elle portait alors le nom de Congo français et dépendances. Son organisation judiciaire avait été ainsi réglée par le décret du 17 mars 1903, complété par celui du 11 février 1906. Le décret du 12 mai 1910 a profondément modifié cette organisation et a doté l'Afrique Équatoriale Française d'une Cour d'appel.

Nous y trouvons actuellement une Cour d'appel, une Cour criminelle, des justices de paix à compétence étendue et à compétence ordinaire, et des tribunaux indigènes.

Cour d'appel. — La Cour d'appel dont le siège est à Brazzaville connaît de l'appel des jugements rendus en premier ressort par les justices de paix à compétence étendue. Sa juridiction s'étend sur tous les territoires de l'Afrique Équatoriale Française.

Les arrêts sont rendus par trois juges. Ils sont susceptibles du recours en cassation pour les causes pré-

vues par la législation française, comme d'ailleurs toutes les décisions rendues en dernier ressort par les tribunaux français de cette possession.

Le personnel comprend pour le parquet un procureur général, chef du service judiciaire et un substitut ; pour le siège un président et deux conseillers. Le greffier est celui de la justice de paix à compétence étendue du siège de la Cour ou un commis-greffier assermenté.

Cour criminelle. — Il n'existe qu'une Cour criminelle. Elle siège à Brazzaville mais peut temporairement être transportée ailleurs par arrêté du gouverneur général.

A Brazzaville elle se compose des membres de la Cour d'appel, du procureur général, de deux assesseurs et du greffier ou d'un commis-greffier assermenté.

Ailleurs elle se compose :

1° Du président de la Cour ou, à son défaut, d'un magistrat désigné par lui ;

2° De deux fonctionnaires désignés par le gouverneur général au commencement de l'année ;

3° Du procureur général ou d'un fonctionnaire désigné soit par lui, soit par le gouverneur général sur sa proposition ;

4° De deux assesseurs ;

5° D'un greffier ou d'un commis-greffier assermenté.

Les assesseurs, désignés par la voie du sort sur une

liste de dix fonctionnaires ou notables français ont voix délibérative sur la question de culpabilité, sur l'application de la peine et sur les dommages-intérêts.

La Cour criminelle connaît de tous les crimes commis en Afrique Équatoriale Française, suivant certaines conditions de statut personnel des auteurs, complices ou victimes, que nous examinerons plus loin.

Justices de paix à compétence étendue. — L'Afrique Equatoriale Française possède sept justices de paix à compétence étendue, celles de Brazzaville, Libreville, N' Djolé, Ouessou, Loango et Mandingou. Ce nombre est d'ailleurs susceptible de variations, le gouverneur général pouvant en créer de nouvelles par arrêté pris en conseil de gouvernement ou en commission permanente.

En matière civile et commerciale elles connaissent en premier et dernier ressort de toutes les actions jusqu'à la valeur de 2.000 francs en principal ou de 300 francs de revenu ; au delà à charge d'appel seulement.

En matière répressive elles ont la même compétence que les tribunaux correctionnels et de simple police de la métropole.

Enfin elles connaissent en appel des décisions rendues en premier ressort par les justices de paix ordinaires.

Elles comprennent un juge de paix à compétence étendue, un juge suppléant et un greffier.

Dans le cas où des magistrats de carrière feraient défaut, le gouverneur général peut désigner un fonctionnaire pour exercer ces fonctions.

Justice de paix à compétence ordinaire. — Il n'existe pas de juges de paix de carrière, mais le gouverneur général, par arrêté pris en conseil de gouvernement ou en commission permanente, sur la proposition du chef du service judiciaire, peut charger les administrateurs, officiers ou fonctionnaires, commandant les circonscriptions administratives d'en remplir les fonctions.

Leur compétence est en matière répressive et en matière civile semblable à celle des juges de paix de la métropole, mais ils connaissent en matière commerciale de toutes les actions en dernier ressort jusqu'à 300 francs et à charge d'appel jusqu'à 600 francs.

Compétence des tribunaux français. — La compétence des tribunaux français est fixée par l'article 3 du décret de 1910.

Les tribunaux français sont compétents toutes les fois que sont parties ou en cause ;

1° Les citoyens français.

2° Les étrangers appartenant à une nationalité reconnue ou à une nation en relations diplomatiques avec la France ;

3° Les indigènes des colonies ou possessions françaises ou étrangères jouissant dans leur pays d'origine du statut métropolitain.

Ils connaissent en outre, en matière civile et commerciale, des procès entre indigènes qu'en tout état de cause ceux-ci leur soumettent d'un commun accord.

Juridictions indigènes. — Le décret de 1910 a organisé des tribunaux indigènes dont relèvent les individus qui, aux termes de l'article 3 que nous venons d'examiner, ne sont pas justiciables des tribunaux français. Ces tribunaux appliquent en toute matière les coutumes locales, en ce qu'elles n'ont pas de contraire aux principes de la civilisation française.

Il en existe un au chef-lieu de chaque circonscription administrative ; il est présidé par l'administrateur, l'officier ou le fonctionnaire commandant la circonscription, assisté de deux assesseurs, dont un européen, citoyen français, et un indigène, ou tous les deux indigènes, à défaut d'euro péen. Ces deux assesseurs n'ont que voix consultative. Il n'y a ni ministère public, ni greffier, mais le président peut se faire assister par un secrétaire de son choix.

En matière civile et commerciale les tribunaux indigènes connaissent en premier et dernier ressort de tous les litiges dont ils sont saisis par les individus non justiciables des tribunaux français.

En matière répressive ils connaissent de toutes les atteintes portées aux personnes et aux biens, commises par des personnes au préjudice de personnes non justiciables des tribunaux français. Les seules

peines qui peuvent être prononcées sont la peine de mort, l'emprisonnement et l'amende.

Les peines n'excédant pas deux années d'emprisonnement sont prononcées en dernier ressort et définitives ; les peines plus fortes doivent être homologuées par un tribunal spécial qui porte le nom de Chambre d'homologation.

La Chambre d'homologation, dont le siège est à Brazzaville, se compose des membres de la Cour d'appel, auxquels sont adjoints deux fonctionnaires désignés par le gouverneur général au commencement de chaque année sur la proposition du chef du service judiciaire.

Les fonctions du ministère public sont remplies par le chef du service judiciaire ou par son substitut, celles de greffier par le greffier-notaire de Brazzaville.

Cette chambre est armée d'un pouvoir souverain d'appréciation pour homologuer ou annuler : il n'existe en effet pas de nullités en matière répressive indigène (1).

Si elle annule, elle renvoie l'affaire devant le tri-

1. « Appelés à interpréter et à déterminer les coutumes locales, coutumes non écrites et essentiellement variables, les membres de la Chambre d'homologation s'appliqueront à les pénétrer de nos principes. » Rapport au Président de la République précédant le décret du 12 mai 1910 sur le service de la justice en Afrique Équatoriale Française.

bunal qui en a connu en indiquant par arrêt motivé les points insuffisamment établis ou reconnus erronés sur lesquels doit porter le nouvel examen du tribunal indigène.

Après que celui-ci a statué une seconde fois, la Chambre est de nouveau appelée à homologuer ou à annuler. Dans ce dernier cas elle évoque l'affaire et statue au fond.

Si le tribunal indigène a connu d'une affaire relevant des tribunaux français, la Chambre peut, dès le premier examen, annuler et renvoyer l'affaire au parquet qui saisit la juridiction compétente.

Enfin la Chambre d'homologation peut encore annuler dans l'intérêt de la loi seulement, quand il lui apparaît que les irrégularités constatées ne portent pas atteinte à l'ordre public ou n'ont pas été de nature à compromettre la défense de l'inculpé et à fausser la décision sur le fond.

Bien que la Chambre d'homologation ne soit appelée, comme nous l'avons vu, à se prononcer que sur les peines supérieures à deux ans d'emprisonnement, il est un cas cependant où elle peut avoir à connaître d'une peine moindre : le procureur général, chef du service judiciaire, peut d'office demander l'annulation d'une peine inférieure à deux ans d'emprisonnement.

V

Guyane

L'organisation judiciaire actuelle de la Guyane résulte du décret du 16 décembre 1896, modifié sur quelques points par les décrets du 1^{er} novembre 1900, 21 juin 1903 et 12 novembre 1905.

Elle comporte une Cour d'appel, une Chambre des mises en accusation, une Cour d'assises, deux tribunaux de première instance et trois justices de paix.

Cour d'appel. — La Cour d'appel dont le siège est à Cayenne connaît de l'appel des jugements rendus en premier ressort par les tribunaux de première instance et statue sur les demandes en annulation formées contre les jugements en dernier ressort des justices de paix.

Les arrêts sont rendus par trois magistrats.

Le personnel se compose pour le parquet d'un procureur général, chef du service judiciaire, et d'un substitut; pour le siège d'un président, de deux conseillers et d'un conseiller auditeur. Il est complété par un greffier en chef et un commis-greffier assermenté.

Chambre des mises en accusation. — Cette Chambre composée d'un conseiller de la Cour, président, du juge-président du tribunal de première instance de Cayenne et d'un juge suppléant rétribué connaît d'une part des instructions relatives aux affaires qui sont de la compétence des Cours d'assises et qui lui sont renvoyées par les juges d'instruction, d'autre part des oppositions formées aux ordonnances du juge d'instruction.

Cour d'assises. — La Cour d'assises est constituée par le président de la Cour d'appel assisté de deux conseillers et de quatre assesseurs tirés au sort sur une liste de vingt notables français. Le procureur général ou son substitut remplit les fonctions du ministère public ; le greffier en chef ou le commis-greffier celles de greffier.

La compétence de cette Cour est la même que celle d'une Cour d'assises de la métropole. La procédure par contre diffère : les magistrats seuls, comme en France, sont chargés de l'examen des questions de droit et de l'application de la peine, mais c'est toute la Cour qui tranche les questions de fait.

Tribunaux de première instance. — Il existe deux tribunaux de première instance : l'un à Cayenne, l'autre à Saint-Laurent-du-Maroni.

En matière civile et commerciale, ils ont la même compétence que les tribunaux de première instance de la métropole.

En matière correctionnelle ils connaissent en premier ressort de tous les délits et de toutes les infractions aux lois et règlements sur le commerce étranger, le régime des douanes et des contributions indirectes.

Le tribunal de Cayenne se compose d'un juge-président, d'un lieutenant de juge, de deux juges suppléants rétribués, d'un procureur de la République, d'un greffier et de deux commis-greffiers assermentés.

Le tribunal de Saint-Laurent-du-Maroni se compose d'un juge-président, d'un procureur de la République, d'un greffier-notaire et d'un commis-greffier.

Jutices de paix. — Les justices de paix sont au nombre de trois ; elles ont leur siège à Cayenne, Sinnamary et Mana. Les deux dernières ont été créées par le décret du 12 novembre 1905.

Leur compétence est la même que celle des tribunaux de paix de la métropole.

Chacune d'elles comprend un juge de paix et un suppléant. Les fonctions du ministère public sont remplies par le commissaire de police ; celles de greffier par le secrétaire de mairie. Dans l'arrondissement du Maroni, le juge-président fait fonctions de juge de paix.

VI

Établissements de l'Inde

La justice a été organisée dans les Établissements de l'Inde par l'ordonnance du 7 février 1842, à laquelle des modifications ont été apportées depuis par de nombreux décrets et en particulier celui du 12 juin 1883, portant promulgation du Code d'Instruction criminelle.

Cette colonie possède une Cour d'appel, une Chambre des mises en accusation, cinq Cours criminelles, trois tribunaux de première instance, deux justices de paix à compétence étendue et deux à compétence ordinaire.

Cour d'appel. — La Cour d'appel, dont le siège est à Pondichéry, connaît de l'appel des jugements rendus en premier ressort par les juridictions du premier degré et statue sur les demandes en annulation formées contre les jugements en dernier ressort des justices de paix. Elle connaît en outre des crimes commis par des Français dans les États de l'Iman

de Mascate et de l'appel des jugements des tribunaux consulaires de ces États (Loi du 15 juillet 1910).

Les arrêts sont rendus par trois magistrats. Le personnel se compose, pour le parquet, d'un procureur général, chef du service judiciaire, assisté depuis le décret du 28 juillet 1887 d'un substitut, pour le siège d'un président, de trois conseillers, d'un conseiller auditeur. Le décret du 18 février 1880 avait porté à deux le nombre des conseillers auditeurs, mais celui de 1887 en a supprimé un. Un greffier complète le personnel de la Cour.

Chambre des mises en accusation. — Une Chambre des mises en accusation, siégeant à Pondichéry, composée d'un conseiller, qui la préside, du juge-président du tribunal et du juge de paix de Pondichéry, statue sur les réquisitions du procureur général et ordonne, suivant les cas, la mise en liberté ou le renvoi du prévenu soit en simple police, soit en police correctionnelle, soit devant la Cour criminelle (D. du 12 juin 1883).

Cours criminelles. — Les Cours criminelles, au nombre de cinq, une par établissement, siègent tous les trois mois.

Celle de Pondichéry se compose de trois conseillers et de quatre assesseurs. Les trois conseillers et celui d'entre eux qui doit présider sont désignés par le président de la Cour d'appel. Les assesseurs sont tirés au sort sur une liste de quarante membres, moi-

tié Européens et moitié Hindous, dressée par une commission spéciale.

Chacune des autres Cours criminelles se compose d'un conseiller, du juge-président ou du juge de paix à compétence étendue, d'un fonctionnaire désigné annuellement par le gouverneur et de quatre assesseurs. La liste sur laquelle ces derniers sont pris n'est que de douze membres à Karikal et à Chandernagor et de huit à Mahé et à Yanaon.

Les fonctions du ministère public sont exercées auprès de la Cour criminelle de Pondichéry par le procureur général ou son substitut ; auprès des autres Cours criminelles soit par le procureur général ou son substitut, soit par le procureur de la République, soit par l'officier chargé du ministère public.

Les fonctions de greffier sont exercées à Pondichéry par le greffier de la Cour d'appel ou un commis-greffier, ailleurs par le greffier du tribunal ou un commis-greffier.

Les Cours criminelles jugent les individus qui leur sont renvoyés par la Chambre des mises en accusation ; les Européens sont toujours renvoyés devant la Cour criminelle de Pondichéry.

Tribunaux de première instance. — Il existe trois tribunaux de première instance : à Pondichéry, Karikal et Chandernagor. Leur compétence est la même que celle des tribunaux de première instance de la métropole.

Le tribunal de Pondichéry se compose d'un juge-président, d'un lieutenant de juge, d'un juge suppléant (1), d'un procureur de la République et de son substitut (D. du 28 juillet 1887), d'un greffier et d'un commis-greffier.

Le tribunal de Karikal comprend un juge-président, un lieutenant de juge, un procureur de la République, un greffier et un commis-greffier.

Le tribunal de Chandernagor, rétabli par le décret du 29 avril 1895 ne possède qu'un juge-président, un procureur de la République (D. du 17 mai 1904), un greffier et un commis-greffier.

Justices de paix à compétence étendue. — Il existe deux justices de paix à compétence étendue, l'une à Mahé, l'autre à Yanaon (D. du 1^{er} mars 1879).

Elles ont la même compétence que les tribunaux de première instance.

Chacune comprend un juge de paix et un greffier. Les fonctions du ministère public sont remplies par l'officier du commissariat chargé du détail des services administratifs.

Justices de paix à compétence ordinaire. — Elles sont également au nombre de deux, l'une à Pondichéry, l'autre à Karikal. Leur compétence est la même qu'en France. (D. du 31 mai 1873.)

1. Un second poste de juge suppléant créé par le décret du 1^{er} février 1862 fut supprimé par le décret du 28 juillet 1887.

Elles comprennent un juge de paix et un greffier. A Pondichéry les fonctions du ministère public sont remplies par le commissaire ou inspecteur de police.

A Karikal la présence d'un officier du ministère public n'est pas nécessaire.

Les fonctions de juge de paix sont exercées à Mahé et Yanaon par le juge de paix à compétence étendue (D. du 1^{er} mars 1879), à Chandernagor par le juge-président (D. du 29 avril 1895).

VII

Nouvelle-Calédonie

L'organisation judiciaire de la Nouvelle-Calédonie a été l'objet de nombreux décrets, dont les principaux sont ceux des 27 mars 1879, 28 février 1882, 15 novembre 1893, 5 août et 20 septembre 1908.

Elle comprend une Cour d'appel, une Chambre des mises en accusation, une Cour d'assises, un tribunal de première instance, des justices de paix et un tribunal de commerce.

Cour d'appel. — La Cour d'appel, instituée par le décret du 15 novembre 1893, siège à Nouméa. Elle connaît des appels des jugements rendus en premier ressort par le tribunal de première instance et par le tribunal de commerce et des demandes en annulation formées contre les jugements de simple police rendus par les juges de paix.

Les arrêts sont rendus par trois magistrats. Ils sont susceptibles des recours en cassation (D. du 27 juillet 1879).

La Cour se compose pour le parquet, d'un procu-

reur général, chef du service judiciaire, assisté d'un substitut ; pour le siège, d'un président, de deux conseillers et d'un conseiller auditeur. Elle est complétée par un greffier et des commis-greffiers.

Chambre des mises en accusation. — Une Chambre des mises en accusation a été créée par le décret du 5 août 1908. Composée d'un conseiller, président, désigné tous les six mois par le président de la Cour, du président du tribunal de première instance et du juge de paix de Nouméa, elle connaît des instructions relatives aux affaires qui sont de la compétence des Cours d'assises, des oppositions formées aux ordonnances des juges d'instruction et des demandes en réhabilitation.

Cour d'assises. — La Cour d'assises, créée par le décret du 5 août 1908, siège à Nouméa. Elle se compose du président de la Cour d'appel assisté de deux membres de la Cour et de quatre assesseurs désignés conformément à la législation locale.

Les fonctions du ministère public sont remplies par le procureur général ou son substitut ; celles de greffier par le greffier en chef ou le commis-greffier.

Les assesseurs sont désignés par la voix du sort sur une liste de trente notables dressée chaque année par le gouverneur.

Tribunal de première instance. — La juridiction du tribunal de première instance, dont le siège est à

Nouméa, s'étend sur toute la colonie et ses dépendances.

En matière civile, sa compétence est la même que celle des tribunaux de la métropole.

En matière correctionnelle, il connaît de tous les délits commis dans toute l'étendue de la Nouvelle-Calédonie et de ses dépendances, à l'exception de ceux dont la connaissance est réservée aux juges de paix à compétence étendue.

Il se compose d'un juge-président, de deux lieutenants de juge et d'un greffier. Les fonctions du ministère public sont remplies par un procureur de la République assisté d'un substitut.

Justices de paix. — Créées par le décret du 28 février 1882, les justices de paix, actuellement au nombre de quatre, à Nouméa, Bourail, Canala et Chépenché (dans l'île Lifou), sont, la première à compétence ordinaire, les trois autres à compétence étendue.

A la différence de ce que nous avons vu jusqu'ici pour les justices de paix à compétence étendue, l'appel des jugements rendus en premier ressort par les justices de paix de Bourail, Canala et Chépenché, est porté non devant la Cour mais devant le tribunal de première instance de Nouméa.

Le décret du 20 septembre 1903 a donné aux justices de paix de la Nouvelle-Calédonie la compétence de celles de la Métropole. Les trois justices de paix

à compétence étendue connaissent de plus des actions civiles et commerciales, en dernier ressort, jusqu'à 500 francs, et, à charge d'appel, jusqu'à 1.000 francs.

En matière correctionnelle elles connaissent de toutes contraventions de la compétence des tribunaux correctionnels, constatées dans leur ressort et de tous les délits n'emportant pas une peine supérieure à six mois d'emprisonnement ou 500 francs d'amende.

Chacune des quatre justices de paix se compose d'un juge de paix et d'un greffier. Le commissaire de police, et, à défaut un agent de l'administration, désigné par le gouverneur, remplit les fonctions du ministère public.

Tribunal de commerce. — Le tribunal de commerce, après avoir été supprimé, fut rétabli par le décret du 28 février 1882. Ce tribunal, dont le siège est à Nouméa, connaît des affaires commerciales en dernier ressort jusqu'à 1.500 francs et au delà à charge d'appel.

Il se compose du juge-président du tribunal de Nouméa et de deux assesseurs. Ceux-ci sont pris sur une liste de dix membres, choisis pour une année parmi vingt candidats élus par les commerçants français.

CHAPITRE III

Colonies ne possédant pas de Cour d'appel

I

Etablissements français d'Océanie

Les principaux décrets réglant l'organisation judiciaire des Établissements français d'Océanie sont ceux des 18 août 1868, 1^{er} juillet 1880, 6 octobre 1882, 9 juillet 1890, 27 février 1892, 17 septembre 1897, 9 mars 1904, 31 décembre 1908.

Actuellement cette colonie possède un tribunal supérieur, un tribunal criminel, un tribunal de première instance, des justices de paix à compétence étendue et un tribunal de commerce.

Tribunal supérieur. — Le tribunal supérieur, dont le siège est à Papeete, tient lieu de cour d'appel. Il connaît des appels formés contre les jugements rendus en premier ressort par le tribunal de première instance, les justices de paix à compétence étendue, et le tribunal de commerce.

Il connaît en outre des demandes en annulation faites contre les décisions rendues en dernier res-

sort par le tribunal de première instance ou le tribunal de commerce.

Ses arrêts, lorsqu'il statue comme juridiction d'appel, sont susceptibles de recours en cassation.

Le tribunal supérieur se compose, pour le parquet, d'un procureur de la République chef du service judiciaire et d'un substitut ; pour le siège, d'un président et de deux juges. Il est complété par un greffier.

Tribunal criminel. — Le tribunal criminel tient lieu de Cour d'assises. Sa composition est celle du tribunal supérieur, auquel sont adjoints quatre assesseurs tirés au sort sur une liste de vingt notables français. Ceux-ci ont voix délibérative sur la question de culpabilité et les circonstances atténuantes.

Les sentences du tribunal criminel sont susceptibles du recours en cassation.

Tribunal de première instance. — Le tribunal de première instance siège à Papeete.

En matière civile il connaît en dernier ressort pour le territoire de Papeete de toutes les affaires jusqu'à concurrence de 250 francs. A charge d'appel il connaît pour le territoire de Papeete des affaires qui excèdent 250 francs, et pour le reste du territoire de la colonie, de celles qui excèdent 1.000 francs.

En matière correctionnelle il connaît, pour le territoire de Papeete, de toutes les affaires à charge d'appel.

En matière de simple police il juge en dernier res-

sort si les amendes et réparations civiles n'excèdent pas la somme de 5 francs ou s'il n'y a pas d'emprisonnement, au delà en premier ressort seulement.

Le tribunal de première instance se compose d'un juge-président et d'un lieutenant de juge. Les fonctions du ministère public sont confiées au procureur de la République du tribunal supérieur et le greffier est également celui du tribunal supérieur.

Justices de paix à compétence étendue. — Il existe des justices de paix à compétence étendue à Rakitea (îles Gambier), à Rotoava (îles Tuamotu), à Taiohaé (îles Marquises), à Taravao (presqu'île de Tahiti), à Afareiaitu (D. du 4 avril 1911) (îles Moorea).

Elles connaissent en premier ressort des affaires civiles jusqu'à 1.000 francs, des affaires correctionnelles et des contraventions de police.

Les fonctions de juge de paix et de greffier sont remplies par des fonctionnaires, qui tiennent des audiences foraines dans les différentes parties des archipels.

Une justice de paix à compétence plus étendue existe à Raiatea (îles Sous-le-Vent) depuis le décret du 17 septembre 1897.

En matière civile et commerciale elle connaît en dernier ressort de toutes les affaires jusqu'à 1.000 fr. et au delà, à charge d'appel devant le tribunal supérieur.

En matière correctionnelle elle connaît de toutes les affaires en premier ressort seulement.

En matière de simple police elle juge en dernier ressort si les amendes et réparations civiles n'excèdent pas la somme de 20 francs ou s'il n'y a pas d'emprisonnement ; sinon elle statue en premier ressort seulement.

Le juge de paix, le greffier et l'officier du ministère public, qui composent ce tribunal de paix, sont choisis par le gouverneur parmi les officiers, fonctionnaires et agents en service dans la colonie.

Tribunal de commerce.— Le tribunal de commerce, dont le siège est à Papeete, après avoir été supprimé par le décret du 23 janvier 1892, fut rétabli par celui du 31 décembre 1908.

Il connaît des affaires commerciales en dernier ressort jusqu'à 250 francs et au delà à charge d'appel.

Il se compose du juge-président du tribunal de première instance de Papeete et de deux assesseurs pris sur une liste de douze candidats élus par les commerçants français.

Juridictions indigènes. — La compétence des tribunaux français s'étend à tous les habitants sans distinction d'origine, ni de nationalité ; mais, dans les affaires où un indigène est en cause, les juges s'adjoignent un assesseur taïtien qui a voix consultative (D. du 18 août 1868). La loi du 30 décembre 1880, qui annexa les Établissements français d'Océanie, n'a

pas modifié cette disposition du décret de 1868 (Cour de cassation. Chambre criminelle. Arrêt du 22 novembre 1883).

Il existe en outre des juridictions indigènes qui statuent sur les contestations entre indigènes relatives à la propriété des terres mais elles sont appelées à disparaître : elles doivent être supprimées quand la délimitation des propriétés sera terminée (Loi du 10 mars 1891 ratifiant les déclarations signées le 20 décembre 1887 par le roi Pomaré et le gouverneur des établissements de l'Océanie).

Déjà la Cour de cassation tahitienne a été supprimée et remplacée par le tribunal supérieur (D. du 27 février 1892).

Aux îles Sous-le-Vent, le décret du 17 septembre 1897 a laissé subsister les juridictions indigènes ; cependant en matière civile et commerciale les tribunaux français sont compétents, si toutes les parties intéressées déclarent au juge de première instance qu'elles entendent se soumettre à la loi française. D'autre part les jugements définitifs d'après la loi indigène sont soumis au visa de l'administrateur. Enfin les lois indigènes reconnues par le Gouvernement et dont le texte est déposé chez l'administrateur, ne peuvent subir aucune modification sans l'assentiment du gouverneur ; et celui-ci a pour mission de les rendre, par arrêtés, insensiblement plus conformes à la législation française.

II

Côte française des Somalis

L'organisation judiciaire de la côte française des Somalis est réglée par le décret du 4 février 1904. Elle comprend un Conseil d'appel, une Cour criminelle, une justice de paix à compétence étendue et des juridictions indigènes.

Conseil d'appel. — Le Conseil d'appel a son siège à Djibouti. Il connaît de l'appel des jugements rendus en premier ressort par la justice de paix à compétence étendue.

Il connaît également des demandes en annulation formées contre les décisions rendues en premier et dernier ressort par cette justice de paix; mais ces décisions ne peuvent être annulées que pour incompetence, excès de pouvoir, ou violation de la loi.

Les arrêts du Conseil d'appel, sauf ceux rendus en matière d'annulation, sont susceptibles de recours en cassation.

Le Conseil se compose d'un juge-président assisté de deux fonctionnaires que désigne chaque année le

gouverneur. Un greffier nommé par décret le complète. Les fonctions du ministère public sont remplies par un fonctionnaire désigné par le gouverneur.

Cour criminelle. — La Cour criminelle, dont le siège est à Djibouti à la même compétence qu'une Cour d'assises de la métropole. Ses décisions sont susceptibles de recours en cassation.

Elle se compose du président du Conseil d'appel, auquel sont adjoints deux assesseurs tirés au sort sur une liste de douze fonctionnaires ou notables français, dressée chaque année par le gouverneur en Conseil d'administration. Les fonctions du ministère public sont remplies par le fonctionnaire les exerçant auprès du Conseil d'appel; celles de greffier par le greffier du Conseil d'appel.

Justice de paix à compétence étendue. — La justice de paix à compétence étendue, dont le siège est à Djibouti, étend sa juridiction sur tout le territoire de la colonie.

En matière civile et commerciale elle connaît en dernier ressort des actions personnelles et mobilières jusqu'à 2.000 francs, des actions immobilières jusqu'à 150 francs de revenu, et au delà à charge d'appel.

En matière répressive elle connaît en dernier ressort des contraventions et à charge d'appel des délits.

Cette justice de paix comprend un juge de paix et

un suppléant ; ce dernier est un fonctionnaire désigné par arrêté du gouverneur. Les fonctions du ministère public sont remplies par le fonctionnaire les exerçant auprès du Conseil d'appel ; celles de greffier par le greffier du Conseil d'appel.

Les tribunaux français connaissent de toutes les affaires civiles ou commerciales dans lesquelles un Français, Européen, ou assimilé est en cause, et des mêmes affaires entre indigènes si toutes les parties en cause sont d'accord pour leur soumettre leur différend.

En matière répressive ils connaissent des contraventions, des délits, et des crimes commis par les Français, Européens ou assimilés, ou de complicité avec eux.

Juridictions indigènes. — Les tribunaux indigènes connaissent des affaires civiles ou commerciales entre indigènes et assimilés. Si des Français, Européens ou assimilés sont en cause, il faut le consentement de toutes les parties pour que ces tribunaux soient compétents. En matière répressive ils connaissent des contraventions, des crimes et des délits commis par les indigènes ou assimilés, mais à condition que ni des Français, ni des Européens ou assimilés ne soient complices.

Les juridictions indigènes statuent suivant les coutumes locales.

Elles se composent d'un tribunal du premier degré et d'un tribunal du second degré.

Le tribunal du premier degré a son siège à Djibouti. Sa compétence s'étend sur tout le territoire de la colonie, mais pourrait être restreinte, si le gouverneur créait d'autres tribunaux semblables, par arrêté, comme le décret du 4 février 1904 lui en donne le droit.

En matière civile et commerciale le tribunal du premier degré est compétent en dernier ressort jusqu'à 150 francs en principal ou 15 francs de revenu et au delà à charge d'appel.

En matière répressive il connaît en dernier ressort des contraventions et en premier seulement des délits.

Ce tribunal est formé d'un juge unique, qui est un fonctionnaire désigné par le gouverneur. Ce juge peut se faire assister de deux ou plusieurs assesseurs indigènes n'ayant que voix consultative. Il les choisit pour chaque affaire et les prend en nombre égal parmi les indigènes de la nationalité des parties.

A l'égard des indigènes ou assimilés musulmans, le cadi, nommé par le gouverneur, est seul compétent, pour les actes et contestations relatifs au mariage, au divorce, aux successions, à la paternité, à la filiation, à la prestation solennelle du serment.

Le tribunal du second degré connaît en dernier ressort de l'appel des jugements rendus par le tribunal du premier degré ou par le cadi, et en premier

et dernier ressort des crimes commis par des indigènes ou assimilés.

Il se compose du gouverneur ou de son délégué, qui peut se faire assister d'assesseurs indigènes dans les mêmes conditions que le juge du premier degré

III

Saint-Pierre et Miquelon

L'organisation judiciaire de Saint-Pierre et Miquelon a été réglée par l'ordonnance du 26 juillet 1833, à laquelle des modifications ont été apportées par de nombreux décrets et notamment par celui du 21 juin 1907.

Elle comprend un Conseil d'appel, un tribunal criminel, un tribunal de première instance et deux justices de paix.

Un tribunal de commerce avait été créé par le décret du 24 février 1881, il fut supprimé par celui du 9 mai 1892.

Conseil d'appel. — Le Conseil d'appel, dont le siège est à Saint-Pierre, connaît de l'appel des jugements rendus en premier ressort par le tribunal de première instance et des demandes en annulation contre les jugements rendus en dernier ressort par le tribunal de première instance et les justices de paix. Ses arrêts d'appel sont susceptibles de recours en cassation.

Ce conseil se compose d'un président chef du service judiciaire auquel sont adjoints deux assesseurs désignés chaque année par le chef de la colonie. Les assesseurs peuvent être choisis parmi les officiers et fonctionnaires, sauf parmi les chefs d'administration (D. du 21 mai 1896). Les fonctions du ministère public sont remplies depuis le décret du 21 juin 1907 non plus par un procureur de la République, mais par un fonctionnaire nommé par arrêté du chef de la colonie.

Il est à remarquer qu'à Saint-Pierre et Miquelon c'est le président du Conseil d'appel qui est chef du service judiciaire.

Le tribunal criminel se compose des membres du Conseil d'appel auxquels sont adjoints quatre assesseurs, tirés au sort sur une liste de quarante notables (D. du 28 février 1891).

Tribunal de première instance. — Le tribunal de première instance siège à Saint-Pierre. Il est compétent en matière civile en dernier ressort jusqu'à 1.000 francs en principal et au delà à charge d'appel, en matière commerciale jusqu'à 50 francs. Il connaît des affaires correctionnelles à charge d'appel. Enfin devant lui sont portés les appels des jugements rendus en premier ressort par les juges de paix.

Il se compose d'un juge-président, d'un juge-suppléant (D. du 11 mars 1902) et d'un greffier (Ord. du 10 janvier 1844, art. 1^{er}).

Les fonctions du ministère public sont remplies par le fonctionnaire les exerçant auprès du Conseil d'appel.

Justices de paix. — Il existe deux justices de paix, l'une à Saint-Pierre, l'autre à Miquelon. Les fonctions de juge de paix sont remplies à Saint-Pierre par le juge président du tribunal de première instance, à Miquelon par un agent du commissariat colonial.

Ces tribunaux de paix connaissent en dernier ressort de toutes les actions civiles et commerciales jusqu'à 50 francs.

En matière de simple police leurs jugements ne peuvent être attaqués par la voie de l'appel que s'ils prononcent une peine d'emprisonnement.

Vu le Président :

PERREAU

Vu le Doyen,
CAUWÈS

Vu et permis d'imprimer
le Vice-Recteur de l'Académie de Paris
L. LIARD

ANNEXE

Projet de loi sur le recrutement de la magistrature coloniale et les garanties conférées aux magistrats coloniaux (1).

Article premier. — L'administration de la justice coloniale est placée sous la direction du ministre des Colonies.

Les magistrats coloniaux sont nommés par décret rendu sur la proposition du ministre des Colonies et sous le double contreseing du ministre des Colonies et du ministre de la Justice.

Art. 2. — Les candidats aux emplois de la magistrature coloniale sont tenus de justifier des conditions d'âge, de diplôme et d'examen professionnel exigées pour l'admission dans la magistrature métropolitaine. Ils doivent être munis, en outre, d'un certificat spécial d'aptitude aux fonctions judiciaires coloniales.

Sont seuls dispensés de l'examen professionnel et

1. Texte adopté par le Sénat dans sa séance du 9 novembre 1911.

du certificat spécial aux fonctions judiciaires coloniales :

a) Les élèves brevetés de l'École coloniale (section de la magistrature). La moitié des emplois de début vacants leur est réservée ;

b) Les anciens magistrats coloniaux ;

c) Les magistrats et anciens magistrats du cadre métropolitain après cinq années d'exercice des fonctions judiciaires ;

d) Les avocats, les avocats-défenseurs et les avoués en exercice aux colonies après dix ans d'exercice effectif de leur profession.

Art. 3. — Il est dressé au commencement de chaque année judiciaire un tableau d'avancement pour la magistrature coloniale.

Ce tableau est fractionné par groupements de colonies.

Il est établi par une commission composée :

1° D'un président et de quatre conseillers à la Cour de cassation, désignés chaque année par décret rendu sur la proposition collective du ministre de la Justice et du ministre des Colonies.

2° De deux hauts fonctionnaires ou magistrats en activité ou en retraite, choisis par le ministre des Colonies.

3° Des directeurs du personnel au ministère des Colonies et au ministère de la Justice.

La commission est présidée par le président à la

Cour de cassation et en cas d'empêchement, par le conseiller le plus ancien.

Elle est saisie par les soins du ministre des Colonies des propositions des chefs du service judiciaire des différentes colonies pour leurs ressorts respectifs. Elle peut provoquer, par l'intermédiaire du ministre des colonies des présentations supplémentaires et proposer au ministre l'inscription d'office des magistrats non présentés. Tous les dossiers des candidats réunissant les conditions réglementaires pour pouvoir prétendre à un avancement, lui sont soumis.

La liste des magistrats inscrits au tableau d'avancement est arrêtée par le ministre des Colonies et publiée au *Journal Officiel de la République française*, au *Bulletin officiel* du ministère des Colonies ainsi qu'au *Journal officiel* de chaque colonie.

Le ministre des Colonies sur la réclamation des intéressés peut, après nouvelle délibération de la commission, ordonner, d'accord avec le garde des sceaux, l'inscription d'office au tableau d'avancement.

La validité du tableau est limitée à la seule année pour laquelle il a été dressé.

Art. 4. — Nul ne peut être inscrit au tableau d'avancement qu'après deux années de services effectifs dans le poste qu'il occupe au moment où le tableau est dressé, ou dans un poste antérieur égal en parité d'office.

Art. 5. — En Indo-Chine, les juges d'instruction,

les juges suppléants, les juges de paix à compétence étendue, les juges présidents des tribunaux de première instance, les procureurs de la République et les substituts près ces mêmes tribunaux ne peuvent être inscrits au tableau d'avancement, s'ils n'ont pas justifié de la connaissance de l'une des langues indigènes en usage dans le pays.

Pour les autres colonies à législation indigène, des décrets détermineront l'époque à partir de laquelle la connaissance des langues ou idiomes locaux sera obligatoire.

Jusque-là, elle restera facultative, mais il en sera tenu compte pour l'établissement du tableau d'avancement.

Art. 6. — Aucun magistrat ne peut être promu soit dans les colonies, soit dans la métropole, à un poste comportant une augmentation de traitement basée sur la parité d'office de l'emploi qu'il occupe, s'il n'a été au préalable inscrit au tableau d'avancement.

L'avancement accordé ne peut constituer au profit du magistrat qui en est l'objet, une augmentation de parité d'office supérieure à 2.000 francs.

Aucun magistrat du cadre métropolitain ne peut être appelé à continuer ses services aux colonies dans un emploi supérieur à celui qu'il occupe, s'il n'est inscrit au tableau d'avancement dans la métropole.

Les anciens magistrats coloniaux ne peuvent être appelés à un emploi supérieur à celui qu'ils occu-

paient, si la durée totale de leurs fonctions judiciaires est inférieure à trois années.

Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux nominations des procureurs généraux.

Art. 7. — Les magistrats du siège en service aux colonies ne peuvent être destitués, rétrogradés ou mis d'office en retraite, avant d'avoir atteint la limite d'âge fixée par l'article 13 de la présente loi, que sur l'avis conforme de la Cour de cassation siégeant comme Conseil supérieur de la magistrature dans les conditions prévues par les articles 13 et suivants de la loi du 30 août 1883.

Ils auront toujours le droit de fournir leurs explications écrites ou orales.

Art. 8. — Lorsqu'il apparaît que l'intérêt du service le commande, les magistrats du siège peuvent être déplacés d'office à poste égal.

Cette mesure ne pourra être prise qu'après avis de la commission spéciale prévue à l'article 3.

Les magistrats du siège menacés d'un déplacement d'office auront toujours le droit de fournir leurs explications dans les conditions qui seront fixées par le règlement d'administration publique prévu à l'article 18.

En cas d'urgence, les magistrats du siège en service aux colonies et présents à leur poste, pourront être rappelés d'office par le ministre ou mis à sa disposition par la Cour d'appel ou le tribunal supérieur, pro-

nonçant en assemblée générale sur conclusions du procureur général ou du procureur de la République, chef du service judiciaire.

Art. 9. — Les cours d'appel et les tribunaux supérieurs exercent un droit de surveillance sur leurs membres, ainsi que les magistrats des tribunaux de première instance et de commerce.

Art. 10. — En dehors de l'avertissement, les peines disciplinaires sont :

La censure simple ;

La censure avec réprimande ;

La suspension provisoire.

Art. 11. — En ce qui concerne les magistrats du siège, la cour ou le tribunal supérieur prononce, en la chambre du conseil sur conclusions écrites du procureur général ou du procureur de la République, chef du service judiciaire, les peines disciplinaires prévues à l'article précédent, après que le magistrat inculqué a été entendu dans ses explications.

Les décisions prononçant la censure simple et la censure avec réprimande sont définitives et exécutoires à la seule requête du chef du service judiciaire. Elles sont portées à la connaissance du ministre des Colonies.

Art. 12. — Quand la cour ou le tribunal supérieur prononce la peine de suspension provisoire, le renvoi du magistrat à la disposition du ministre des Colonies est ordonné.

Les décisions de la cour prévues au présent article et à l'article 10 peuvent, dans les cinq jours de leur signification à l'intéressé, être de sa part l'objet d'un recours en cassation, mais seulement pour violation de la loi.

Art. 13. — En ce qui concerne les officiers du parquet, le gouverneur ou le gouverneur général dans les colonies constituées en groupes, agissant par délégation du ministre des Colonies, prononce après enquête, et sur les conclusions du chef du service judiciaire, le magistrat incriminé dûment entendu, les peines de la censure simple et de la censure avec réprimande. Les décisions du gouverneur ou du gouverneur général sont susceptibles de recours devant le ministre.

Si le fait reproché à l'officier du ministère public est de nature à compromettre sa dignité et à rendre impossible son maintien dans le ressort, le gouverneur ou le gouverneur général, après enquête et sur les conclusions du chef du service judiciaire, renvoie l'officier du ministère public à la disposition du ministre pour être définitivement statué à son égard.

Art. 14. — Les magistrats des colonies peuvent être admis à faire valoir leurs droits à la retraite après vingt-quatre ans de service et cinquante-cinq ans d'âge, dans les conditions prévues par l'article 10, paragraphe 3 de la loi du 9 juin 1853.

Ils sont mis d'office à la retraite après soixante-

cinq ans d'âge ou dans le cas d'infirmités les rendant impropres au service.

Art. 15. — Au cas de décès, d'absence ou d'empêchement du chef du service judiciaire, il est pourvu à son remplacement par le ministre des Colonies et provisoirement, en cas d'extrême urgence, par le gouverneur ou par le gouverneur général dans les colonies constituées en groupe. Au cas d'absence ou d'empêchement des magistrats titulaires, il est pourvu à leur remplacement par des magistrats intérimaires.

Les magistrats intérimaires sont désignés par arrêté du ministre des Colonies si l'intérim doit se prolonger pendant plus de trois mois. Si l'intérim doit être d'une durée moindre, et, dans tous les cas, en attendant la désignation du ministre des Colonies, les magistrats intérimaires sont choisis, pour les fonctions du siège, par le président de la cour ou du tribunal supérieur, sur les propositions du chef du service judiciaire ; pour les fonctions du ministère public, par le chef du service judiciaire seul.

En cas de désaccord entre le chef du service judiciaire et le président de la cour ou du tribunal supérieur au sujet de la désignation des magistrats intérimaires, cette désignation est faite par la cour ou le tribunal supérieur en assemblée générale.

Si, à raison de l'impossibilité dûment constatée d'appeler à siéger des magistrats de l'ordre judiciaire, l'intérim doit être confié à des fonctionnaires, la dési-

gnation ne peut être faite qu'avec l'assentiment du gouverneur ou du gouverneur général, dans les colonies constituées en groupe.

En aucun cas les fonctions de magistrat, même intérimaire, ne peuvent être confiées à des étrangers ou à des sujets français dont le statut personnel n'est pas régi par le Code civil.

Art. 16. — Les attributions conférées aux gouverneurs et Conseils privés en ce qui concerne les règlements de juges et les renvois d'un tribunal à un autre pour cause de sûreté publique ou de suspicion légitime, sont et demeurent supprimées.

Les procureurs généraux et procureurs de la République, chefs du service judiciaire, sont autorisés à correspondre directement avec le ministre des Colonies.

Toutefois ils ne peuvent adresser leurs rapports au ministre qu'après les avoir communiqués aux gouverneurs ou gouverneurs généraux, dans les colonies constituées en groupe.

Art. 17. — Les conditions de nomination des magistrats coloniaux dans la magistrature métropolitaine, ainsi que les parités d'office des magistrats coloniaux seront déterminées dans les six mois suivant la promulgation de la présente loi, par un décret rendu sur la proposition concertée du garde des sceaux, ministre de la Justice, du ministre des Finances et du ministre des Colonies.

Chaque année un décret rendu dans les mêmes conditions déterminera le nombre et la nature des emplois de la magistrature métropolitaine qui devront être réservés aux magistrats des colonies.

Art. 18. — L'exécution de la présente loi sera assurée dans les six mois qui suivront sa promulgation par un règlement d'administration publique qui déterminera notamment les groupes des colonies suivant lesquels sera fractionné le tableau d'avancement, les règles qui présideront à sa formation et les conditions de l'examen pour l'obtention du certificat spécial d'aptitude aux fonctions judiciaires coloniales.

Art. 19. — Dans les colonies qui ne sont pas actuellement soumises au régime des lois, il continuera à être statué par décret sur toutes les questions d'ordre judiciaire en se conformant aux principes généraux consacrés par la présente loi.

Art. 20. — Toutes dispositions contraires sont et demeurent abrogées.

BIBLIOGRAPHIE

Annuaire de l'Afrique Equatoriale Française, 1912.

Annuaire de l'Afrique Occidentale Française depuis 1909.

ARNAULD ET MÉRAY. — Organisation administrative des colonies.

DISLÈRE. — Traité de législation coloniale.

DUBOIS ET TERRIER. — Un siècle d'expansion coloniale.

DUVERGIER. — Lois et décrets.

FRANÇOIS. — L'Afrique Occidentale Française.

FRANÇOIS ET ROUGET. — Manuel de législation coloniale.

GIRAULT. — Principes de Colonisation et Législation coloniale.

GOULVEN. — L'Afrique Équatoriale Française.

HILD. — L'organisation judiciaire en Afrique Occidentale Française.

MÉRIGNHAC. — Législation et économie coloniales.

MESSIMY. — Notre œuvre coloniale.

OLIVIER. — Le Sénégal.

PETIT. — Les colonies françaises.

ROUGET. — L'expansion coloniale au Congo français.

SALAUN. — L'Indo-Chine.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages.
AVANT-PROPOS	5
INTRODUCTION HISTORIQUE. — L'organisation judiciaire depuis les origines jusqu'aux ordonnances or- ganiques de la Restauration	9

PREMIÈRE PARTIE

La magistrature coloniale

CHAPITRE PREMIER. — Organisation actuelle de la ma- gistrature coloniale.	17
CHAPITRE II. — Examen critique de l'organisation de la magistrature coloniale	41
I. — De quel ministère doit dépendre la magistrature coloniale	41
II. — Recrutement et conditions d'aptitude	48
III. — Avancement. Retraite	66
IV. — Quel doit être le chef du service judiciaire. .	79
V. — Unicité de juge	83
VI. — Inamovibilité	91
VII. — Remplacement provisoire des magistrats. Rè- glements de juges. Renvoi d'un tribunal à un autre	104

DEUXIÈME PARTIE

Les juridictions. Leur composition. Leur compétence.

CHAPITRE PREMIER. — Organisation judiciaire des Antil-

les et de la Réunion 117

CHAPITRE II. — Colonies possédant une Cour d'appel . 121

I. — Indo-Chine 121

II. — Madagascar et dépendances 139

III. — Afrique Occidentale Française 150

IV. — Afrique Equatoriale Française 161

V. — Guyane 168

VI. — Etablissements de l'Inde 171

VII. — Nouvelle-Calédonie 176

CHAPITRE III. — Colonies ne possédant pas de Cour

d'appel 180

I. — Etablissements français d'Océanie. 180

II. — Côte française des Somalis. 185

III. — Saint-Pierre et Miquelon 190

ANNEXE. — Projet de loi sur le recrutement de la magis-

trature coloniale et les garanties conférées aux

magistrats coloniaux 193

BIBLIOGRAPHIE 203

MAYENNE, IMPRIMERIE CHARLES GOLIN
